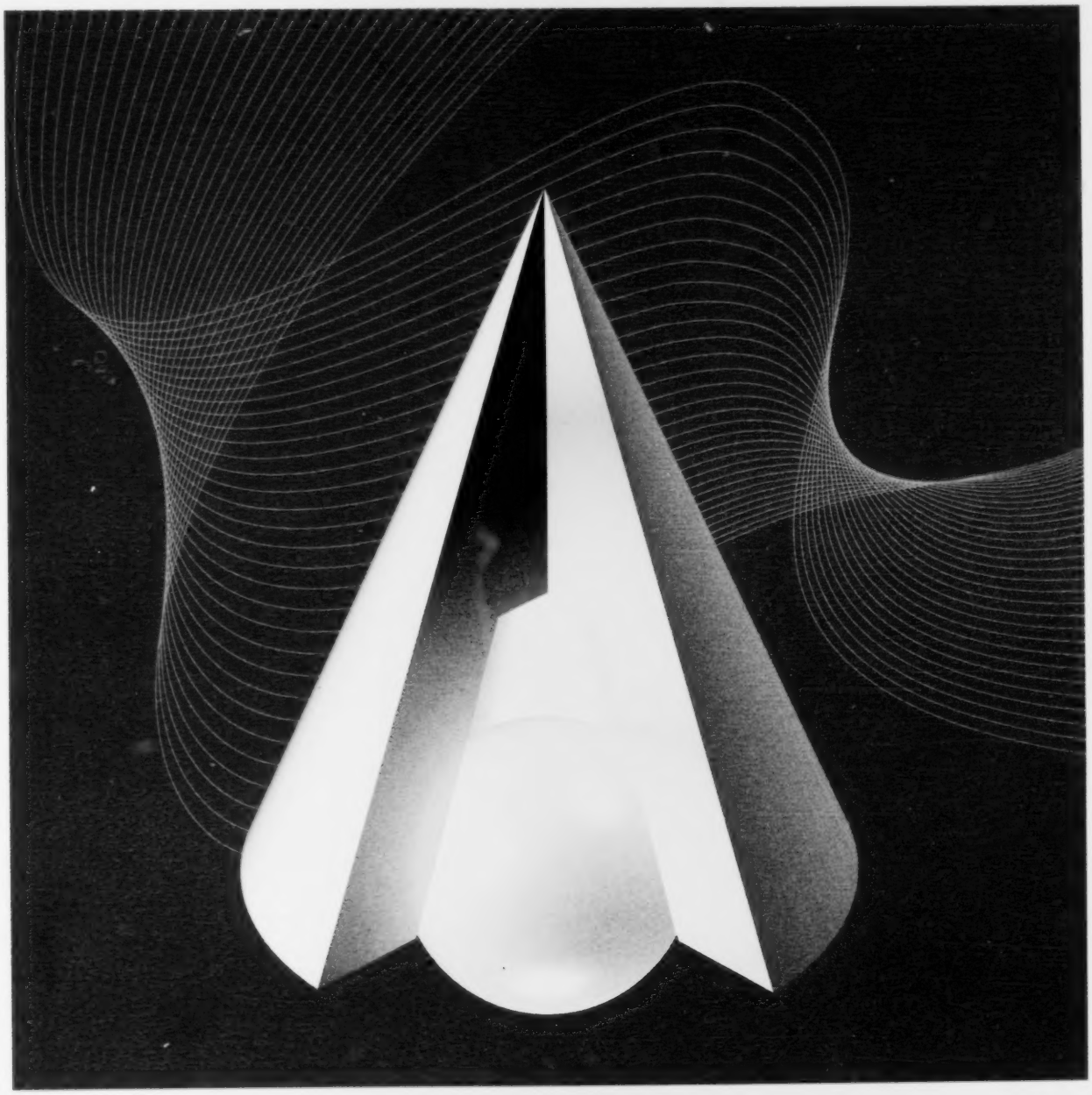
Documents de recherche

Études analytiques

Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004

par Andrew Heisz

N° 298



Statistics Canada Statistique Canada

Canada

Études analytiques
Documents de recherche

La série de documents de recherche de la Direction des études analytiques permet de faire connaître, avant leur publication, les travaux de recherche effectués par le personnel de la Direction, les boursiers invités et les universitaires associés. Cette série a pour but de favoriser la discussion sur divers sujets, notamment le travail, la dynamique des entreprises, les pensions, l'agriculture, la mortalité, la langue, l'immigration, l'informatique statistique et la simulation. Le lecteur est invité à faire part aux auteurs de ses commentaires, critiques et suggestions. La liste des titres figure à la fin du document.

Les documents de la série sont distribués aux établissements de recherche et aux bibliothèques spécialisées. Ces documents peuvent être téléchargés à partir d'Internet, à l'adresse *www.statcan.ca*.

Comité de révision des publications
Études analytiques, Statistique Canada
Immeuble R.-H.-Coats, 24e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
613-951-1804
613-951-1667

Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004

Par Andrew Heisz*

11F0019 N° 298
ISSN : 1205-9161
ISBN : 978-0-662-09350-3

Statistique Canada
Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail
24-F, immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade du Pré Tunney, Ottawa K1A 0T6
*Statistique Canada 613-951-3748
Télécopieur : 613-951-5403
Courriel : andrew.heisz@statcan.ca

Ce document peut être consulté sur Internet à www.statcan.ca

Mai 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

© Ministre de l'Industrie, 2007

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English (Catalogue no. 11F0019MIE, no. 298).

Note de reconnaissance :

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Table des matières

Résumé 5

Sommaire exécutif 6

1. Introduction 12

2. Le contexte du changement : l'économie, le marché de l'emploi, le cadre institutionnel et la famille 13

2.1 L'économie 13

2.2 Le marché de l'emploi 14

2.3 Le contexte institutionnel 15

2.4 La famille 17

3. Données et méthodes 18

3.1 Données 18

3.2 La distribution du revenu, l'inégalité, la polarisation et le faible revenu 19

3.3 Redistribution 20

3.4 Révisions récentes et comparabilité des données d'enquête aux données administratives et aux données de recensement 21

4. Inégalité relative au revenu après impôt et faible revenu relatif 23

4.1 La distribution du revenu : centiles du revenu, écarts entre les centiles et rapports entre les centiles 23

4.2 Inégalité du revenu 24

4.3 Polarisation du revenu 25

4.4 Faible revenu 26

5. Redistribution du revenu 27

5.1 Revenu familial du marché 27

5.2 Tendances relatives de la redistribution 28

5.3 Importance des changements relatifs au revenu du marché et à la redistribution 29

6. Conclusion 31

Figures et tableaux 33

Annexe 55

Bibliographie 62

Résumé

À l'aide des données de l'Enquête sur les finances des consommateurs menée de 1976 à 1997 et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu menée de 1993 à 2004, nous examinons l'évolution de l'inégalité du revenu familial, de la polarisation du revenu, du faible revenu relatif et de la redistribution du revenu familial par l'entremise du système d'imposition et de transfert. Nous concluons que l'inégalité du revenu familial après impôt a été stable dans les années 1980 mais qu'elle a augmenté au cours de la période de 1989 à 2004.

La croissance de l'inégalité du revenu familial après impôt peut être due à l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché (avant impôt et avant transfert) ou à une diminution de la redistribution du revenu par l'entremise d'un système d'imposition et de transfert.

Nous concluons que l'augmentation de l'inégalité était seulement associée à l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché. Le niveau de redistribution était au moins aussi élevé en 2004 qu'il l'était dans les sommets des cycles précédents, mais il n'a pas suivi la croissance rapide de l'inégalité du revenu familial du marché des années 1990.

Nous présentons les statistiques relatives à l'inégalité du revenu, à la polarisation et au faible revenu selon plusieurs mesures bien connues et nous utilisons des méthodes de préparation des données identiques à celles qui sont utilisées dans le cadre de l'Étude sur le revenu du Luxembourg afin de faciliter les comparaisons internationales.

Mots clés : inégalité du revenu, revenu, transferts, impôt, redistribution.

Sommaire exécutif

Après être restée stable pendant la fin des années 1970 et les années 1980, l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté durant les années 1990. Cette augmentation a eu lieu parallèlement à la réduction de la générosité de plusieurs programmes de transfert du revenu, y compris l'assurance-emploi et l'aide sociale (dans certaines provinces). Cela peut refléter un affaiblissement du rôle de redistribution de l'État canadien.

Toutefois, même si l'inégalité croissante du revenu après impôt peut provenir de l'affaiblissement du système de redistribution, elle peut également provenir de l'inégalité croissante du revenu familial du marché (avant impôt et avant transfert). Dans le présent rapport, nous posons la question suivante : La redistribution du revenu joue-t-elle un rôle d'égalisation moins important ces dernières années que par le passé ou l'inégalité croissante est-elle due à l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché?

Nous consignons les tendances relatives à l'inégalité du revenu familial après impôt depuis 1976, et ce, à l'aide de données d'enquête mises à jour qui portent sur l'ensemble des Canadiens. Nous examinons également comment la redistribution du revenu par l'entremise du système d'imposition et de transfert a une incidence sur le niveau et le taux de croissance de l'inégalité après impôt, et nous nous demandons s'il y a eu des changements ces dernières années.

En examinant le revenu familial, il est important de prendre en compte la taille de la famille. Dans la présente étude, avant tout autre calcul, le revenu familial est rajusté par rapport à la taille de la famille à l'aide de la méthode bien répandue qui consiste à attribuer à chaque membre de la famille une partie du revenu égale à la racine carrée du revenu familial total. Cela compense les économies d'échelle présentes dans les grandes familles, en plus de produire des indicateurs qui reflètent le revenu familial défini par personne. Par conséquent, toute référence au revenu dans cette étude renvoie au « revenu familial rajusté par personne » à moins d'indication contraire.

Il est aussi important de comparer les résultats à ceux d'autres ensembles de données. Nous comparons nos résultats avec ceux des données de l'impôt sur le revenu et des données du recensement et obtenons des conclusions similaires.

Nous étudions l'inégalité et la redistribution à l'aide de plusieurs échelles bien connues et méthodes bien établies. Dans le cadre de ce résumé, nous nous concentrons sur les niveaux et tendances évalués par les indices suivants :

- Inégalité (1) : le rapport interdécile qui est le rapport entre le revenu familial moyen des 10 % percevant les plus hauts revenus et celui des 10 % percevant les plus bas revenus.
- Inégalité (2) : le coefficient de Gini, qui est probablement l'indice le plus communément utilisé pour mesurer l'inégalité du revenu. Il s'agit d'un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité parfaite.
- Polarisation : la part de personnes dont le revenu familial est compris entre 75 % et 150 % du revenu médian total, ce qui donne une idée de l'évolution de la taille de la classe moyenne.
- Faible revenu : la part de personnes dont le revenu est inférieur à la moitié du revenu familial après impôt médian, ce qui donne une idée des tendances relatives à ceux qui ont les plus faibles revenus.

Bien que les deux derniers indices ne mesurent pas l'inégalité, ils nous permettent de nous concentrer sur ce qui se passe respectivement dans la distribution moyenne et inférieure du revenu familial.

Tendances relatives à l'inégalité du revenu après impôt

Les valeurs de ces indicateurs sont indiquées dans le tableau A pour 2004. Aux fins de comparaison, nous avons également indiqué les valeurs de 1979 et 1989. Comme ces années sont proches des sommets du cycle conjoncturel, elles constituent de bons points de comparaison aux fins d'évaluation des tendances.

Tableau A Tendances relatives à l'inégalité du revenu après impôt, 1979 à 2004

	Inégalité (1)	Inégalité (2)	Polarisation	Faible revenu
	Rapport entre les 10 % percevant les plus hauts revenus et les 10 % percevant les plus faibles revenus	Gini	Part de personnes dont le revenu est compris entre 75 % et 150 % du revenu médian	Part de personnes dont le revenu est inférieur à la moitié du revenu médian de 1979
1979	7,46	0,283	0,512	0,129
1989	6,58	0,277	0,521	0,093
2004	8,85	0,315	0,473	0,102
1989 moins 1979	-0,88	-0,006	0,009	-0,036
2004 moins 1989	2,27	0,038	-0,048	0,009
2004 moins 1979	1,39	0,032	0,039	0,027

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Les résultats montrent que les revenus familiaux ont été distribués de façon plus égale dans les années 1980. Le rapport entre le revenu après impôt des 10 % percevant les plus hauts revenus et des 10 % percevant les plus faibles revenus est passé de 7,46 en 1979 à 6,58 en 1989; le coefficient de Gini, quant à lui, a également baissé. Toutefois, de 1989 à 2004, l'inégalité du revenu s'est accrue. Le rapport entre le revenu après impôt des 10 % percevant les plus hauts revenus et des 10 % percevant les plus faibles revenus est passé de 6,58 en 1989 à 8,85 en 2004, soit une augmentation de 35 %; le coefficient de Gini, quant à lui, a également augmenté. Les résultats indiquent que l'inégalité du revenu après impôt était plus importante dans la période après 2000 qu'à n'importe quel autre moment depuis 1976.

L'examen approfondi du revenu après impôt révèle que, de 1989 à 2004, le revenu des familles à faible revenu a baissé mais que celui des familles à revenu moyen ou élevé a augmenté. Au cours de cette période, le revenu moyen des 10 % percevant les plus faibles revenus a diminué de 8 %, mais celui des personnes percevant le revenu médian a augmenté de 8 % et celui des 10 % percevant les plus hauts revenus, de 24 %. Par conséquent, l'écart absolu entre les 10 % percevant les plus faibles revenus et les 10 % percevant les plus hauts revenus a également augmenté. De 1976 à 1995, le revenu après impôt pour une famille de quatre personnes[1] était stable, s'élevant à environ 110 000 dollars réels de plus pour le décile supérieur que pour le

1. Afin d'estimer l'écart pour une famille de quatre personnes, la différence dans le revenu rajusté par personne entre le décile supérieur et le décile inférieur est multipliée par la racine carrée de quatre. Cette opération supprime le rajustement par rapport à la taille de la famille décrit ci-dessus.

décile inférieur mais a ensuite augmenté pour atteindre 147 600 $ en 2004. Cela indique que l'ampleur absolue et relative de l'augmentation de l'inégalité du revenu après impôt est importante.

La polarisation du revenu a également augmenté dans les années 1990. La part de Canadiens dont le revenu familial après impôt était compris entre 75 % et 150 % du revenu médian après impôt est passé de 52,1 % en 1989 à 47,3 % en 2004, soit une diminution de 4,8 points de pourcentage. Un examen plus approfondi des données révèle que les personnes quittant la classe moyenne (définie selon le revenu) avaient tendance à rejoindre les personnes à faible revenu comme les personnes à revenu élevé. La part de personnes dont le revenu après impôt était inférieur à 75 % du revenu médian a augmenté de 2,6 points de pourcentage, alors que la part de personnes dont le revenu était supérieur à 150 % du revenu médian a augmenté de 2,0 points de pourcentage.

La part de personnes dont le revenu rajusté est inférieur à la moitié du revenu médian familial rajusté au niveau de 1979 a baissé dans les années 1980 mais a augmenté dans les années 1990 pour atteindre 10,2 % en 2004, ce qui est légèrement plus qu'en 1989.

Tendances relatives à la redistribution du revenu

L'augmentation de l'inégalité décrite ci-dessus provient-elle du fait que la redistribution du revenu joue un rôle d'égalisation moins important ces dernières années que par le passé, ou cette inégalité croissante est-elle due à un autre facteur? (Dans le cadre de ce résumé, nous examinons seulement l'effet des redistributions sur l'inégalité, mais notons que l'incidence était semblable pour les autres indicateurs examinés.)

Il existe plusieurs raisons de penser que le rôle d'égalisation des revenus du système d'imposition et de transfert n'est pas le même dans les années 2000 que dans les décennies précédentes. Même si le document n'entre pas vraiment dans ce genre de détails, nous avons remarqué que les changements relatifs aux niveaux d'admissibilité et d'attribution de l'aide sociale (AS) et de l'assurance-emploi (AE) (des programmes qui sont en général devenus plus généreux dans les années 1980, puis moins généreux dans les années 1990), l'introduction de nouveaux programmes tels que le programme de Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et le programme de crédit pour taxe sur les produits et services (TPS) ainsi que l'évolution du programme de Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ) constituent des évolutions importantes qui peuvent avoir eu une incidence sur le degré de redistribution du revenu effectuée par l'entremise du système de transfert. De plus, les augmentations du taux d'imposition réel des années 1980 suivies par une diminution dans les années 1990 pourraient avoir eu une incidence sur la redistribution effectuée par l'entremise du système d'imposition[2].

Pour comprendre le rôle que joue la redistribution dans les années 2000 par rapport aux décennies précédentes, nous commençons par examiner l'inégalité du revenu familial du marché (le revenu du marché comprend les traitements, les salaires, les revenus d'un travail autonome, le revenu de placements, le revenu de pensions complémentaires [privées] et d'autres « sources basées sur le marché »). Nous nous demandons ensuite comment l'État redistribue le revenu par

2. Dans cette étude, nous examinons le système de transfert et le système d'imposition dans leur ensemble et nous n'essayons pas d'évaluer l'incidence de chaque programme de transfert ou de chaque système d'imposition.

l'entremise de transferts de revenus (tels que le RPC, le RRQ, l'AE, l'AS, l'indemnisation des accidentés du travail, la PFCE, le crédit pour TPS et d'autres transferts directs gouvernementaux) et d'impôts (impôts sur le revenu fédéral et provinciaux) qui réduisent l'inégalité du revenu du marché. La différence entre l'inégalité du revenu familial du marché et l'inégalité du revenu familial après impôt indique à quel point l'État redistribue le revenu familial et diminue l'inégalité du revenu[3].

De plus, il y a deux façons de réfléchir à l'incidence de la redistribution sur l'inégalité. L'une est de se demander en quoi la redistribution a une incidence sur le niveau d'inégalité. L'autre est de se demander quel rôle la redistribution joue dans la croissance de l'inégalité. Ces deux perspectives peuvent être étudiées en consultant le tableau B.

Nous allons commencer par examiner l'effet de la redistribution sur le niveau d'inégalité. En 2004, l'indice de Gini fondé sur le revenu familial du marché s'élevait à 0,428 alors que sur le revenu familial après impôt il s'élevait à 0,315, ce qui signifie que l'effet direct de la redistribution était de réduire l'inégalité (mesurée par le Gini) de 0,113. En 1989, la redistribution a permis de diminuer l'inégalité du revenu de 0,104 et, en 1979, elle a permis de la diminuer de 0,078. Ainsi, la redistribution a permis de diminuer l'inégalité de façon plus importante en 2004 qu'en 1989 ou en 1979. L'étude montre que les changements dans les transferts et les impôts ont contribué ensemble à l'augmentation de la redistribution dans les années 1980. Au cours des années 1990, nos résultats ont montré que les changements relatifs aux impôts et aux transferts décrits ci-dessus ont eu peu d'effets nets sur la redistribution générale, qui est restée aussi forte en 2004 qu'elle l'était en 1989.

Tableau B Tendances relatives à la redistribution du revenu, 1979 à 2004

	Inégalité du revenu familial du marché	Inégalité du revenu familial après impôt	Incidence totale de la redistribution	Augmentation de l'inégalité du revenu du marché compensée par la redistribution
	Gini-M	Gini-AI	Gini-M moins Gini-AI	pour cent
1979	0,361	0,283	-0,078	...
1989	0,381	0,277	-0,104	...
2004	0,428	0,315	-0,113	...
1989 moins 1979	0,020	-0,006	-0,026	130
2004 moins 1989	0,047	0,038	-0,009	19
2004 moins 1979	0,067	0,032	-0,035	52

... n'ayant pas lieu de figurer

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Comme cela a été indiqué plus haut, l'autre perspective est de se demander quel rôle la redistribution a joué dans la croissance de l'inégalité. Pour bien comprendre, il est utile d'étudier d'abord l'évolution de l'inégalité du revenu familial du marché. Le coefficient de Gini de l'inégalité du revenu familial du marché est passé de 0,361 en 1979 à 0,381 en 1989 (soit une

3. Pour évaluer l'incidence de la redistribution sur l'inégalité du revenu après impôt, nous étudions la différence entre l'inégalité du revenu après impôt et l'inégalité du revenu du marché, ce que nous appelons « effet direct » de la redistribution sur l'inégalité. On parle d'effets directs car il s'agit seulement de mesurer les effets observés du système d'imposition et de transfert sur le revenu sans tenter de quantifier les effets indirects des impôts et des programmes de transfert sur les recettes, comme en influençant l'intensité de travail.

augmentation de 0,020); il a ensuite augmenté plus rapidement dans les années 1990 pour atteindre 0,428 en 2004 (soit une augmentation de 0,047). En 1989, la redistribution a réduit le coefficient de Gini de 0,026 de plus qu'en 1979, ce qui indique qu'elle a plus que compensé l'augmentation dans l'inégalité du revenu du marché au cours de cette décennie. C'est pourquoi l'inégalité du revenu familial après impôt a baissé dans les années 1980. En 2004, la redistribution a seulement réduit le coefficient de Gini de 0,009 de plus qu'en 1989; par conséquent, la part du lion de l'augmentation de l'inégalité du revenu du marché de 1989 à 2004 s'est traduite par une augmentation de l'inégalité du revenu après impôt.

Autrement dit, la redistribution a suffisamment augmenté dans les années 1980 pour compenser 130 % de l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché, ce qui est plus que suffisant pour permettre à l'inégalité du revenu après impôt de rester stable. Toutefois, de 1990 à 2004, la redistribution n'a pas augmenté au même taux que l'inégalité du revenu du marché et n'a compensé que 19 % de l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché. Pour avoir une idée de la redistribution nécessaire à la stabilisation du revenu, nous avons remarqué que, toutes choses égales, la redistribution aurait dû augmenter de façon à réduire le coefficient de Gini deux fois plus dans les années 1990 que dans les années 1980 pour empêcher l'augmentation de l'inégalité du revenu après impôt au cours de cette décennie.

Il est difficile de savoir exactement en quoi les changements relatifs à chaque programme d'imposition ou de transfert ont pu contribuer à ces résultats à partir de l'analyse présentée dans le présent document. Toutefois, nous pouvons tirer trois conclusions générales :

(1) L'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté dans les années 1990 à cause de l'inégalité croissante du revenu familial du marché.
(2) Le système d'imposition et de transfert a réduit l'inégalité du revenu autant en 2004 qu'en 1989. C'est le cas même si le taux de chômage était plus bas en 2004 qu'il ne l'était en 1989. Toutes choses égales, on aurait pu s'attendre à ce que la redistribution ait été plus faible lorsque le taux de chômage était plus faible. Cela donne à penser que, vus comme un ensemble, les changements apportés au système d'imposition et de transfert au cours des années 1990 n'ont pas augmenté l'inégalité du revenu.
(3) Cette augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché dans les années 1990 reflète le prolongement d'une tendance qui se produisait aussi dans les années 1980. L'inégalité du revenu après impôt n'a pas augmenté aussi dans les années 1980 parce que les taxes et les transferts ont changé au cours de cette décennie, augmentant la part du revenu redistribué par l'État des familles à revenu élevé vers celles dont le revenu était faible. Le système d'imposition et de transfert aurait dû continuer d'assurer une redistribution accrue dans les années 1990 pour neutraliser l'effet de l'inégalité croissante du revenu familial du marché au cours de cette décennie.

Bien que cette étude ne tente pas d'expliquer la croissance de l'inégalité du revenu familial du marché, l'inégalité grandissante des gains familiaux (par les traitements, les salaires et le revenu net provenant d'un travail autonome) constitue un facteur susceptible de jouer un rôle. Une cause majeure de cette situation est la montée de la capacité de gagner de l'argent de la famille comportant deux salariés, particulièrement lorsque les deux salariés ont complété des études supérieures. (Des résultats préliminaires nous donnent à penser que l'inégalité des gains personnels n'est pas la cause de cette tendance.) Le rapport note aussi que le revenu du marché a chuté de manière considérable dans la distribution inférieure du revenu : le revenu familial du marché moyen dans le décile inférieur a chuté de 18,7 % de 1979 à 1989, et d'un autre 10,7 % de

1989 à 2004, ce qui indique que les faibles revenus et le chômage pourraient aussi jouer un rôle. Cela pourrait être particulièrement important parmi les familles monoparentales et les personnes hors famille économique (personnes seules) qui sont plus vulnérables aux interruptions d'emploi.

Conclusion

Cette étude montre que, après être restée stable pendant plusieurs décennies, l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté dans les années 1990, atteignant un niveau plus élevé dans les années 2000. En même temps, la part des familles à revenu moyen a diminué et la part de familles à revenu faible ou élevé s'est accrue. L'écart absolu entre les familles percevant les plus faibles revenus et celles qui perçoivent les plus hauts revenus a également augmenté de façon importante, ce qui indique que ces augmentations de l'inégalité sont de grande ampleur. Ces tendances semblent être liées aux inégalités croissantes dans le revenu provenant du marché (traitements, salaires, revenu d'un travail autonome, revenu d'un régime de retraite complémentaire [privé] et revenu de placements) chez les familles.

De nombreux pays industrialisés ont connu une hausse de l'inégalité du revenu après impôt dans les années 1990. Par exemple, aux États-Unis, l'inégalité du revenu après impôt a augmenté de 0,033 de 1986 à 2000, ce qui représente une augmentation légèrement plus importante que celle qui a été observée au Canada pendant la même période. De plus, comme au Canada, l'augmentation de l'inégalité du revenu après impôt aux États-Unis était liée à une augmentation de l'inégalité du revenu du marché et non à une diminution de la redistribution. L'inégalité du revenu après impôt a également augmenté en Finlande, en Allemagne, en Norvège, en Suède et au Royaume-Uni au cours de cette même période (Mahler et Jesuit, 2005). Cela laisse penser qu'on peut rechercher une explication commune à de nombreux pays pour comprendre en partie l'augmentation de l'inégalité, même si cela n'exclut pas des causes particulières à chaque pays.

Il est certain que nous devons continuer à surveiller les tendances relatives à l'inégalité du revenu. À l'heure actuelle, le niveau d'inégalité du revenu familial du marché du Canada est proche du niveau moyen d'inégalité du revenu familial du marché des pays de l'Ouest (Mahler et Jesuit, 2005). Sans augmentation des transferts gouvernementaux au bénéfice des familles à faible revenu ou sans augmentation des impôts payés par les familles à revenu élevé, les augmentations de l'inégalité du revenu familial du marché continueraient à se traduire directement par des augmentations de l'inégalité du revenu familial après impôt.

1. Introduction

Ces dernières années, un certain nombre de documents ont tenté de placer le sujet de l'inégalité et de la redistribution du revenu sur l'écran radar des décideurs. Par exemple, un document récemment écrit par Keith G. Banting (2005) soutient que la politique publique ne met plus l'accent sur la redistribution du revenu comme moyen d'atteindre une sécurité économique, laissant de nombreux Canadiens vulnérables au chômage, à la maladie, au divorce, etc. La preuve présentée par M. Banting est la tendance à la hausse de l'inégalité du revenu familial après impôt du Canada dans les années 1990. Cette augmentation a eu lieu en même temps que la diminution de la générosité de plusieurs programmes de transfert du revenu, y compris l'assurance-emploi et l'aide sociale (dans certaines provinces) et des taux d'imposition. Cela peut refléter un affaiblissement du rôle de redistribution de l'État canadien. Toutefois, même si l'inégalité croissante du revenu familial après impôt peut provenir de l'affaiblissement du système de redistribution, elle peut également provenir de l'inégalité croissante du revenu familial du marché (avant impôt et avant transfert). Dans le présent rapport, nous posons la question suivante : La redistribution du revenu joue-t-elle un rôle d'égalisation moins important ces dernières années que par le passé ou l'inégalité croissante est-elle due à l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché?

Nous utilisons l'Enquête sur les finances des consommateurs menée de 1976 à 1997 ainsi que l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu menée de 1993 à 2004 pour étudier ces questions. Notre approche consiste à consigner les tendances de l'inégalité du revenu familial après impôt, de la polarisation du revenu, du faible revenu et de la redistribution fiscale à l'aide des données à jour ainsi que des indices et des approches méthodologiques bien connus. Cela nous permettra de déterminer le degré de redistribution fiscale atteint par l'entremise du système d'imposition et de transfert pendant la période et d'évaluer à quel point les changements ont réduit l'inégalité et le faible revenu (niveaux et des tendances)[4].

Il doit être reconnu qu'il existe de nombreuses autres études sur l'inégalité au Canada[5]. Par ailleurs, dans le cadre de son programme de statistiques sur le revenu, Statistique Canada diffuse régulièrement des statistiques sur l'inégalité qui sont similaires à celles qui sont présentées dans le présent document. Toutefois, nous espérons que le présent document constitue un document supplémentaire utile, et ce, pour quatre raisons. Tout d'abord, il met l'accent sur les effets du système d'imposition et de transfert sur la distribution du revenu, un sujet qui est souvent traité de façon plus superficielle dans les autres études[6]. Deuxièmement, à l'aide d'un ensemble relativement standard de mesures de l'inégalité telles que le coefficient de Gini, le présent document étudie le faible revenu relatif de façon cohérente par rapport à la plupart des études internationales et présente certains indicateurs du faible revenu moins connus mais tout autant utiles, tels que l'indice de Sen-Shorrocks-Thon qui porte sur l'intensité du faible revenu, et les indices de polarisation du revenu. Troisièmement, Statistique Canada a révisé les données statistiques sur le revenu de façon importante en 2005 pour que les répondants à plus faible

4. Comme cela est plus amplement expliqué ci-après, cette évaluation tient compte des effets directs et non des réactions comportementales résultant des incitatifs que le système d'imposition et de transfert a mis en place sur le marché.
5. Plus important encore, un livre récemment révisé par Jonathan R. Kesselman et David A. Green, intitulé *Dimensions of inequality in Canada*, et publié en 2006. Les recherches canadiennes effectuées précédemment ont été résumées par Heisz, Picot et Jackson (2001).
6. Il existe toutefois une exception récente, à savoir les travaux de Kesselman et Cheung (2006) qui étudient également la redistribution par l'imposition et les transferts au Canada.

revenu aient tendance à avoir un poids plus important dans les données révisées (Lathe, 2005). L'incidence de cette repondération sur la distribution du revenu n'est pas bien connue; par conséquent, le présent document comble cette lacune en fournissant une analyse complète des statistiques à jour sur l'inégalité. Finalement, comme cela est décrit dans la section 3, cette étude utilise une approche méthodologique identique à celle de l'Étude sur le revenu du Luxembourg. L'avantage de cette approche est qu'elle produit des statistiques sur l'inégalité qui sont comparables à celles des autres pays participant au programme de l'Étude sur le revenu du Luxembourg.

Dans le présent document, nous suivons la direction de Kenworthy et Pontusson (2005) qui ont étudié la redistribution dans plusieurs pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, y compris le Canada, pour la période de 1980 à 2000. Ils pensent que, contrairement à l'idée reçue sur la diminution de l'État providence, la redistribution a augmenté dans la plupart des pays au cours de cette période, puisque les programmes de bien-être social existants ont compensé la hausse de l'inégalité du revenu du marché. Le présent document est en partie une mise à jour et une extension de cet autre travail puisqu'il est axé sur les tendances au Canada et propose des preuves bien plus descriptives. Les lecteurs qui s'intéressent à une perspective plus internationale peuvent également consulter les travaux de Mahler et Jesuit (2005) ou de Picot et Myles (2005), même si les données de ces travaux concernant le Canada ne reflètent pas les mises à jour décrites ci-dessus.

La section 2 fournit le contexte de l'étude; elle décrit en effet le cadre dans lequel a lieu le changement du revenu familial : changements relatifs à l'économie, au marché de l'emploi, au contexte institutionnel et à la famille. La section 3 du présent document décrit en détail les données et l'approche méthodologique. La section 4 décrit les tendances relatives à l'inégalité du revenu familial après impôt et au faible revenu relatif. La section 5 décrit les tendances relatives à la redistribution fiscale. La section 6 présente la conclusion.

2. *Le contexte du changement : l'économie, le marché de l'emploi, le cadre institutionnel et la famille*

2.1 L'économie

Avant de parler de l'inégalité et de la redistribution du revenu, nous allons d'abord présenter le contexte de ces changements en passant en revue les grandes évolutions de l'économie, du marché de l'emploi, du cadre institutionnel et de la famille.

Même s'il a progressé de façon régulière dans le temps, l'indice du produit intérieur brut (PIB) par habitant et ses mouvements cycliques reflètent les deux grandes périodes de récession de 1981 à 1982 et de 1991 à 1993 (figure 1). Alors que l'économie a rapidement repris après la première de ces deux récessions, les effets de la deuxième ont été ressentis jusqu'en 1996 avant que l'économie ne commence réellement à redécoller. La période de croissance la plus rapide a eu lieu de 1996 à 2000, lorsque la croissance du PIB par habitant était en moyenne de 3,8 % par an et dépassait 4 % en 1999 et en 2000. Le revenu du marché (revenu du travail, revenu net des entreprises non constituées en société, intérêts créditeurs, revenu de placements) a en général dépassé l'économie jusqu'en 1989, mais a accusé un retard sur l'économie après 1989 lorsque les bénéfices des sociétés ont commencé à représenter une part plus importante du PIB. De 1989 à 2005, le revenu issu du travail, des entreprises non constituées en société et des placements est

passé de 66 % à 60 % du PIB, alors que les bénéfices des sociétés sont passés de 9 % à 14 % du PIB. Le revenu disponible par habitant (après impôt) a suivi la croissance du PIB par habitant de façon régulière jusqu'en 1993, mais a eu du retard sur l'économie après 1993, affichant une croissance annuelle moyenne de 1,0 % par an comparativement à une croissance de 2,4 % pour l'économie (de 1994 à 2005).

2.2 Le marché de l'emploi

Les indices relatifs au marché de l'emploi reflètent les mouvements cycliques importants même si, au début des années 2000, le taux de chômage était à son niveau le plus bas depuis 1976 et que le taux de chômage était plus élevé qu'au moment du sommet des cycles précédents (figure 2-1)[7]. Les heures hebdomadaires travaillées ont baissé de façon régulière pendant le dernier quart du XX^{e} siècle (figure 2-2); cela s'explique en partie par le passage du travail à temps plein saisonnier au travail à temps partiel toute l'année. C'est pourquoi, après avoir été inférieures en 2004 au niveau maximal observé en 1999, les heures annuelles travaillées par personne sont restées plus élevées qu'en 1979 et en 1989, les deux sommets conjoncturels précédents (figure 2-3). La baisse des taux de chômage associée aux taux d'emploi élevés et aux longues années de travail laisse penser que le revenu provenant des transferts a baissé en 2004 comparativement aux sommets conjoncturels précédents. Plus important encore, les taux d'emploi élevés, les heures de travail annuelles moyennes élevées et l'augmentation du revenu disponible (mentionnés dans la section précédente) laissent penser que l'économie et le marché de l'emploi du Canada étaient forts dans les années 2000, même s'il n'est pas indiqué comment les recettes ont été distribuées parmi les gens.

Les questions relatives à la distribution du marché de l'emploi se refléteraient dans les tendances relatives à l'inégalité des heures de travail ou des salaires, ou, de façon combinée, par les tendances relatives à l'inégalité des gains annuels. La distribution des gains annuels se caractérise par une augmentation absolue mais par une stabilité relative (figures 3-1 et 3-2). L'écart réel entre les gains des 10^{e} et 90^{e} centiles est plutôt resté stable de 1976 à 1996, s'élevant à environ 60 000 $ au cours de cette période; il a toutefois augmenté pour atteindre 68 000 $ en 2004. L'écart relatif était néanmoins plus stable, les gains annuels du 90^{e} centile représentant environ 20 fois les gains du 10^{e} centile en 2004, en 1989 et en 1979[8].

7. Certains groupes tels que les personnes ayant reçu une scolarité moins poussée ont connu une hausse du chômage au cours de la période de 1971 à 2005. Voir Morissette et Hou (2006).
8. Nous étudions ici l'inégalité des gains annuels sans faire de distinction entre les hommes et les femmes. Les gains comprennent les salaires et les traitements, et le revenu net provenant d'un travail autonome. D'autres recherches montrent une augmentation de l'inégalité des gains dans les années 1980 si on limite l'échantillon aux personnes travaillant à temps plein et toute l'année. Il existe également des tendances différentielles entre les hommes et les femmes. Puisque nous nous intéressons à la mise en évidence des facteurs qui sous-tendent les changements relatifs à l'inégalité du revenu familial après impôt, nous ne faisons pas de telles distinctions dans le présent document. Les tendances sont similaires si nous limitons l'échantillon aux gains de plus de 500 $ en dollars constants de 1992. Wolfson et Murphy (2000) étudient les tendances relatives à l'inégalité des gains personnels et familiaux jusqu'en 1997, qui reflétaient une augmentation de l'inégalité des gains annuels personnels jusqu'en 1997. Les tendances après 1996 indiquent une baisse de l'inégalité des gains personnels. L'inégalité des gains est étudiée plus en détail par Beach et Slotsve (1996) ainsi que Morissette, Myles et Picot (1995), Picot (1998), Green (1999) et Wolfson et Murphy (2000).

2.3 Le contexte institutionnel

Un grand nombre de programmes différents composent le système de sécurité du revenu du Canada. D'après les données fiscales, en 2004, les Canadiens ont reçu 11,8 % de leur revenu avant impôt des transferts gouvernementaux, la majorité des personnes ciblées étant les aînés (3,6 % dans le cadre du Régime de pensions du Canada [RPC] et du Régime de rentes du Québec [RRQ] et 3,3 % dans le cadre de la Sécurité de la vieillesse [SV]). Des programmes restants, 1,6 % provenait de l'assurance-emploi (AE), 1,1 % de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE), 1,0 % de l'aide sociale (AS), 0,6 % de l'indemnisation des accidentés du travail, 0,4% du crédit pour taxe sur les produits et services (TPS) et 0,3 % des crédits d'impôt provinciaux[9]. Toutefois, si on étudie les changements relatifs à la redistribution au fil du temps, il importe surtout de remarquer que le paysage institutionnel est constamment changeant. Il en est ainsi à cause de la révision des programmes (comme c'est le cas pour l'AE et l'aide sociale), à cause de l'élaboration de nouveaux programmes (tels que la Prestation fiscale pour enfants, le crédit pour TPS) ou à cause de l'évolution des programmes (tels que le programme de sécurité de la retraite du Canada)[10].

Même si l'analyse complète des transferts gouvernementaux dépasse grandement la portée de cette étude, nous discuterons quand même des programmes les plus importants. D'après M. Banting (2005), alors que les programmes de revenu de retraite pour les personnes âgées ont peu changé, presque tous les programmes ayant une incidence plus directe sur la situation du marché de l'emploi ont été restructurés de façon importante, réduisant les niveaux de sécurité économique fournis aux bénéficiaires[11]. Cela est particulièrement évident pour les programmes d'AE et d'AS. La générosité du programme d'AE a diminué de façon régulière et progressive depuis les années 1970 en raison des réductions successives des niveaux d'indemnisation et des conditions d'attribution plus sévères. Un indicateur de la générosité de l'assurance-emploi est le rapport bénéficiaires-chômeurs qui est passé de 82,9 % en 1990 à 43,9 % en 2004 (Battle, Mendelson et Torjman, 2005). L'AS moyenne d'un chef de famille monoparental ayant un enfant est passée de 13 000 $ en 1989 à environ 10 000 $ en 2004. En même temps, les conditions d'attribution sont devenues plus sévères et les règles administratives se sont durcies (Banting, 2005). Des programmes de prestation pour enfants, tels que la PFCE[12] et les divers programmes provinciaux de prestation pour enfants existent également en dehors du système d'AS, compensant la diminution de certaines prestations de l'AS. Toutefois, les parents seuls de toutes les provinces sauf trois sont admissibles à moins de prestations de bien-être social (AS et

9. Profils de dépendance, Statistique Canada, Division des données régionales et administratives.
10. La part du revenu personnel se composant des transferts gouvernementaux a augmenté de façon régulière de décennie en décennie. Les données des comptes nationaux de Statistique Canada indiquent que le pourcentage du revenu personnel se composant des transferts gouvernementaux était de 7,8 % en 1968, de 9,8 % en 1979, de 11,9 % en 1989, de 13,5 % en 1999 et de 13,1 % en 2005 (Statistique Canada, CANSIM , tableau 38-0019). Ces dernières années, la part du revenu personnel composée de l'assurance-emploi et de l'aide sociale (AS) a nettement diminué. L'AE représentait 2,1 % du revenu personnel en 1989 et 1,4 % en 2004, alors que l'AS est passée de 1,1 % à 0,7 % du revenu personnel pendant cette même période. Cette chute des transferts a été en partie compensée par l'augmentation des indemnités pour enfants (comme les sommes transférées dans le cadre de la Prestation fiscale canadienne pour enfants [PFCE] ont dépassé celles qui ont été transférées dans le cadre des allocations aux familles ou aux jeunes), le crédit pour la taxe sur les produits et services et l'augmentation d'autres petits transferts (Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0009).
11. Une personne anonyme a fait remarquer qu'un concept alternatif de sécurité économique pouvait également représenter les occasions offertes par le marché de l'emploi. Dans ce cas, si le chômage est bas, les programmes sociaux sont moins essentiels à la sécurité économique.
12. La PFCE comprend la prestation de base de la PFCE et le Supplément de la prestation nationale pour enfants.

prestations pour enfants) en 2005 qu'en 1997 (l'année précédant l'introduction de la PFCE), même si les dépenses fédérales relatives aux programmes de prestations pour enfants augmentent de façon régulière depuis 1998 (Conseil national du bien-être social, 2006). L'ensemble des programmes de transferts au bénéfice des familles à faible revenu, y compris l'AS, les prestations pour enfants et les autres prestations fédérales ou provinciales déterminées selon des critères de revenu baissent depuis 1987 mais surtout depuis 2000 (Conseil national du bien-être social, 2006).

Alors que les programmes de revenu de retraite visant les personnes âgées ont peu changé ces dernières décennies, leur couverture et les sommes versées dans le cadre de ces programmes ont augmenté de façon régulière au cours des dernières décennies. Le RPC et le RRQ ont été mis en œuvre en 1966 et la première cohorte de retraités à recevoir la prestation intégrale a eu 65 ans en 1979 (Myles, 2000). Toutefois, le pourcentage de Canadiens âgés de 65 ans ou plus recevant les indemnités du RPC ou du RRQ a continué à augmenter pour atteindre 84,6 % en 1999, suivant l'évolution du programme et l'augmentation du taux d'activité professionnelle des femmes. En même temps, les indemnités moyennes reçues par les Canadiens de plus de 64 ans dans le cadre du RPC et du RRQ ont augmenté de 10 % de 1990 à 1999. L'autre programme majeur de revenu de retraite, la SV[13], est apparu en 1952; il s'agit d'un programme pratiquement universel qui fournit un revenu à 97,6 % des Canadiens de plus de 64 ans, et la couverture et les sommes versées dans le cadre de ce programme sont restées relativement les mêmes pendant la période de 1990 à 1999 (Statistique Canada, 2003).

Les impôts constituent l'autre élément du cadre de redistribution. Le taux d'imposition du revenu implicite (le ratio entre l'impôt familial fédéral et provincial moyen payé et le revenu familial moyen avant impôt) a augmenté de 1980 à 1990, passant de 15,3 % à 19,5 % (figure 4). Les impôts ont stagné à environ 19,5 % en 2000, puis ont baissé pour atteindre 17,7 % en 2001. De 2000 à 2001, les taux d'imposition fédéraux et certains taux d'imposition provinciaux ont baissé, alors que certaines provinces ont adopté un modèle « d'impôt sur le revenu » qui a davantage réduit les taux d'imposition provinciaux en proposant des crédits d'impôts provinciaux aux particuliers. Plus important encore dans le cadre de cette étude, les taux d'imposition ont baissé différemment par l'entremise de la distribution du revenu. De 2000 à 2001, le taux d'imposition fédéral des revenus inférieurs à 30 000 $ est passé de 17 % à 16 %, celui des revenus compris entre 30 000 $ et 60 000 $ est passé de 25 % à 22 %, celui des revenus compris entre 60 000 $ et 100 000 $ est passé de 29 % à 26 % et celui des revenus supérieurs à 100 000 $ est resté à 29 %. Le taux d'imposition de l'Ontario a baissé de 2,1 points de pourcentage pour les revenus inférieurs à 30 000 $, de 0,4 point de pourcentage pour les revenus compris entre 30 000 $ et 60 000 $ et est resté le même pour les revenus supérieurs à 60 000 $. Le taux d'imposition du Québec a baissé de 2,0 points de pourcentage pour les revenus inférieurs à 26 000 $, de 1,3 point de pourcentage pour les revenus compris entre 26 000 $ et 52 000 $ et de 0,5 point de pourcentage pour les revenus supérieurs à 60 000 $. Il n'est pas évident de savoir l'incidence de ces changements relatifs aux taux d'imposition sur l'inégalité du revenu à l'échelle nationale. Tout compte fait, ils semblent refléter un passage à un système d'imposition plus progressif[14].

13. La Sécurité de la vieillesse (SV) comprend la SV, le Supplément du revenu garanti et les indemnités de la SV.
14. Le degré de redistribution à partir des impôts est lié à la progressivité du système d'imposition (le degré par lequel il s'éloigne de la proportionalité) et à l'importance du taux d'imposition moyen (Kesselman et Cheung, 2006).

En raison du paysage changeant des programmes d'imposition et de transfert, une étude qui décrirait l'ensemble de la redistribution, telle que celle-ci, peut être particulièrement utile pour évaluer l'effet net des changements relatifs aux transferts et aux impôts sur l'inégalité du revenu.

2.4 La famille

Les familles des années 2000 sont bien différentes des familles des années 1970 et un grand nombre de ces différences devraient avoir une incidence sur l'inégalité du revenu. Dans le cadre de la présente étude, les tendances les plus pertinentes sont le vieillissement de la population, l'augmentation de la part de personnes appartenant à une famille monoparentale et les tendances relatives aux corrélations des gains conjugaux. De 1970 à 2005, la part de la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de façon régulière, passant de 8 % à un peu plus de 13 %. Les personnes âgées disposent d'un revenu moyen après impôt inférieur à celui des autres; une grande part de leur revenu est composée des transferts et une part moindre de leur revenu provient du marché. De plus, les personnes âgées favorisent la diminution de l'inégalité du revenu après impôt[15]. Ainsi, la part croissante de personnes âgées de la population peut influencer l'inégalité et la redistribution du revenu. Une augmentation de la part de familles monoparentales aura, toutes choses égales, une incidence plus importante sur l'extrémité inférieure de la distribution, puisque les parents seuls ont tendance à disposer de revenus plus faibles; elle aura aussi une incidence sur les tendances relatives à la redistribution, puisque les parents seuls ont tendance à recevoir plus de transferts que les autres. Finalement, les corrélations croissantes du revenu conjugal auront tendance à augmenter la dispersion du revenu familial et les augmentations plus importantes des heures chez les femmes dont l'époux a un salaire élevé que chez les autres augmenterait également l'inégalité (Zyblock, 1997; Wolfson et Murphy, 2000). L'effet net de ces changements serait ambigu puisque certains devraient augmenter l'inégalité et d'autres, la diminuer.

Chose intéressante, les changements relatifs à la famille ont une incidence sur les tendances relatives à l'inégalité des gains familiaux. Même s'il a été montré plus haut que l'inégalité des gains personnels était à peu près la même dans les années 2000 qu'à la fin des années 1980 et à la fin des années 1970, les tendances sont différentes au niveau familial. Si nous examinons les gains familiaux des familles avec emploi, ils ont augmenté au niveau du 90^{e} centile à chaque décennie, et ce, des années 1980 aux années 1990 puis aux années 2000 pour atteindre 20 000 $ de plus en 2004 qu'en 1976 (figure 5-1). Par ailleurs, les gains familiaux du 10^{e} centile ont baissé au cours des décennies. Résultat net : les gains familiaux du 90^{e} centile étaient de 12 à 14 fois plus élevés que ceux du 10^{e} centile dans les années 2000, comparativement à seulement 8 fois à la fin des années 1970 (figure 5-2)[16]. Ceci laisse à penser que l'augmentation de l'inégalité du revenu familial après impôt était associée à des changements dans l'inégalité des gains familiaux et non à une augmentation de l'inégalité des gains des travailleurs. D'autres recherches seraient nécessaires pour déterminer la raison pour laquelle l'inégalité des gains familiaux a augmenté.

15. En 2004, le coefficient de Gini après impôt était de 0,315 pour l'ensemble de la population et de 0,318 pour toutes les familles dont le chef n'était pas une personne âgée.
16. L'inégalité relative aux gains familiaux ajustés par équivalence « membres adultes » est moins prononcée mais les tendances sont similaires. Dans les années 1970, le rapport des gains C90/C10 était d'environ 7, comparativement à la plage de 10 à 11 dans les années 2000.

3. Données et méthodes

3.1 Données

Les données utilisées dans la présente étude proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) menée de 1976 à 1997 et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) menée de 1993 à 2004. L'EFC a été la principale source de statistiques sur le revenu des ménages produites par Statistique Canada de 1976 à 1995 et l'EDTR l'a remplacée en 1996; il existe une courte période de chevauchement de 1993 à 1997 où les deux enquêtes étaient actives. L'EFC est une enquête transversale qui est menée tous les ans en avril et qui recueille les données sur le revenu de l'année précédente. Le nombre de ménages interrogés dans le cadre de l'EFC allait de 12 000 à 14 000 en 1976, en 1978, en 1980 et en 1983 et de 30 000 à 43 000 les autres années. L'EDTR est une enquête longitudinale dans le cadre de laquelle les panels sont interrogés pendant six ans et de nouveaux panels sont introduits tous les trois ans. Même s'il s'agit d'une enquête longitudinale, les versions transversales représentatives annuelles sont produites aux fins de calcul de statistiques sur le revenu annuel. La taille de l'échantillon était d'environ 17 000 ménages de 1993 à 1995 et a atteint environ 34 000 ménages après 1996.

L'étude examine le revenu familial du marché, le revenu total et le revenu après impôt (définition ci-après). Les données sont recueillies au niveau de la famille économique et un certain nombre de modifications sont apportées aux données avant de générer les résultats. (Les personnes hors famille économique [personnes seules] sont comprises dans les familles économiques d'une seule personne.) Ces modifications sont apportées pour ajuster les observations aberrantes (trop élevées ou trop faibles) et pour faire des familles économiques des unités ajustées par équivalence « membres adultes ». Pour améliorer la transparence de ces modifications et pour faciliter les comparaisons internationales, nous adoptons un ensemble de procédures qui sont identiques à celles qui ont été utilisées dans le traitement des données de l'Étude sur le revenu du Luxembourg. En particulier, les procédures suivantes sont respectées :

(1) les revenus après impôt d'une valeur de zéro ne sont pas pris en considération[17];
(2) les familles économiques comprenant plus d'une famille de recensement ne sont pas prises en compte;
(3) les valeurs du revenu familial (du marché, total et après impôt) sont codées au maximum à 10 fois leur valeur médiane;
(4) on ajuste les valeurs du revenu familial par équivalence « membres adultes » en les divisant par la racine carrée du revenu total de la famille;
(5) les données sont codées au minimum à 1 % de leur valeur moyenne ajustée par équivalence « membres adultes »;
(6) les poids affectés aux personnes proviennent de la multiplication du poids affecté à la famille économique par le nombre de personnes de la famille économique.

17. Cette convention se base sur l'hypothèse que les revenus après impôt d'une valeur de zéro constituent des observations erronées. La plupart des années, cela concerne moins de 0,5 % des observations. Dans le cadre de nombreuses études, les ménages dont le revenu est négatif ne sont pas non plus pris en compte, puisque cela cause des problèmes concernant les indices d'inégalité basés sur une transformation logarithmique du revenu. Cela n'est pas nécessaire dans le cadre de ces procédures, car le revenu minimal est codé à 1 % du revenu moyen ajusté par équivalence « membres adultes », ce qui donne un chiffre positif.

Il est donc extrêmement important de noter que, dans cette étude, avant tout autre calcul, le revenu familial est rajusté à l'aide d'une échelle d'équivalence pour tenir compte de la taille de la famille. Ce processus crée une valeur du revenu ajustée par équivalence « membres adultes », ce qui compense les économies d'échelle présentes dans les grandes familles en plus de produire des indicateurs qui reflètent le revenu familial défini par personne. Par conséquent, toute référence au revenu dans cette étude renvoie au « revenu familial rajusté par personne » à moins d'indication contraire.

3.2 *La distribution du revenu, l'inégalité, la polarisation et le faible revenu*

L'étude utilise plusieurs indices pour déterminer la distribution du revenu qui est décrite brièvement dans cette section.

Les statistiques relatives à l'écart, à l'inégalité, à la polarisation et au faible revenu essaient toutes de décrire la distribution du revenu. L'*écart* peut être défini comme la différence absolue entre deux points de la distribution du revenu, c'est-à-dire entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles, ou entre deux centiles. Par exemple, si, au cours d'une certaine période, le revenu du 10^e centile passe de 5 000 $ à 10 000 $ et que le revenu du 90^e centile passe de 50 000 $ à 100 000 $, alors l'écart (entre les 10^e et 90^e centiles) passe de 45 000 $ à 90 000 $[18]. Même si on n'en parle généralement pas dans les études sur l'inégalité, l'écart peut être important car il reflète les différences absolues relatives au pouvoir de consommation[19]. C'est pourquoi le présent rapport parle de l'écart en matière de différence entre les 90^e et 10^e centiles, entre les 90^e et 50^e centiles et entre les 50^e et 10^e centiles.

Les statistiques sur l'inégalité sont résumées par Jenkins (1991) et Wolfson (1986). Ces statistiques résument la forme de la distribution, et les tendances relatives à l'inégalité représentent les changements de la forme de la distribution au fil du temps. Un certain nombre de statistiques sur l'inégalité sont utilisées dans la documentation. Comme de nombreuses autres études, cette étude examine les mesures de l'inégalité suivantes : coefficient de *Gini*, *mesure exponentielle* et *carré du coefficient de variation (CV)*[20]. Ces indices sont respectivement sensibles aux changements relatifs à la distribution moyenne, inférieure et supérieure du revenu et décrivent donc ensemble les changements relatifs à la forme de distribution du revenu au fil du temps de la façon la plus complète.

---

18. L'écart de distribution est brièvement expliqué dans l'étude des statistiques sur l'inégalité de Jenkins (1991), mais n'est pas véritablement considéré comme une statistique sur l'inégalité car il dépend de la moyenne.
19. Cela peut être important, si, comme l'a avancé Frank (2005), la hausse des revenus élevés augmente la consommation des « biens hiérarchiquement supérieurs » (consommation manifeste de produits n'augmentant pas le bien-être tels que de grandes maisons ou des voitures coûteuses) non seulement par les riches, mais également par la classe moyenne et les plus pauvres par jalousie. Non seulement une telle consommation n'accroît pas le bien-être, mais elle réduit l'argent disponible pour des dépenses accroissant le bien-être et augmente la dette de la classe moyenne et des plus pauvres.
20. Le coefficient de Gini est défini par Jenkins (1991). La formule de la mesure exponentielle est la suivante : $\exp = \sum_i \frac{1}{N} \exp(\frac{-y_i}{y})$ alors que celle du carré du coefficient de variation est $carré\,du\,CV = \frac{\sum_i (y_i - \bar{y})^2}{\bar{y}^2}$ où N est le nombre d'observations, y_i est le revenu personnel du i^e individu et $\bar{y}$ est le revenu moyen.

Ce rapport présente également une série de statistiques de polarisation. Les statistiques de polarisation permettent de répondre à des questions telles que « la taille de la classe moyenne diminue-t-elle? » ou « la différence entre les riches et les pauvres augmente-t-elle? ». Même si les statistiques sur l'inégalité décrivent également les changements relatifs à la forme de la distribution, elles ne décrivent pas forcément les changements relatifs à la polarisation de la distribution, comme le montre Wolfson (1997); selon ce dernier, il est possible d'augmenter la polarisation de la distribution sans changer l'inégalité. Les indices de polarisation utilisés dans la présente étude sont la part de la population dont le revenu représente 75 % à 150 % du revenu médian, la part de la population dont le revenu représente 60 % à 225 % du revenu médian et *P*, une statistique calculée aux fins de mesure de la polarisation dans le document de Wolfson (1997).

Pour finir, le rapport présente une série de statistiques sur le faible revenu. Comme la plupart des études internationales, le rapport propose un taux de faible revenu calculé à l'aide d'un seuil défini comme la moitié du revenu médian et qui est communément appelé MFR (mesure de faible revenu). Dans cette mesure, le seuil de faible revenu peut changer au fil du temps en fonction de l'augmentation ou de la diminution du revenu médian; par conséquent, le taux de faible revenu (FR-MFR) reflète la privation de revenu par rapport à un certain moment. Il peut également être tentant d'évaluer la distribution du revenu par rapport à une norme de revenu fixe. Certains avancent qu'un changement relatif à la distribution du revenu qui a eu une incidence sur le revenu médian mais pas sur l'extrémité inférieure de la distribution ne devrait pas avoir d'incidence sur le taux de faible revenu : une personne a un revenu faible ou pas et les changements relatifs aux revenus des personnes plutôt à l'aise ne devraient pas changer cela. Dans le présent document, on utilise un seuil de faible revenu fixe qui consiste en la moitié du revenu médian observé en 1979. Les statistiques sur le faible revenu calculées d'après ce seuil seront appelées FR-MFRf. Pour finir, les statistiques sur le faible revenu définies à l'aide du seuil fixe ou variable souffrent du fait qu'elles n'intègrent pas l'information sur l'écart de pauvreté. Par exemple, un programme de transfert qui a amélioré les revenus des personnes situées au-dessous du seuil mais qui n'a pas amélioré le revenu de celles qui sont situées au-dessus du seuil n'enregistrerait aucune amélioration du taux de faible revenu. C'est pourquoi le présent document prend également en compte l'indice Sen-Shorrocks-Thon (SST) de l'intensité du faible revenu. Cette mesure combine l'information sur le taux de faible revenu et l'écart de faible revenu dans un seul indice qui est sensible à la fréquence et à l'écart du faible revenu. Le SST est calculé à l'aide du seuil conventionnel (variable) (SST) et du seuil fixe (SSTf)[21].

3.3 Redistribution

L'un des objectifs du rapport est d'examiner la redistribution associée au système d'imposition et de transfert. Pour ce faire, les « effets directs » des transferts et de l'imposition sur le revenu après impôt sont étudiés. On parle d'effets directs car il s'agit seulement de mesurer les effets observés du système d'imposition et de transfert sur le revenu sans tenter de quantifier les effets indirects des impôts et des programmes de transfert sur les recettes, comme en influençant l'intensité de travail. Les effets directs des impôts et des transferts sur l'inégalité, la polarisation et le faible revenu sont également présentés.

21. Les détails relatifs au calcul de l'indice Sen-Shorrocks-Thon d'intensité du faible revenu se trouvent dans les travaux d'Osberg et Xu (1997) ainsi que de Picot, Morissette et Myles (2001).

L'étude détermine les effets directs des transferts et des impôts grâce à l'examen du revenu défini de trois façons :

(1) le revenu du marché : traitements, salaires, revenu d'un travail autonome, régimes de pension complémentaires (privés) et revenu de placements,
(2) le revenu total (revenu du marché plus transferts gouvernementaux), et
(3) le revenu après impôt (revenu du marché plus transferts moins impôts sur le revenu des administrations fédérale et provinciales).

Si on prend pour exemple l'inégalité et qu'on la définit par σ_i où i est l'inégalité du revenu du marché, du revenu total ou du revenu après impôt, cette étude définit les effets directs des impôts et des transferts par $\sigma_{après\ impôt} - \sigma_{marché}$, l'effet direct des transferts par $\sigma_{total} - \sigma_{marché}$, et l'effet direct des impôts, par $\sigma_{après\ impôt} - \sigma_{total}$. Il est également possible de mesurer la redistribution par un pourcentage (relatif aux niveaux de départ) plutôt qu'en termes absolus mais, en suivant Kenworthy et Pontusson (2005), nous mesurons la redistribution en termes absolus. Les résultats sont ainsi beaucoup plus simples à comprendre et plus sensés, puisqu'un changement donné de la redistribution absolue doit être d'importance égale, peu importe s'il a lieu dans un contexte plus ou moins égalitaire.

En étudiant les effets directs de la redistribution, nous examinons les tendances relatives à toutes les familles mais également les tendances dissociées en fonction de la catégorie d'âge du chef de famille, en particulier les tendances des familles dont le chef est âgé de 18 à 24 ans (jeunes familles), de 25 à 59 ans (familles dont le chef est d'âge intermédiaire) et de 60 ans ou plus (familles plus âgées). Nous procédons ainsi pour deux raisons. Tout d'abord, comme cela est indiqué plus haut, la part de personnes de 65 ans et plus a commencé à augmenter de façon notable au Canada. Un changement compositionnel comme celui-ci aura pour effet d'augmenter l'importance des transferts, puisque le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti constituent une partie plus importante du revenu familial. Toutefois, dans le cadre de cette étude, nous ne voulons pas examiner le changement relatif aux effets directs des transferts résultant du vieillissement de la société. Deuxièmement, les changements institutionnels relatifs aux programmes de transferts qui ont été décrits plus haut (aide sociale, assurance-emploi, Prestation fiscale canadienne pour enfants) ont surtout une incidence sur les personnes des familles dont le chef est d'âge intermédiaire ou plus jeune. Ainsi, si l'efficacité des transferts diminue de façon importante, elle serait probablement ressentie le plus au sein de ces groupes[22].

3.4 *Révisions récentes et comparabilité des données d'enquête aux données administratives et aux données de recensement*

Une révision récemment effectuée par Statistique Canada quant aux données statistiques sur le revenu rend une mise à jour des tendances relatives au revenu plus que nécessaire. Les détails de la révision sont décrits par Lathe (2005), mais dans le cadre de cette étude, l'élément plus pertinent est la repondération des données remontant à 1990 selon la distribution générale des

22. En étudiant les effets directs de la redistribution, de nombreuses études se concentrent sur les ménages dont le chef est d'âge intermédiaire. Cela sert souvent à faciliter les comparaisons internationales où la dépendance des personnes retraitées relativement aux régimes de retraite gouvernementaux ou complémentaires (privés) est souvent très différente (par exemple, comme on le démontre dans les travaux de Kenworthy et Pontusson, 2005).

gains annuels à partir des dossiers T4 (le dossier administratif qui présente les gains annuels provenant d'emplois rémunérés aux fins de l'impôt sur le revenu). Les enquêtes sur les ménages de Statistique Canada ont en général sous-représenté les gens ayant de faibles revenus et des revenus élevés, et surreprésenté les gens dont les gains sont moyens. Les résultats indiqués en annexe, au tableau A.4 et aux figures A.1-1 et A.1-2, indiquent que la repondération n'a pas eu d'incidence sur l'inégalité en 1990, mais qu'elle a une forte incidence sur la tendance après 1990. Les comparaisons de l'inégalité mesurée par le coefficient de Gini et de l'inégalité évaluée à l'aide du carré du CV indiquent que cela semble être dû au fait que les données repondérées reflètent mieux la croissance rapide du revenu à l'extrémité supérieure de la distribution du revenu.

Malheureusement, les données précédant l'année 1990 n'ont pas été repondérées, ce qui soulève des inquiétudes qui ne peuvent pas être directement traitées dans le cadre de cette étude quant à la possibilité de comparer les résultats au fil des décennies. Cependant, comme on le voit dans les figures A.1-1 et A.1-2, la repondération a eu peu d'incidence au début des années 1990, ce qui porte à croire qu'elle a une incidence plus importante dans les années récentes. Il est important de préciser que la repondération ne semble pas avoir eu d'incidence sur les niveaux ou tendances de redistribution définis dans la sous-section précédente (tableau A.4 et figures A.1-1 et A.1-2 en annexe). En d'autres mots, les statistiques relatives à la redistribution n'ont pas été touchées par la repondération au moins jusqu'en 2000, moment où nos observations sur les données historiques (avant la repondération) prennent fin.

Une dernière question doit être discutée, soit celle qui concerne une série de documents qui comparent les données sur le revenu avant révision provenant de l'EFC et de l'EDTR et les données sur le revenu provenant de données de recensement et de données administratives fondées sur des dossiers d'impôt (Frenette, Green et Picot, 2004; Frenette, Green et Milligan, 2006). Les principales critiques sur les données d'enquête concernent la sous-représentation des extrémités supérieures et inférieures de la distribution du revenu qui provoque une sous-évaluation de l'inégalité du revenu, ainsi que l'observation d'une croissance moindre de l'inégalité dans les données d'enquête de 1990. Même si la sous-évaluation de l'inégalité est importante, elle semble principalement liée aux extrémités supérieure et inférieure de la distribution du revenu; par conséquent, l'estimation de l'inégalité à l'aide des données d'enquête reflète toujours les expériences de la grande majorité des gens. De plus, les différences entre les taux de croissance de l'inégalité des données d'enquête historiques et des données fiscales ou des données de recensement touchent surtout les années 1990. À la suite de la repondération, l'augmentation de l'inégalité au cours des années 1990 est bien plus importante avec les données d'enquête révisées; elle est alors supérieure aux données de recensement et plus proche des données fiscales (tableau A.4 et figures A.1-1 et A.1-2 en annexe)[23]. Pour finir, le niveau et les tendances relatifs à la redistribution ne semblent pas être touchés par le choix de l'ensemble de données (d'après les données fiscales, on aurait plutôt une plus grande distribution en 2000 qu'au début des années 1990, ce qui concorderait avec les conclusions tirées ci-dessous portant sur les données d'enquête).

23. De 1995 à 2000, la croissance absolue du Gini après impôt était respectivement de 0,0131, de 0,0183, de 0,0025 et de 0,0225 pour les données d'enquête historiques, les données d'enquête repondérées, le recensement et les données fiscales. Pour les données d'enquête repondérées, on utilise les valeurs de l'Enquête sur les finances des consommateurs pour 1995 et celles de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) pour 2000. Si nous avions utilisé l'échantillon beaucoup plus restreint de l'EDTR pour 1995, la croissance absolue des données d'enquête repondérées aurait été de 0,0164.

4. *Inégalité relative au revenu après impôt et faible revenu relatif*

4.1 La distribution du revenu : centiles du revenu, écarts entre les centiles et rapports entre les centiles

L'étude commence par examiner les tendances relatives à la distribution du revenu familial après impôt de l'ensemble de la population. Le revenu après impôt est habituellement perçu comme la mesure du revenu la plus étroitement liée au bien-être, car il reflète le pouvoir d'achat total après réception des transferts et paiement des impôts sur le revenu personnel. La figure 6-1 montre les tendances relatives au revenu familial après impôt[24] ajusté par équivalence « membres adultes » des centiles sélectionnés (les données sont indiquées au tableau A.1 qui se trouve en annexe). Elle montre une nette augmentation de la distribution du revenu, particulièrement au cours de la période d'expansion économique d'après 1995. Il faut particulièrement noter les augmentations du revenu après impôt observées au niveau des 50^{e}, 80^{e} et 90^{e} centiles. En comparant le revenu après impôt de 2004 et celui de 1989 (qui représente le sommet conjoncturel des années 1980 juste avant la récession de 1990 à 1992), il a respectivement augmenté de 8 %, de 12 % et de 15 % au niveau des 50^{e}, 80^{e} et 90^{e} centiles, mais il a diminué de 3 % au niveau du 10^{e} centile. Les autres mesures habituelles par centile sont indiquées dans la figure 6-1. De 1989 à 2004, le revenu moyen après impôt a baissé de 8 % pour le décile inférieur mais il a augmenté de 24 % pour le décile supérieur. Les changements relatifs aux quintiles inférieur et supérieur étaient respectivement de -4 % et de 20 %.

Dans les années 1980, les changements relatifs à la distribution du revenu ont été bien différents de ceux des années 1990. De 1979 à 1989, le revenu familial après impôt ajusté par équivalence « membres adultes » a augmenté plus rapidement au bas de l'échelle qu'en haut de l'échelle de la distribution du revenu. Il a augmenté de 16,4 % au 10^{e} centile, de 9,5 % au 20^{e} centile, de 4,4 % au niveau médian, de 4,7 % au 80^{e} centile et de 5,1 % au 90^{e} centile. De plus amples détails sont indiqués à la figure 7 où la croissance du revenu moyen de chacun des 100 centiles est représentée pour les taux de croissance de 1979 à 1989 et de 1989 à 2004 (les taux de croissance sont arrondis par différences logarithmiques). Au début de la période, le revenu a augmenté pour tous les centiles mais a augmenté plus rapidement pour les centiles inférieurs au 40^{e}. À la fin de la période, la croissance du revenu après impôt était négative pour les centiles inférieurs, et les taux de croissance ont augmenté de façon presque monotone, devenant positifs environ au 20^{e} centile et augmentant particulièrement rapidement au 98^{e} centile et aux centiles supérieurs. Puisque l'inégalité du revenu est touchée par les changements du revenu relatif, on s'attendait à ce que la hausse du revenu plus rapide au bas de l'échelle de la distribution du revenu qu'en haut de l'échelle provoque la diminution de l'inégalité dans les années 1980 et à ce qu'une hausse plus rapide en haut de l'échelle qu'au bas mène à une hausse de l'inégalité dans les années 1990. Si l'on prend en considération l'ensemble de la période, seul le premier centile présente une diminution du revenu qui est peut-être liée aux questions d'échantillonnage de l'extrémité inférieure. Sinon, on observe une croissance de l'ensemble de la distribution du revenu avec des taux de croissance augmentant à une vitesse croissante au-delà du 30^{e} centile ou aux environs. De plus, l'augmentation plus importante du revenu du haut de l'échelle de la distribution du revenu indique un niveau plus élevé d'inégalité du revenu en 2004 qu'en 1979.

24. Dans les sections 4 et 5, tous les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».

Avant de passer à l'examen de l'inégalité du revenu, nous allons d'abord étudier l'écart absolu du revenu familial après impôt ajusté par équivalence « membres adultes ». La figure 8 montre les écarts absolus et relatifs entre les 10^{e}, 50^{e} et 90^{e} centiles au cours de la période de 1976 à 2004. Il est clair que, au sens absolu, le revenu de la moitié supérieure de la distribution du revenu a nettement augmenté comparativement à celui du bas de l'échelle de la distribution du revenu. L'écart absolu entre les 90^{e} et 10^{e} centiles a augmenté de 8 300 $ de 1989 à 2004, passant de 37 500 $ à 45 800 $, cette hausse ayant surtout eu lieu après 1995. Cet écart accru est en partie dû à la hausse du revenu médian qui a augmenté l'écart par rapport au 10^{e} centile de 2 800 $ au cours de cette même période, mais il est surtout dû à un écart croissant entre les 90^{e} et 50^{e} centiles. Dans les années 1980, ces écarts étaient comparativement stables.

Par conséquent, l'écart absolu entre les 10 % percevant les plus bas revenus et les 10 % percevant les plus hauts revenus a augmenté de façon substantielle au cours de la période. Les valeurs du revenu dans les graphiques sont ajustées par équivalence « membres adultes », mais on peut les convertir en valeur équivalente pour une famille de quatre personnes en multipliant la valeur du revenu ajustée par équivalence « membres adultes » par 2. De plus, il est possible d'observer l'écart entre le revenu familial après impôt moyen dans les déciles inférieur et supérieur. Ainsi, pendant toute la période de 1976 à 1995, le revenu après impôt pour une famille de quatre personnes était stable et s'élevait à environ 110 000 $ de plus pour le décile supérieur que pour le décile inférieur, mais il a ensuite augmenté pour atteindre 147 600 $ en 2004. Cela indique que l'ampleur absolue et relative de l'augmentation de l'inégalité du revenu après impôt est importante. (Les données du revenu après impôt ajustées par équivalence « membres adultes » proviennent de la figure 6-2).

4.2 Inégalité du revenu

Notre discussion sur l'inégalité commence par un examen graphique de la distribution du revenu familial après impôt de l'ensemble de la population de 1979, de 1989 et de 2004. La figure 9-1 montre les courbes de Lorenz de 1979, de 1989 et de 2004. Elles ont été calculées en générant les parts de revenu pour les 100 centiles et en les cumulant à partir du 1er centile jusqu'au 100^{e} centile de façon que le 100^{e} centile soit la somme cumulative des 100 % du revenu. Une courbe de Lorenz montrant une égalité parfaite serait une ligne de 45 degrés, où tous les centiles auraient exactement un revenu de 1 %. Les courbes de Lorenz qui sont plus inférieures à la ligne de 45 degrés que les autres lignes indiquent un niveau d'inégalité plus élevé pour l'année en question. Les courbes de Lorenz sont la « norme d'or » de la mesure de l'inégalité (Wolfson, 1997), et pourvu qu'elles ne se croisent jamais, une courbe de Lorenz plus éloignée de la ligne de 45 degrés que les autres lignes montre sans aucun doute que l'inégalité du revenu est plus élevée. D'après ce raisonnement, on peut voir que l'inégalité du revenu a baissé de 1978 à 1989 et a augmenté de 1989 à 2004 de telle façon que l'inégalité était encore plus élevée en 2004 qu'en 1979. Puisque la ligne de 2004 est en tout point inférieure à celle de 1979 et de 1989, l'inégalité du revenu après impôt était sans équivoque plus élevée en 2004 qu'en 1989 ou en 1979.

Pour déterminer exactement comment la distribution du revenu a changé au cours de la période, nous examinons les changements relatifs à la part de revenu de chaque centile dans la figure 9-2. De 1979 à 1989, la part de revenu au-dessous du 30^{e} centile a augmenté, alors que la part de revenu des centiles plus élevés a légèrement baissé (une bosse au-dessus du 97^{e} centile pourrait refléter une erreur d'échantillonnage dans la partie supérieure de l'échelle de la distribution du revenu). De 1989 à 2004, la part de revenu a baissé pour tous les centiles inférieurs au 75^{e} centile et a augmenté pour tous les centiles supérieurs au 75^{e} centile, la part de revenu augmentant

particulièrement rapidement au 95^{e} centile et aux centiles supérieurs. Par conséquent, au cours de la période de 1979 à 2004, la part de revenu du 10^{e} centile et des centiles inférieurs était stable et elle a augmenté au-dessus du 85^{e} centile, tandis que la part de revenu pour le reste de la distribution a baissé, en particulier entre les 20^{e} et 50^{e} centiles.

Le résumé des indices de l'inégalité du revenu familial après impôt est illustré aux figures 10-1 à 10-3 (les données se trouvent au tableau A.2 qui se trouve en annexe). En effet, comme l'indiquent les courbes de Lorenz de la figure 9-1, l'inégalité du revenu après impôt a baissé de 1979 à 1989 et a augmenté de 1989 à 2004. Les mesures Gini et exponentielle montrent une baisse dans les années 1980 suivie d'une hausse dans les années 1990 avec un point de retournement en 1989. Le carré du CV n'a pas enregistré de diminution dans les années 1980, ce qui reflète peut-être la sensibilité de cet indice relativement au haut de l'échelle[25]. Après l'an 2000, l'inégalité est restée importante mais n'a pas vraiment changé, et ce, quel que soit l'indice. Le coefficient de Gini était de 0,283 en 1979, il a baissé pour atteindre 0,277 en 1989, puis il a augmenté pour atteindre 0,312 en 2000. Le coefficient de Gini a fini par atteindre 0,315 en 2004, ce qui représente une hausse de 0,032 par rapport à 1979 et une hausse de 0,038 par rapport à 1989.

L'ensemble des résultats relatifs aux centiles du revenu familial après impôt et aux indices d'inégalité du revenu familial après impôt montrent clairement les changements relatifs à la distribution du revenu au cours des dernières décennies. De 1979 à 1989, le revenu a augmenté pour l'ensemble de la distribution du revenu mais il a surtout augmenté au bas de l'échelle plutôt qu'au milieu ou en haut. La dispersion absolue de la distribution du revenu est restée la même, mais une augmentation du revenu moyen s'est traduite en termes relatifs par la diminution de l'inégalité du revenu après impôt. De 1989 à 2004, le revenu a baissé au niveau des 20 centiles inférieurs mais a augmenté de plus en plus rapidement au niveau des centiles les plus élevés. Par conséquent, la distribution du revenu s'est dispersée, puisque l'écart absolu entre les 90^{e} et 10^{e} centiles a augmenté de plus d'un cinquième, principalement en raison de la hausse du revenu après impôt au niveau du 90^{e} centile. Une part plus importante du revenu a été reçue par les familles du 75^{e} centile et des centiles supérieurs, la part du revenu du reste de la distribution du revenu a baissé et l'inégalité du revenu après impôt a augmenté.

4.3 Polarisation du revenu

Comme cela est indiqué par Wolfson (1997), l'augmentation de l'inégalité du revenu n'est pas forcément liée à une augmentation de la polarisation. C'est pourquoi il est utile d'examiner les statistiques directement liées à la polarisation du revenu. Trois perceptions de la polarisation du revenu sont présentées aux figures 11-1 à 11-3. La figure 11-1 montre la proportion de la population dont le revenu après impôt ajusté par équivalence « membres adultes » est compris entre 75 % et 150 % du revenu médian pour l'année en question. De 1976 à 1989, la proportion de personnes dans cette tranche était plutôt stable, se situant entre 0,50 et 0,52. Toutefois, après 1989, la proportion de la population dont le revenu faisait partie de cette tranche a commencé à baisser et se situait alors entre 0,46 et 0,47 de 2001 à 2004. En même temps, des augmentations ont été observées relativement à la proportion de personnes dont le revenu était inférieur à 75 % du revenu médian et à la proportion de personnes dont le revenu était supérieur à 150 % du

25. Il faut noter que, dans la figure 9-1, les courbes de Lorenz de 1979 et de 1989 sont très proches au-dessus du 60^{e} centile. Cela est cohérent avec le fait que les changements des années 1980 ont principalement touché le bas de l'échelle de la distribution du revenu, et ce, probablement surtout en raison des transferts.

revenu médian. Si nous considérons de façon arbitraire qu'une proportion de 50 % à 52 % de la population dont le revenu est compris entre 75 % et 150 % du revenu médian représentait la classe moyenne dans les années 1980, nous pouvons alors dire que la classe moyenne a diminué dans les années 1990 même si l'ampleur de cette baisse a été assez faible.

Une deuxième perception de la polarisation est présentée dans la figure 11-2. La polarisation du revenu se reflète ici dans la proportion de la population dont le revenu est compris entre 66 % et 225 % du revenu médian. Comme c'est le cas pour la figure 11-1, cette proportion a baissé, passant d'un niveau proche de 75 % dans les années 1980 à 70 % en 2004.

Pour finir, la figure 11-3 montre l'indice de polarisation *P* proposé par Wolfson (1997). Cet indice est étroitement lié au coefficient de Gini indiqué ci-après mais permet de connaître la « dispersion » et la « bimodalité » de la distribution du revenu. En pratique, l'indice *P* suit un chemin très similaire au coefficient de Gini, indiquant que l'augmentation de l'inégalité dans les années 1990 se caractérise par une augmentation de la polarisation du revenu et par une chute du milieu de l'échelle de la distribution du revenu[26].

4.4 Faible revenu

En ce qui concerne l'étude du faible revenu, il faut prendre une décision quant au seuil au-dessous duquel les personnes sont jugées avoir un faible revenu. Dans le présent rapport, nous utilisons le seuil de faible revenu relatif défini comme étant la moitié du revenu médian. Deux autres seuils peuvent être utilisés : l'un où le seuil est redéfini chaque année et l'autre où le seuil est fixé à la valeur de 1979. Le premier seuil augmente et diminue en fonction du cycle économique, c'est pourquoi il fournit une évaluation moins sensible du faible revenu du point de vue cyclique. Avec ce seuil, la fréquence des unités à faible revenu est déterminée relativement à un revenu médian contemporain, ce qui nous permet de savoir si le revenu de l'extrémité inférieure suit l'évolution du revenu médian. Autrement dit, nous pouvons savoir si le revenu des personnes à faible revenu a augmenté ou diminué par rapport au revenu médian; une marée montante soulève-t-elle tous les bateaux de façon égale? Le deuxième seuil nous aidera à connaître la progression du revenu absolu de l'extrémité inférieure de la distribution du revenu mais ne nous permettra pas de savoir si le revenu de l'extrémité inférieure s'améliore ou se dégrade par rapport au milieu de l'échelle de la distribution. Le faible revenu est ainsi mesuré de trois façons complémentaires : la fréquence, l'écart et l'intensité.

Les premières lignes de la figure 12-1 montrent la fréquence des unités à faible revenu, et ce, à l'aide d'une mesure de faible revenu (MFR) fixée à sa valeur de 1979 (FR-MFRf) et de la MFR définie par convention (FR-MFR). Comme on pouvait s'y attendre, l'incidence de la MFR fixe montre des fluctuations cycliques plus importantes mais montre également des tendances similaires jusqu'en 1996. Les deux mesures de la fréquence montrent une baisse du taux de faible revenu jusqu'en 1989 (avec une hausse temporaire en 1982 et 1983) suivie par une hausse du taux de faible revenu jusqu'en 1996. Les deux séries divergent néanmoins après 1996, la MFR conventionnelle augmentant et la MFR fixe diminuant. Cette divergence provient du fait que le revenu a augmenté beaucoup plus vite au milieu de l'échelle qu'à son extrémité inférieure après 1996. Si la croissance des revenus de l'extrémité inférieure ne suit pas la croissance du revenu médian, alors la fréquence des unités à faible revenu augmentera (si on utilise la MFR conventionnelle). Toutefois, les revenus de l'extrémité inférieure ont augmenté plus lentement,

26. La corrélation entre l'indice P et le coefficient de Gini était de 0,96.

ce qui s'est traduit par une baisse de la fréquence des unités à faible revenu avec la MFR fixe. Pour résumer ces résultats, dans les années 1980, les revenus de l'extrémité inférieure de la distribution du revenu ont augmenté au sens absolu et relatif, ce qui a provoqué la chute du faible revenu, quelle que soit la mesure. Toutefois, pendant la première moitié des années 1990, les revenus de l'extrémité inférieure ont diminué au sens absolu et relatif, ce qui s'est traduit par une hausse du taux de faible revenu, quelle que soit la mesure. Au cours de la seconde moitié des années 1990, les revenus de l'extrémité inférieure ont augmenté au sens absolu mais ont diminué au sens relatif. Cette marée montante des années 1990 n'a pas soulevé tous les bateaux de façon égale.

La figure 12-2 montre l'écart de faible revenu : le pourcentage moyen d'écart entre le revenu des personnes à faible revenu et le seuil de faible revenu. L'écart de faible revenu a diminué dans les années 1980 mais il a commencé à augmenter après 1993. Dans les années 2000, l'écart de faible revenu a atteint des niveaux similaires à ceux qui ont été observés à la fin des années 1970. Le choix du seuil n'a pas eu d'incidence sur l'écart de faible revenu.

L'intensité du faible revenu est indiquée dans les lignes du bas de la figure 12-1. L'intensité du faible revenu est un indice qui associe l'information sur la fréquence et l'écart du faible revenu; elle indique une amélioration bien plus importante du faible revenu dans les années 1980 et une détérioration dans les années 1990 (en pourcentages).

5. *Redistribution du revenu*

5.1 Revenu familial du marché

Comme indiqué plus haut, la redistribution du revenu peut être représentée par la différence entre le revenu du marché et le revenu après impôt. Cette façon de percevoir la redistribution ne tient compte d'aucun des éventuels effets incitatifs importants que le système de transfert ou d'imposition peut avoir sur le revenu du marché; il s'agit plutôt d'une simple approche comptable.

La première étape logique pour entamer une discussion portant sur la redistribution consiste à examiner les tendances de distribution du revenu familial du marché. Cela inclut les revenus perçus à partir de traitements, de salaires, du travail autonome, de pensions complémentaires (privées) et d'investissements. Les revenus du marché par centiles sont indiqués dans les figures 13-1 et 13-2. (Le revenu du marché est ajusté en fonction de la taille de la famille de la même façon que le revenu après impôt.) Comme cela a été le cas pour le revenu après impôt, il y a eu un élargissement considérable du dispersement de la distribution du revenu du marché. Ce phénomène est particulièrement notable dans les 80^{e} et 90^{e} centiles, où le revenu du marché a augmenté. Un fait moins facile à discerner dans la figure 13-1 est qu'il y a aussi une chute considérable du revenu du marché dans les 10^{e} et 20^{e} centiles. En contraste avec la situation du revenu après impôt, où l'élargissement était concentré dans les années 1990, l'écart grandissant entre la distribution inférieure et supérieure du revenu du marché s'est produit dans les années 1980 et 1990. Le revenu du marché moyen dans le décile inférieur a chuté de 18,7 % de 1979 à 1989, et d'un autre 10,7 % de 1989 à 2004. Le revenu du marché moyen dans le décile supérieur a augmenté de 12,7 % dans les années 1980 et de 21,6 % de 1989 à 2004.

Avant de parler plus amplement de redistribution, il est important de noter que les tendances de revenus familiaux du marché seront touchées par les changements démographiques dans la société, notamment l'augmentation du nombre de familles monoparentales et des familles comportant deux salariés. Le vieillissement de la société est aussi un facteur important pour l'étude de la redistribution. À mesure que la société vieillit, une plus grande proportion de la population atteint l'âge de la retraite, augmentant naturellement la part de personnes à faible revenu du marché, et augmentant le montant absolu et le montant relatif reçu par l'entremise de transferts (particulièrement les transferts reliés à la retraite, comme le Régime de pensions du Canada, le Régime de rentes du Québec, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti). Pour isoler les tendances de redistribution qui ne sont pas touchées par le vieillissement, nous observons aussi des tendances parmi les familles dont le chef est d'âge intermédiaire (figure 13-2). L'élargissement de la distribution du revenu est au moins aussi prononcé parmi les personnes faisant partie de familles dont le chef est d'âge intermédiaire.

5.2 Tendances relatives de la redistribution

Dans cette section, nous quantifions l'effet direct du système d'imposition et de transfert sur l'inégalité et le faible revenu. Comme cela a été indiqué plus haut, nous examinons l'effet direct des impôts et des transferts sur la distribution du revenu à cette fin. Pour faire abstraction des changements relatifs à la redistribution provoqués par la vieillissement de la population canadienne, nous montrons également les tendances relatives à la redistribution du revenu parmi trois groupes de familles : celles dont le chef est âgé de 18 à 24 ans (familles plus jeunes), celles dont le chef est âgé de 25 à 59 ans (familles dont le chef est d'âge intermédiaire) et celles dont le chef est âgé de 60 ans ou plus (familles plus âgées). Les figures 14-1a à 14-2d montrent l'incidence de la redistribution sur l'inégalité, mesurée à l'aide du coefficient de Gini. Les résultats relatifs à l'ensemble de la population, qui sont calculés à l'aide d'autres mesures de l'inégalité, ainsi que les résultats obtenus à l'aide des mesures de polarisation et de faible revenu, sont présentés dans le tableau 1.

Les figures 14-1a à 14-1d montrent les coefficients de Gini calculés à l'aide du revenu du marché, du revenu total et du revenu après impôt pour la période de 1976 à 2004. L'inégalité du revenu familial du marché était plus élevée que l'inégalité du revenu total qui, quant à elle, était plus élevée que l'inégalité du revenu après impôt, ce qui indique que les transferts et les impôts ont des effets de redistribution importants. L'effet des transferts sur l'inégalité semble plus important pour les jeunes familles et surtout pour les familles plus âgées que pour les personnes d'âge intermédiaire, puisque la différence entre l'inégalité du revenu du marché et celle du revenu total est plus importante pour les familles jeunes et âgées que pour les familles dont le chef de famille est d'âge intermédiaire[27].

Mais le rôle de redistribution des transferts et des impôts augmente-t-il ou diminue-t-il? Les figures 14-2a à 14-2d montrent le nombre de points de réduction du coefficient de Gini ayant trait aux effets directs des transferts et des impôts. L'impact de redistribution des transferts et des impôts a augmenté au cours de la période (c'est-à-dire qu'ils ont davantage réduit le coefficient

27. Les tendances relatives à l'inégalité entre les familles dont le chef est d'âge intermédiaire et l'ensemble de la population étaient similaires à celle des années 1980 mais pas à celles des années 1990. L'inégalité du revenu après impôt a davantage augmenté dans les années 1990 pour les personnes d'âge intermédiaire. Les coefficients de Gini étaient respectivement de 0,283, de 0,277 et de 0,315 en 1979, en 1989 et en 2004 pour l'ensemble de la population et de 0,269, de 0,267 et de 0,313 pour les personnes d'âge intermédiaire.

de Gini ces dernières années). En 1979, l'effet direct des transferts était de réduire le coefficient de Gini de 0,078, comparativement à 0,104 en 1989 et à 0,113 en 2004. La réduction du coefficient de Gini a augmenté même si le taux de chômage de 2004 était plus bas qu'en 1989 ou en 1979, ce qui, toutes choses égales, aurait dû réduire la redistribution. L'augmentation des effets directs des transferts représentait environ les trois quarts de l'augmentation totale de la redistribution, alors que les impôts en représentaient environ le quart, les effets de ces derniers se concentrant dans les années 1980. Les résultats étaient similaires pour les familles dont le chef était d'âge intermédiaire, bien que, dans ce cas, les changements relatifs aux impôts et aux transferts aient joué un rôle à peu près égal dans l'augmentation de la redistribution. En ce qui concerne les familles plus jeunes, la redistribution par les transferts a joué un rôle beaucoup plus grand que la redistribution par les impôts; la redistribution totale a augmenté pendant les années 1980, elle a augmenté de façon plutôt spectaculaire au cours de la récession des années 1990 mais était au même niveau dans les années 2000 qu'à la fin des années 1980. De même, les transferts ont pris la part du lion de la redistribution au sein des familles plus âgées; ainsi, la redistribution totale était à peu près au même niveau dans les années 2000 qu'à la fin des années 1980.

Le tableau 1 montre l'effet des transferts, des impôts et de la redistribution totale sur les autres mesures de l'inégalité, de la polarisation et du faible revenu pour l'ensemble de la population. En 2004, la redistribution a joué un rôle égalisateur semblable ou supérieur à celui de 1989 pour la plupart des indices, à l'exception de l'écart de faible revenu (à l'aide du seuil défini par convention ou du seuil fixe). La redistribution a davantage réduit l'écart de faible revenu en 1989 qu'en 2004. Mesurée de différentes façons, la redistribution a été plus importante en 2004 qu'en 1989 (ou qu'en 1979). Ceci indique que cette conclusion n'est pas sensible au choix de la mesure de l'inégalité.

Même si les données du tableau 1 montrent que la redistribution des années 2000 n'était pas plus faible que celle des décennies précédentes, une autre perception de la distribution est liée au degré d'atténuation des augmentations de l'inégalité du revenu du marché. De 1979 à 1989, l'inégalité du revenu familial du marché (telle qu'elle est mesurée par le Gini) a augmenté de 0,361 à 0,381, une augmentation de 0,020. Toutefois, le revenu familial après impôt a en fait baissé pendant cette même période, passant de 0,283 à 0,277. Ainsi, la redistribution a augmenté plus que l'inégalité du revenu du marché, ce qui s'est traduit par une baisse de l'inégalité.

La situation était assez différente dans les années 1990. De 1989 à 2004, l'inégalité du revenu familial du marché est passée de 0,381 à 0,428, soit une augmentation de 0,047, bien plus importante que celle des années 1980. Pour compenser cette hausse de l'inégalité du revenu du marché, la redistribution par l'entremise du système d'imposition et de transfert aurait dû augmenter au cours de la période de 1990 à 2004 plus qu'elle ne l'a fait au cours de la période de 1979 à 1989. Toutefois, elle est restée stable, ce qui fait que la quasi-totalité de l'augmentation de l'inégalité du marché s'est traduite par une augmentation de 0,038 de l'inégalité du revenu familial après impôt (de 0,277 en 1989 à 0,315 en 2004).

5.3 Importance des changements relatifs au revenu du marché et à la redistribution

Ensemble, les résultats de la section précédente soutiennent l'affirmation selon laquelle le système d'imposition et de transfert a eu un effet de redistribution plus important dans les années 2000 que pendant les décennies précédentes. On peut donc conclure que l'augmentation

de l'inégalité observée depuis 1989 n'a pas été provoquée par une baisse de la redistribution mais plutôt par l'augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché. Toutefois, ces résultats peuvent être trompeurs car ils sont basés sur les mouvements inconditionnels du marché, des transferts et de l'impôt sur le revenu. Il est possible que la hausse tendancielle de l'inégalité du revenu du marché ait naturellement provoqué à long terme une augmentation de la redistribution, menant à la conclusion fausse que les changements relatifs au système d'imposition et de transfert ne se sont pas traduits par une baisse de la redistribution. Par exemple, l'augmentation de l'inégalité du revenu du marché devrait augmenter les transferts, puisque les programmes de transferts sont provoqués par une baisse du revenu du marché des centiles les plus bas. De plus, l'augmentation du revenu du marché des centiles les plus élevés devrait augmenter la redistribution en raison des taux d'imposition progressifs. Même si les transferts sont devenus moins généreux et les impôts moins progressifs au cours de la période, il est possible de voir que la redistribution était stable, puisqu'un plus grand nombre de personnes remplissaient les conditions d'admissibilité aux transferts (en raison de la baisse du revenu du marché) et aux tranches d'impôt supérieures (en raison de l'augmentation du revenu du marché). Idéalement, il faudrait examiner les changements relatifs à la distribution de façon conditionnelle (en maintenant la distribution du revenu du marché à un niveau constant) ou encore examiner l'importance des changements relatifs au revenu du marché en maintenant la redistribution à un niveau constant. Cette section du document utilise deux expériences simples et conditionnelles fondées sur le maintien du revenu du marché ou de la redistribution à un niveau constant pour examiner plus amplement les tendances relatives à la redistribution.

La première expérience implique le maintien de la distribution du revenu du marché à un niveau constant à un moment donné, puis le calcul des changements relatifs à l'inégalité en fonction des changements observés quant à la redistribution. Le revenu du marché peut être maintenu à un niveau constant en repondérant les observations de 1979 et de 2004 pour reproduire la distribution du revenu du marché observée en 1989. Cette expérience nous permet de savoir à quoi la distribution du revenu après impôt aurait ressemblé s'il y avait seulement eu des changements relatifs à la redistribution.

Autrement, on peut juger l'importance relative des changements relatifs au revenu du marché en calculant les valeurs d'imposition et de transfert conditionnelles pour différents niveaux du revenu du marché et en les fixant pour qu'elles restent constantes à un moment donné. La distribution du revenu après impôt estimée peut ensuite être calculée à l'aide du revenu du marché réel et des valeurs d'imposition et de transfert conditionnelles. Les valeurs d'imposition et de transfert conditionnelles ont été calculées pour chaque centile de la distribution du revenu du marché de 1989. Ensuite, des indices hypothétiques ont été établis selon la distribution du revenu en 1979, en 1989 et en 2004 résultant de la mise en correspondance du revenu du marché de l'année en question avec les valeurs d'imposition et de transfert (moyenne par centile) observées pour ce niveau de revenu en 1989. Cette expérience nous permet de comparer ce que nous avons réellement observé avec ce que nous aurions observé s'il n'y avait pas eu de changements relatifs à la redistribution conditionnelle.

Dans le cadre de ces deux expériences, nous avons également représenté la population vieillissante en calculant les taux de redistribution conditionnels séparément par centile de revenu du marché pour les trois groupes de famille définis en fonction de l'âge du chef de famille (de 16 à 24 ans, de 25 à 59 ans et de 60 ans ou plus), et nous avons calculé les indices d'inégalité hypothétiques en maintenant constante la distribution en fonction de l'âge pour les

trois groupes. Nous avons procédé ainsi pour supprimer les changements relatifs à la distribution du revenu qui sont associés au vieillissement de la population.

Les résultats des expériences sont indiqués au tableau 2 en ce qui concerne l'indice de Gini. La partie supérieure montre les estimations de l'inégalité réelle, confirmant les affirmations présentées ci-dessus. La deuxième partie montre les estimations faites en maintenant la distribution en fonction de l'âge à un niveau constant pour les trois grands groupes d'âge déterminés ci-dessus. L'augmentation tendancielle de la redistribution s'est quelque peu atténuée de 1979 à 1989 et de 1989 à 2004, confirmant l'hypothèse que l'augmentation de la redistribution est quelque peu associée au vieillissement de la population.

La troisième partie montre les coefficients de Gini estimés, qui ont été calculés après avoir maintenu la distribution du revenu du marché de 1979, de 1989 et de 2004 au même niveau qu'en 1989. Comme on pouvait s'y attendre, dans cet exemple, l'inégalité du revenu du marché n'a pas augmenté au cours de cette période et, par conséquent, l'inégalité a baissé après 1979, correspondant à la redistribution accrue par le système d'imposition et de transfert dans les années 1980. De plus, la redistribution du Gini a été à peu près la même en 2004 qu'en 1989, confirmant que la redistribution n'était pas plus faible en 2004 qu'en 1989.

La quatrième partie montre les coefficients de Gini estimés en supposant que les valeurs d'imposition et de transfert (en fonction du revenu du marché) sont restées stables en 1979, en 1989 et en 2004, soit au niveau de 1989. Les estimations indiquent une orientation différente de l'inégalité au cours de la période de 1979 à 1989, alors que l'expérience augmente la redistribution en 1979, réduisant l'inégalité pour cette année-là. Plus particulièrement, l'augmentation de l'inégalité de 1989 à 2004 est pratiquement la même dans le cadre de cette expérience que dans la réalité. Puisque la redistribution n'a pas changé, cela signifie que l'augmentation totale de l'inégalité du revenu après impôt était due à l'inégalité accrue du revenu du marché. Il est également important de noter que la redistribution n'était pas du tout sensible à ces tendances relatives au revenu du marché. De 1979 à 2004, l'inégalité du revenu du marché est passée de 0,367 à 0,426 alors que la redistribution a été estimée à -0,116 pour ces deux années. Cela signifie que l'augmentation à long terme de l'inégalité du revenu du marché n'a pas entraîné une augmentation automatique de la redistribution.

6. Conclusion

L'étude démontre que, après une période de stabilité dans les années 1980, l'inégalité du revenu familial après impôt a augmenté au cours des années 1990. En même temps, la part de personnes dans les familles à revenu moyen a diminué et l'écart entre les familles à revenu élevé et faible a considérablement augmenté.

L'inégalité croissante du revenu familial après impôt peut être associée à (1) une diminution de l'efficacité du système d'imposition et de transfert pour ce qui est de réduire l'inégalité du revenu, ou à (2) une augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché (avant impôt et avant transfert). Par exemple, l'inégalité peut augmenter si les programmes de transfert du revenu ou les taxes sur les revenus élevés sont réduits, ou s'il existe de grandes divergences dans les salaires et les traitements gagnés par les familles.

Le présent document établit que le système d'imposition et de transfert a réduit l'inégalité du revenu autant en 2004 qu'en 1989. L'inégalité croissante du revenu familial après impôt était due à une augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché.

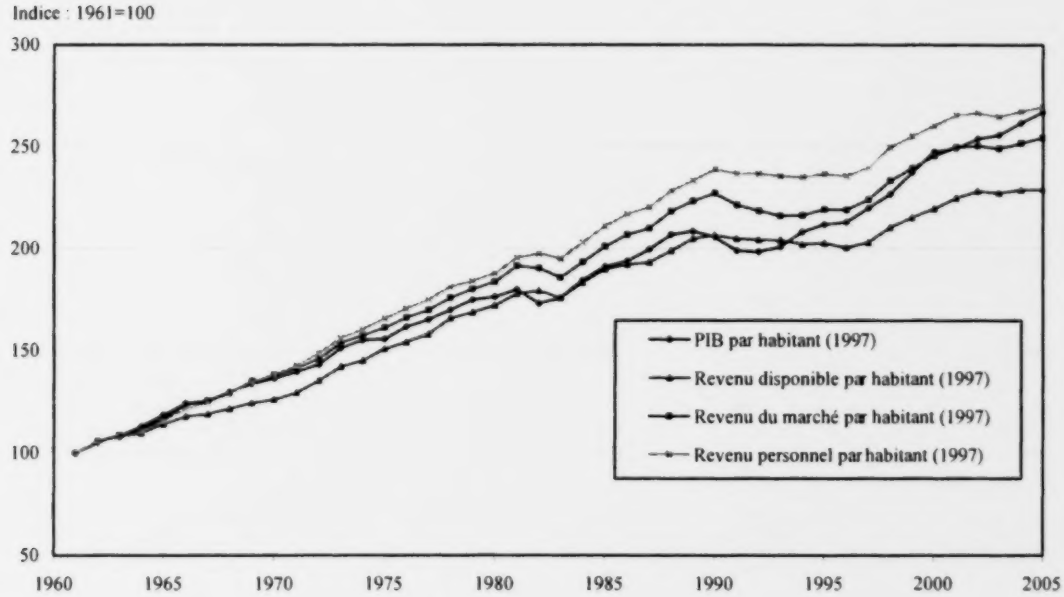
Cette augmentation de l'inégalité du revenu familial du marché dans les années 1990 reflète le prolongement d'une tendance qui existait aussi dans les années 1980. L'inégalité du revenu après impôt n'a pas augmenté aussi dans les années 1980, parce que les taxes et les transferts ont changé au cours de cette décennie, augmentant la part du revenu redistribué par l'État des familles à revenu élevé vers les familles à faible revenu. Le système d'imposition et de transfert aurait dû continuer d'assurer une redistribution accrue dans les années 1990 pour neutraliser l'effet de l'inégalité croissante du revenu du marché au cours de cette décennie.

Bien que cette étude ne tente pas d'expliquer la croissance de l'inégalité du revenu familial du marché, un facteur susceptible de jouer un rôle est l'inégalité grandissante des gains familiaux (par les traitements, les salaires ou le revenu net provenant d'un travail autonome). Une cause probable de cette situation est la capacité accrue de la famille comportant deux salariés à gagner de l'argent, particulièrement lorsque les deux salariés ont complété des études supérieures. (Des résultats préliminaires nous donnent à penser que l'inégalité des gains personnels n'est pas la cause de cette tendance.) L'étude note aussi que le revenu du marché a chuté de manière considérable dans la distribution inférieure du revenu, ce qui indique que les faibles revenus et le chômage pourraient aussi jouer un rôle. Cela pourrait être particulièrement important parmi les familles monoparentales et les personnes hors famille économique (personnes seules), qui sont plus vulnérables aux interruptions d'emploi.

De nombreux pays industrialisés ont connu une hausse de l'inégalité du revenu familial après impôt dans les années 1990. Par exemple, aux États-Unis, l'inégalité du revenu après impôt a augmenté de 0,033 de 1986 à 2000, ce qui représente une augmentation légèrement plus importante que celle qui a été observée au Canada pendant la même période. Par ailleurs, comme au Canada, l'augmentation de l'inégalité américaine du revenu après impôt a été provoquée par une hausse de l'inégalité du revenu du marché et non par une réduction de la redistribution. L'inégalité du revenu après impôt a également augmenté en Finlande, en Allemagne, en Norvège, en Suède et au Royaume-Uni au cours de cette même période (Mahler et Jesuit, 2005). Cela laisse penser qu'on peut rechercher une explication commune à de nombreux pays pour comprendre en partie l'augmentation de l'inégalité, même si cela n'exclut pas des causes particulières à chaque pays.

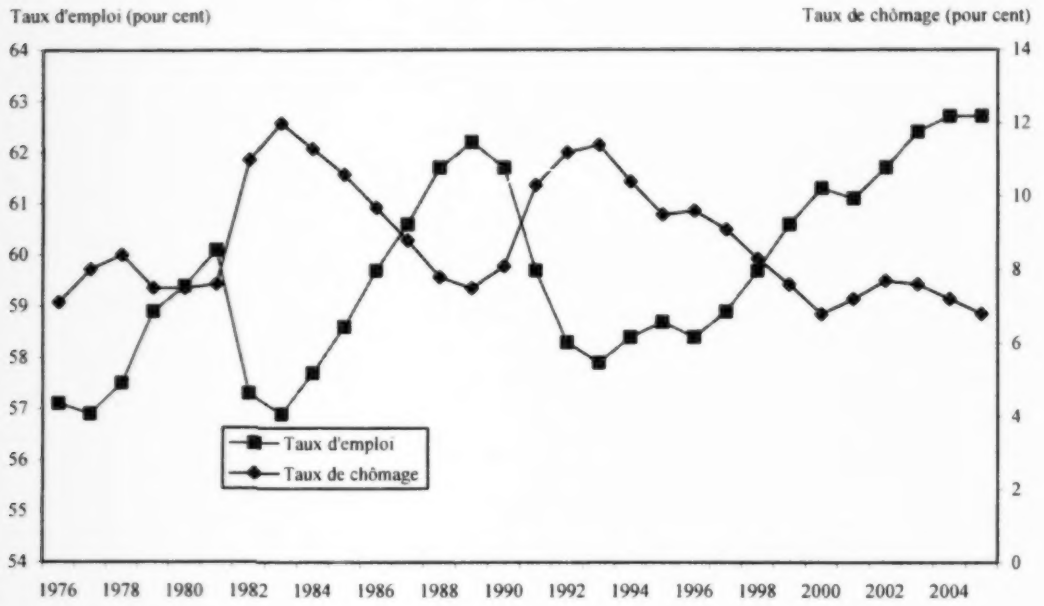
Il est certain que nous devons continuer à surveiller les tendances relatives à l'inégalité du revenu. À l'heure actuelle, le niveau d'inégalité du revenu familial du marché du Canada est proche du niveau moyen d'inégalité du revenu familial du marché des pays de l'Ouest (Mahler et Jesuit, 2005). Sans augmentation des transferts du gouvernement au bénéfice des familles à faible revenu ou sans augmentation des impôts des familles à revenu élevé, les augmentations de l'inégalité du revenu familial du marché continueraient à se traduire directement par des augmentations de l'inégalité du revenu familial après impôt.

Figure 1 Indices par habitant du PIB[1], du revenu disponible, du revenu du travail et du revenu personnel, 1961 à 2005



1. Produit intérieur brut.
Source : Statistique Canada, CANSIM, diverses séries.

Figure 2-1 Indices du marché de l'emploi — Taux d'emploi et de chômage



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

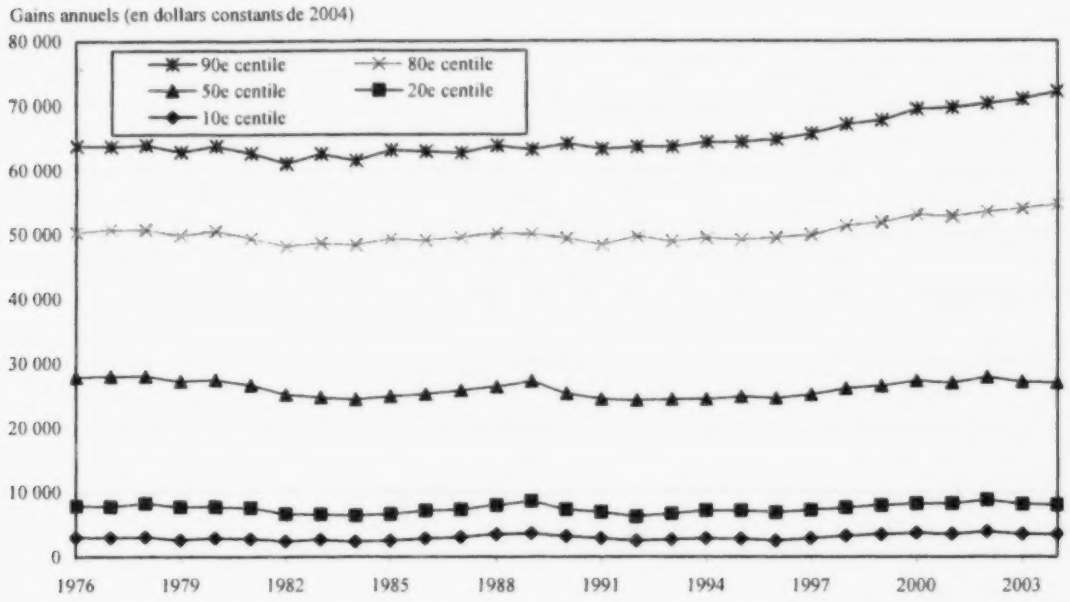
Figure 2-2 Indices du marché de l'emploi — Moyenne des heures réellement travaillées (dans la semaine de référence)

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Figure 2-3 Indices du marché de l'emploi — Heures travaillées par personne par an

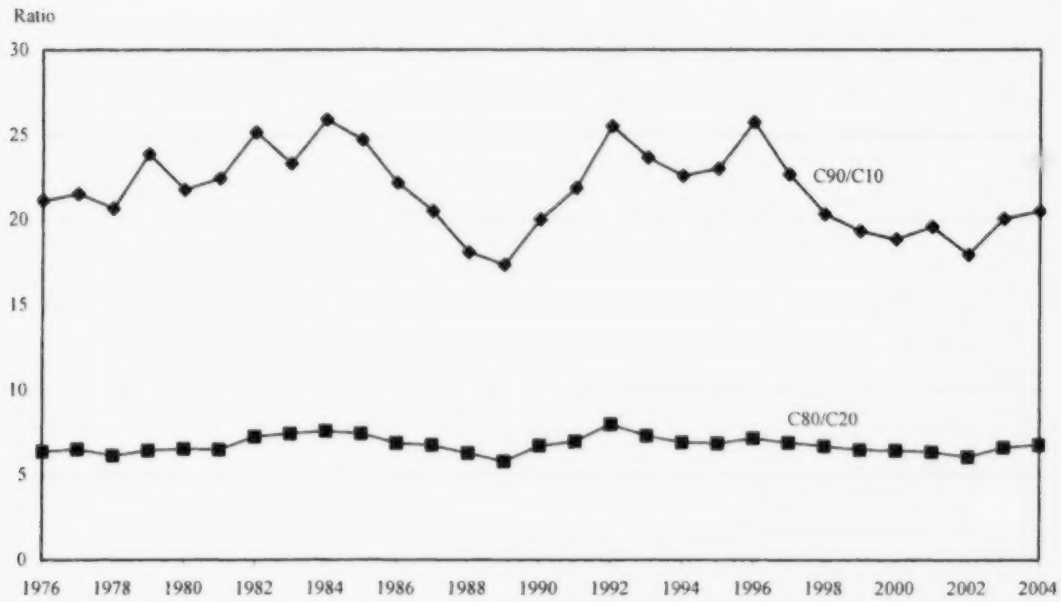
Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 3-1 Distribution des gains personnels annuels, 1976 à 2004



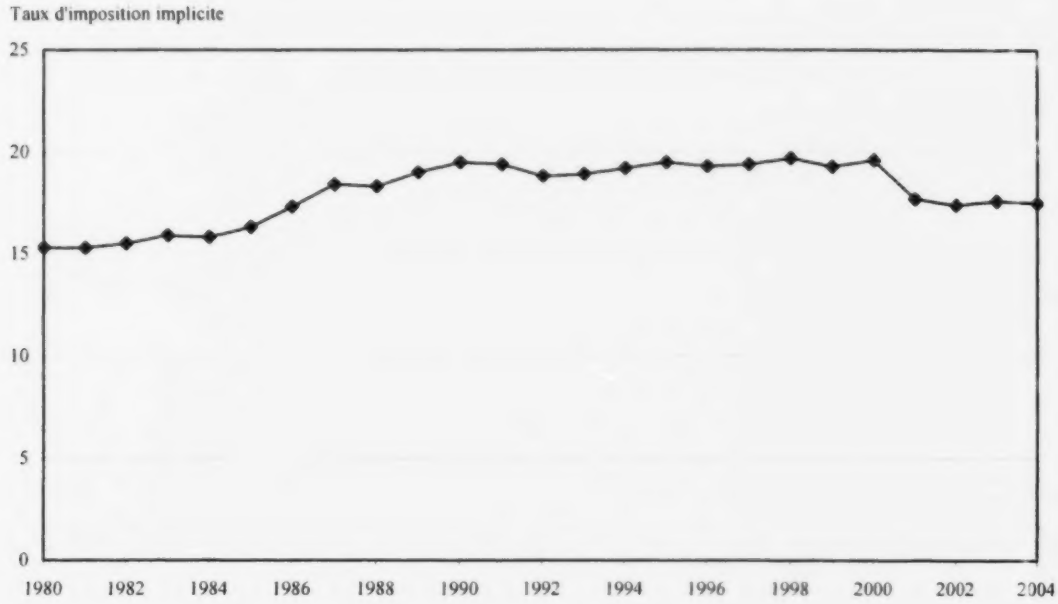
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 3-2 Ratios de distribution des gains personnels annuels, 1976 à 2004



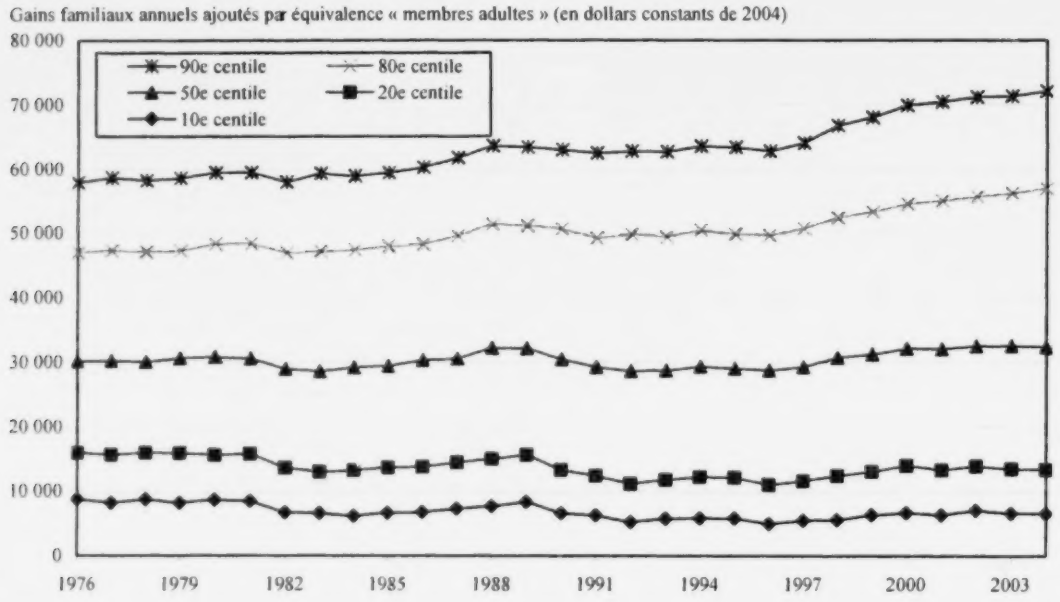
Nota : C = centile.
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 4 Taux d'imposition implicite, toutes les familles, 1976 à 2004



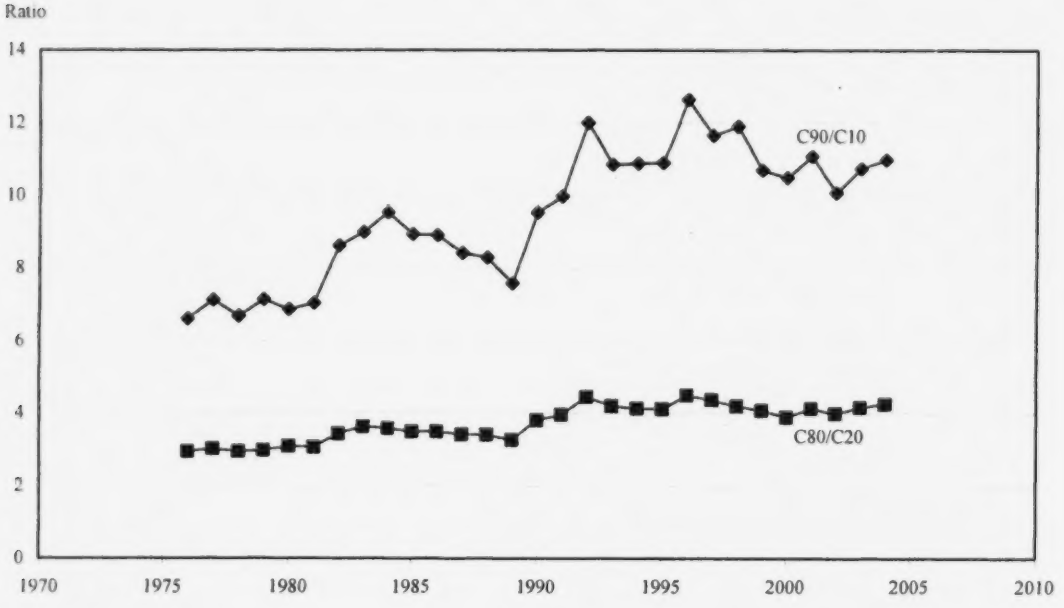
Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 202-0501.

Figure 5-1 Distribution des gains familiaux annuels, 1976 à 2004



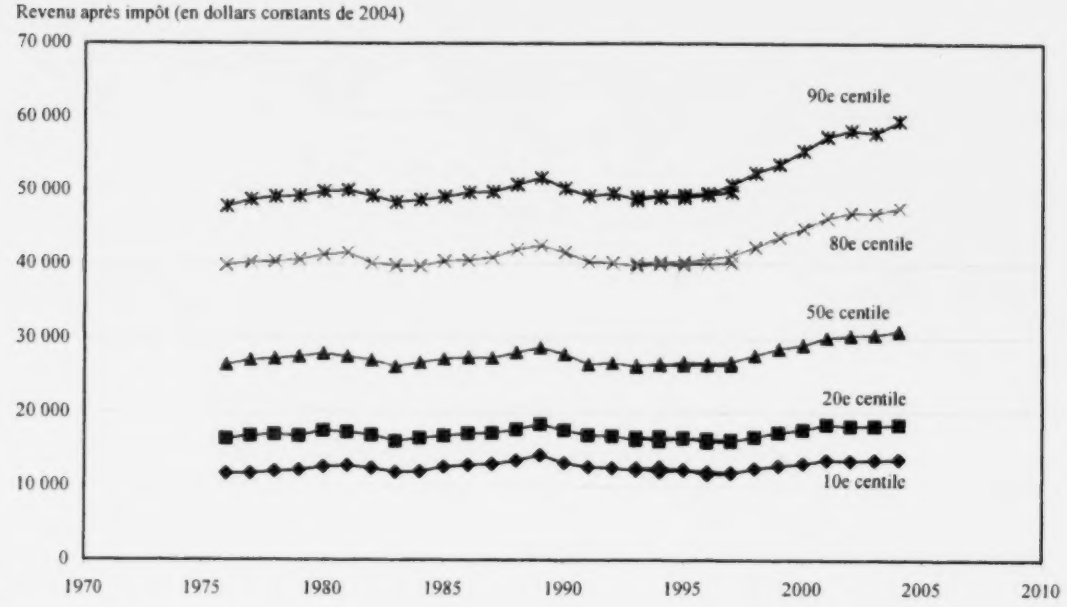
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 5-2 Ratios de distribution des gains familiaux annuels, 1976 à 2004



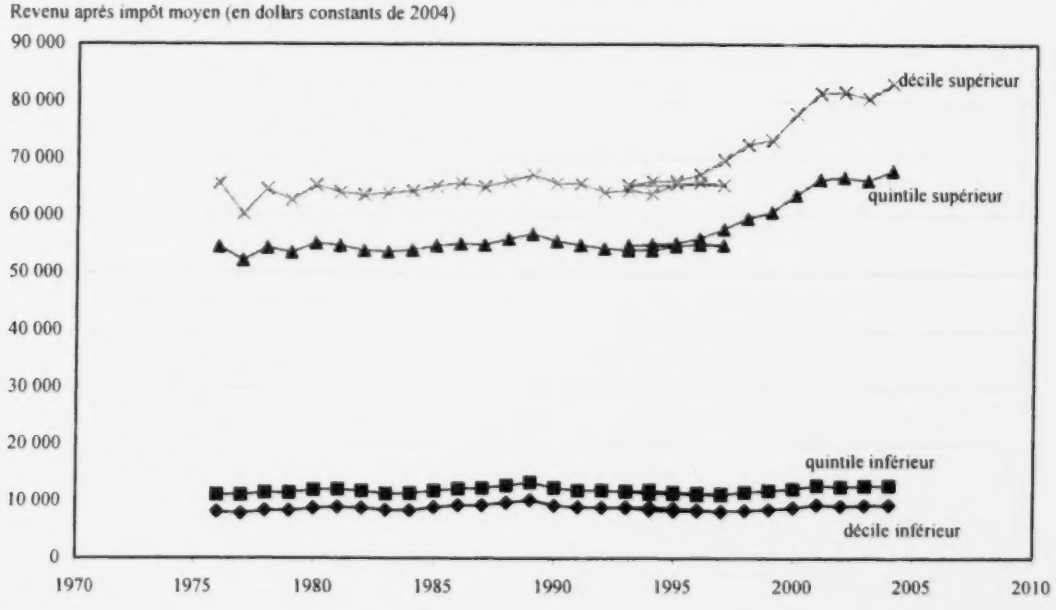
Nota : C = centile.
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 6-1 Revenu familial après impôt par centile, 1976 à 2004



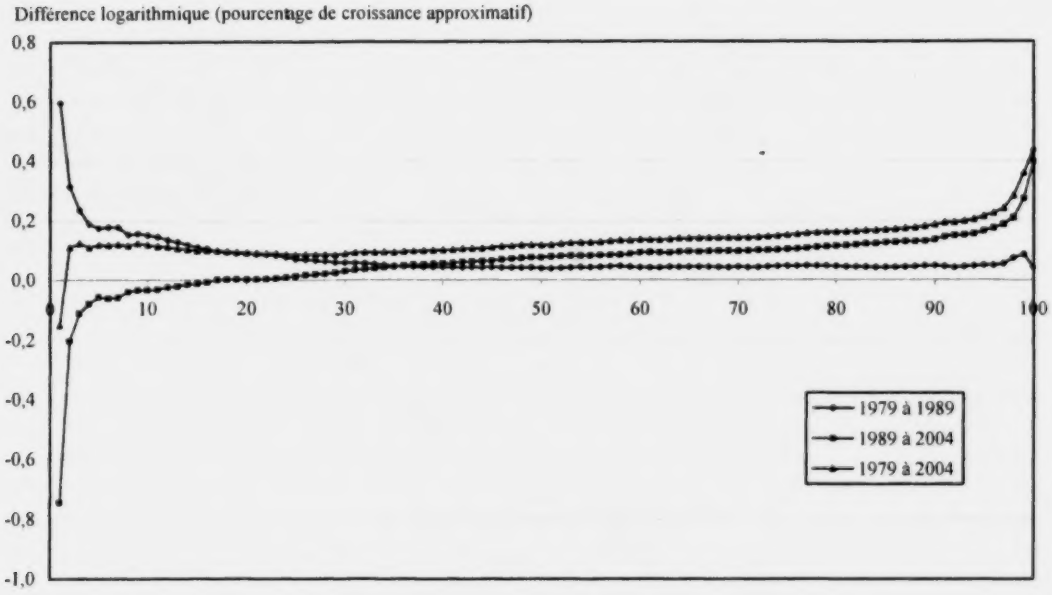
Nota : Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 6-2 Revenu après impôt moyen des quintiles et déciles supérieurs et inférieurs, 1976 à 2004



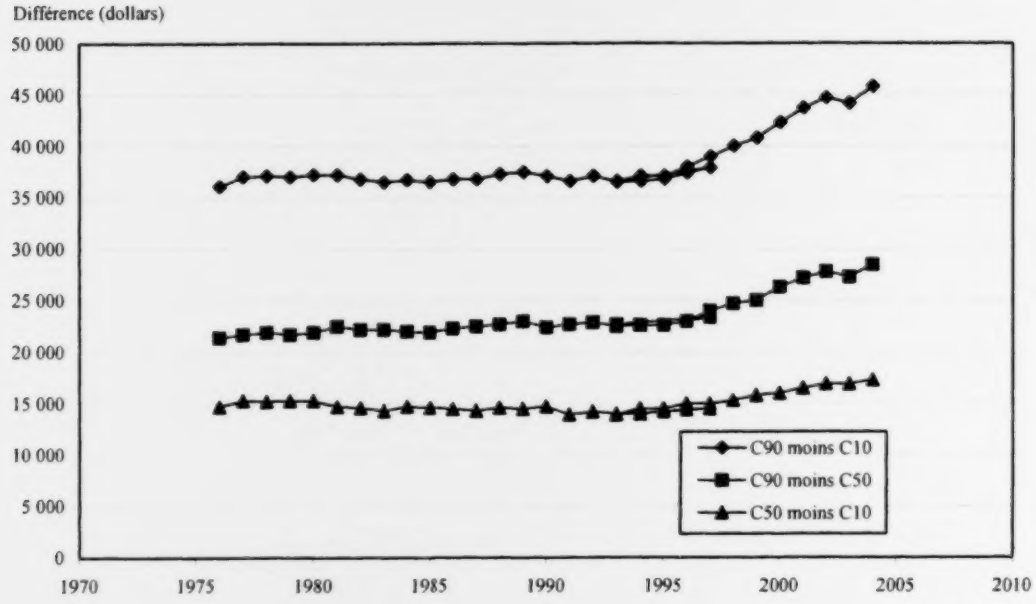
Nota : Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 7 Taux de croissance du revenu après impôt moyen par centile, certaines périodes, 1979 à 2004



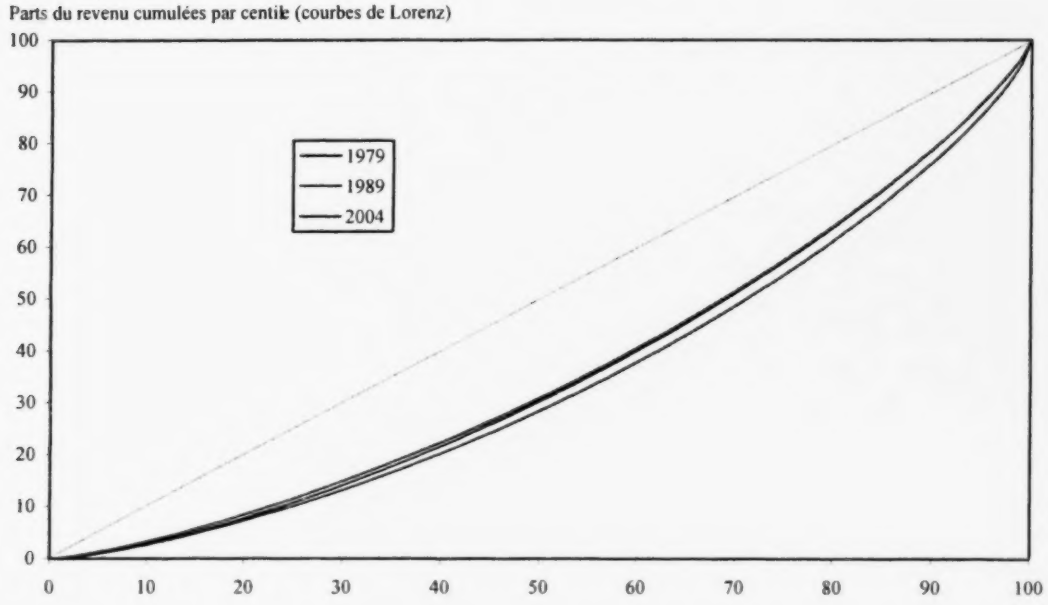
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 8 Écart de revenu absolu, revenu après impôt moyen ajusté par équivalence « membres adultes », 1976 à 2004



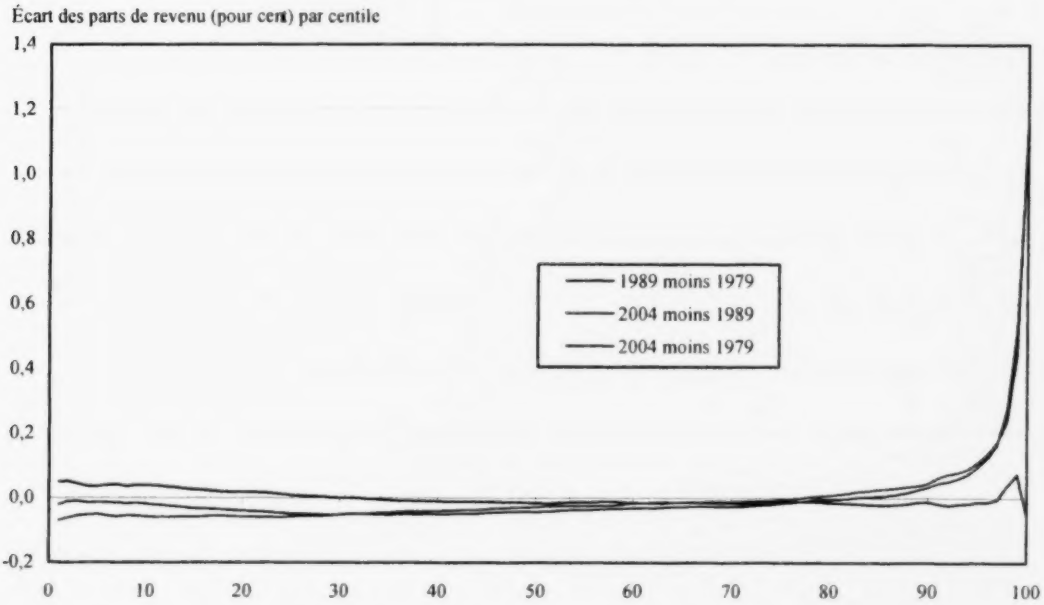
Nota : C = centile. Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 9-1 Distribution du revenu familial après impôt , selon les parts de revenu cumulées par centiles, 1979, 1989 et 2004



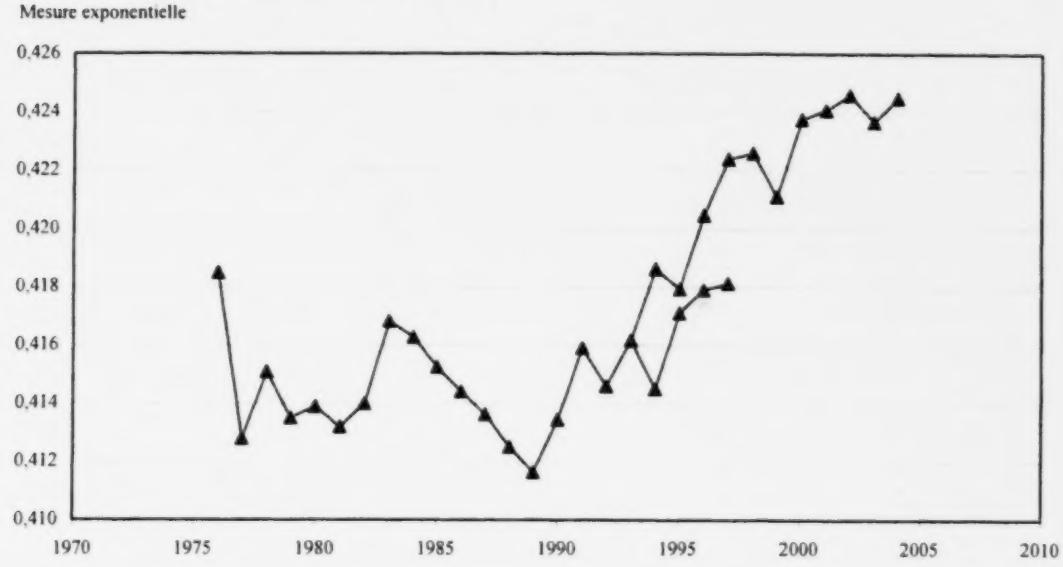
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 9-2 Distribution du revenu familial après impôt, selon l'écart des parts de revenu par centile, 1979, 1989 et 2004



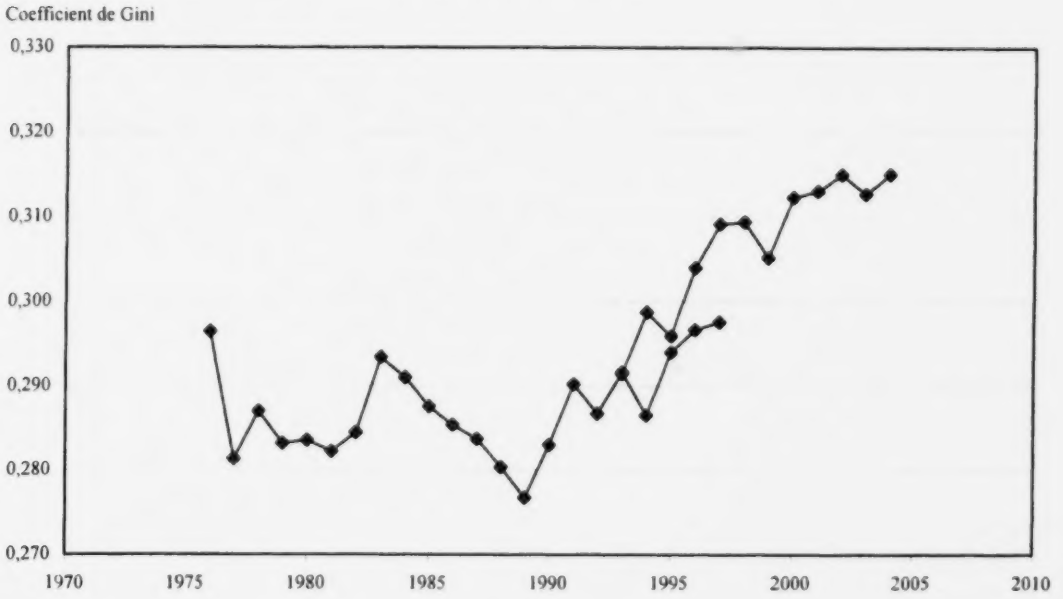
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 10-1 Indices d'inégalité du revenu familial après impôt — Mesure exponentielle, 1976 à 2004



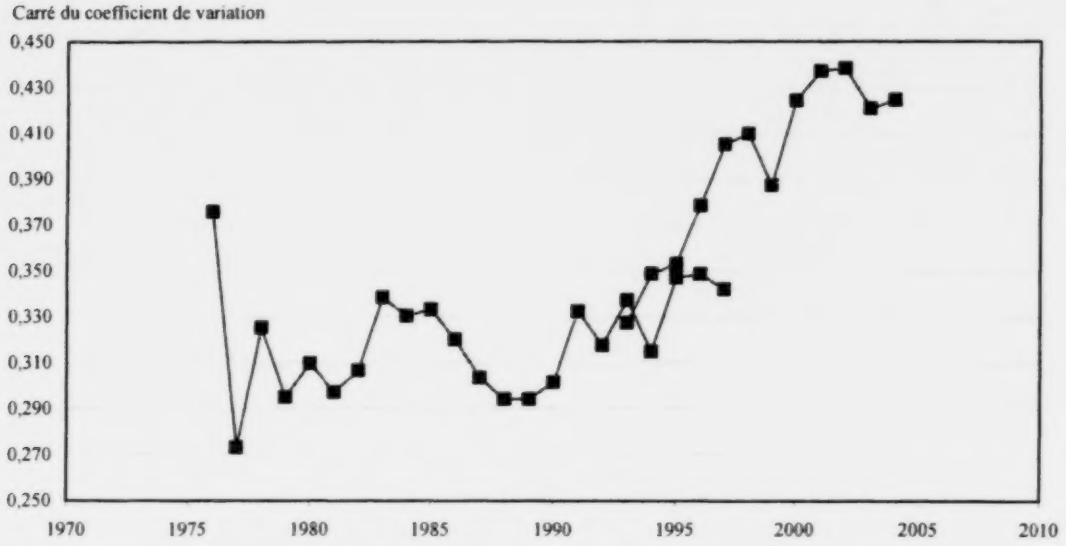
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 10-2 Indices d'inégalité du revenu familial après impôt — Coefficient de Gini, 1976 à 2004



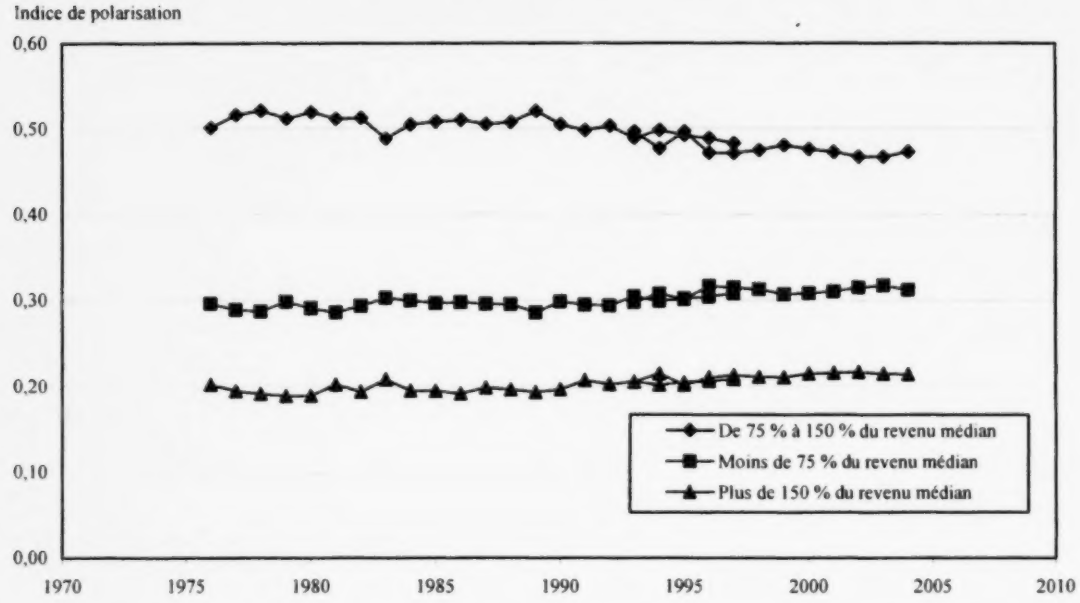
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 10-3 Indices d'inégalité du revenu familial après impôt — Carré du coefficient de variation, 1976 à 2004



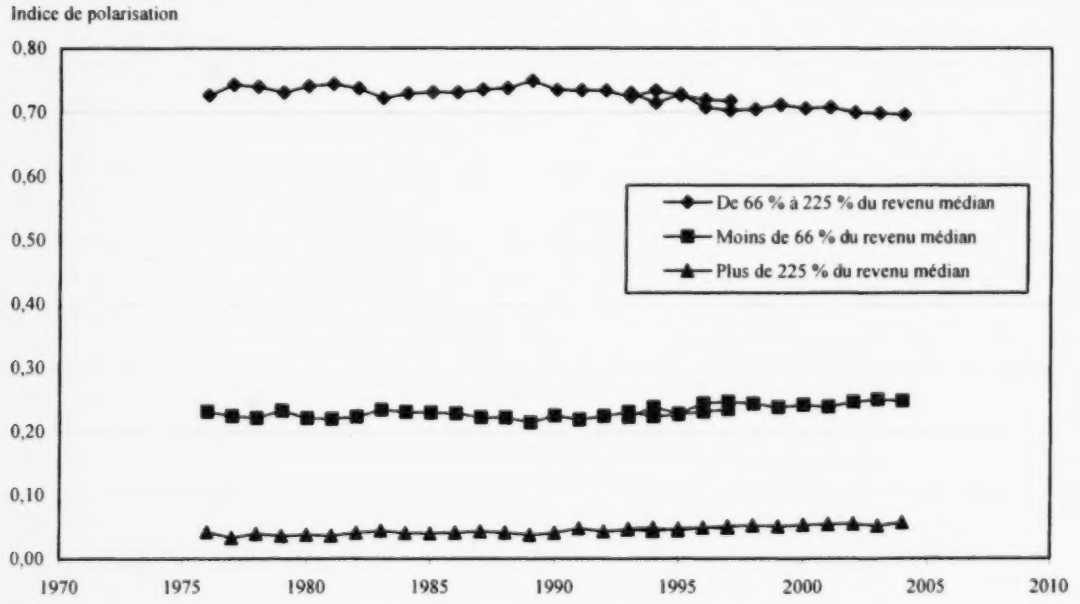
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 11-1 Indice de polarisation pour la population dont le revenu après impôt est ajusté par équivalence « membres adultes » — Intervalles à 75 % et 50 % du revenu médian, 1976 à 2004



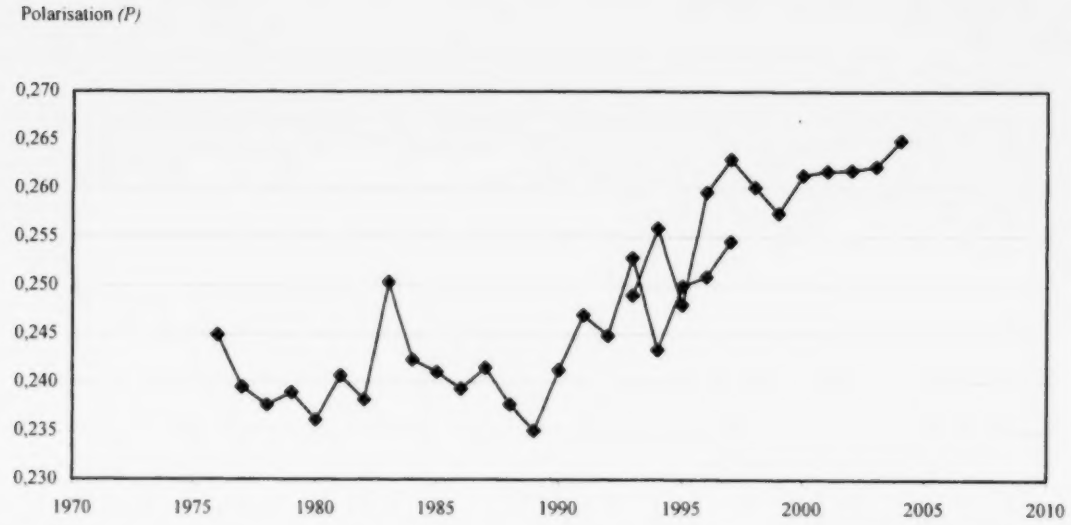
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 11-2 Indice de polarisation pour la population dont le revenu après impôt est ajusté par équivalence « membres adultes » — Intervalles à 66 % et 225 % du revenu médian, 1976 à 2004



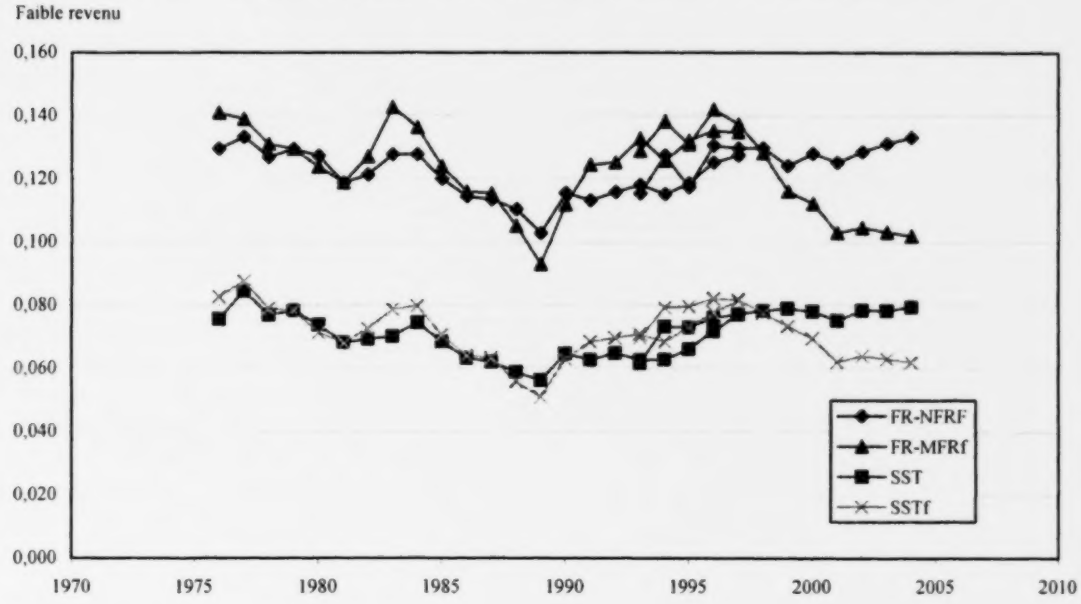
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 11-3 Indice de polarisation de Wolfson pour la population dont le revenu après impôt est ajusté par équivalence « membres adultes », 1976 à 2004



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 12-1 Indice de faible revenu et intensité du faible revenu, 1976 à 2004

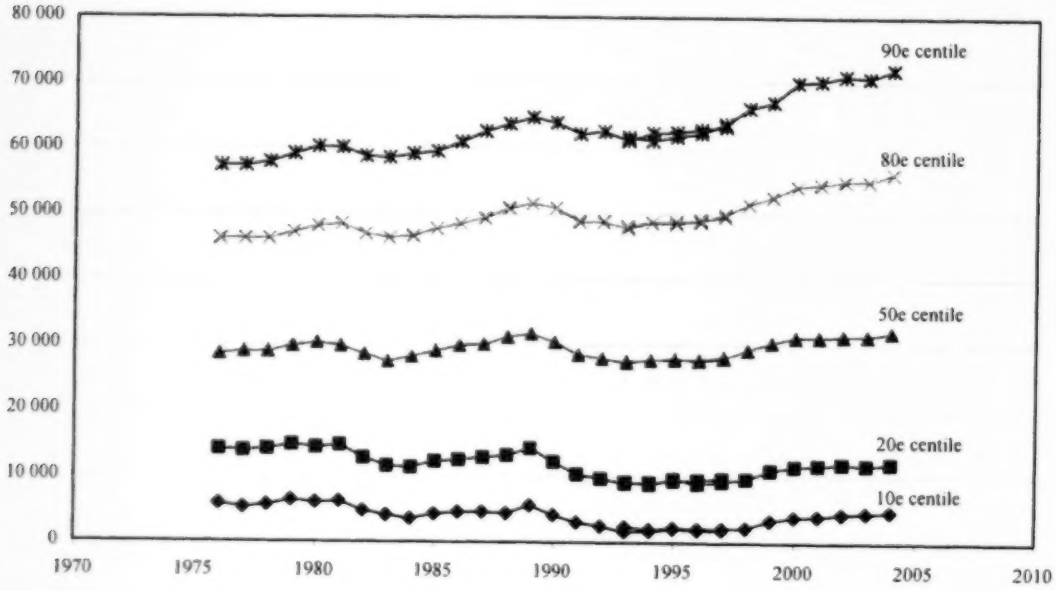


Nota : FR-MFR = mesure de faible revenu définie par convention.
FR-MFRf = seuil de faible revenu fixé à sa valeur de 1979.
SST = indice Sen-Shorrocks-Thon, seuil conventionnel.
SSTf = indice Sen-Shorrocks-Thon, seuil fixe.
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 12-2 Écart de faible revenu, 1976 à 2004

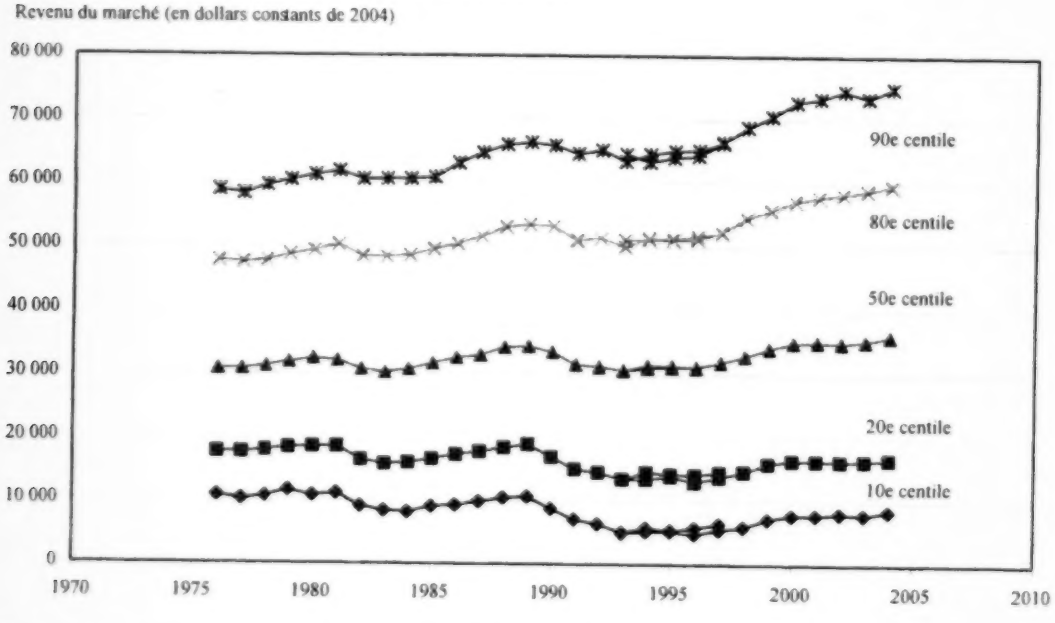
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 13-1 Revenu familial du marché par centile — Toutes les personnes, 1976 à 2004



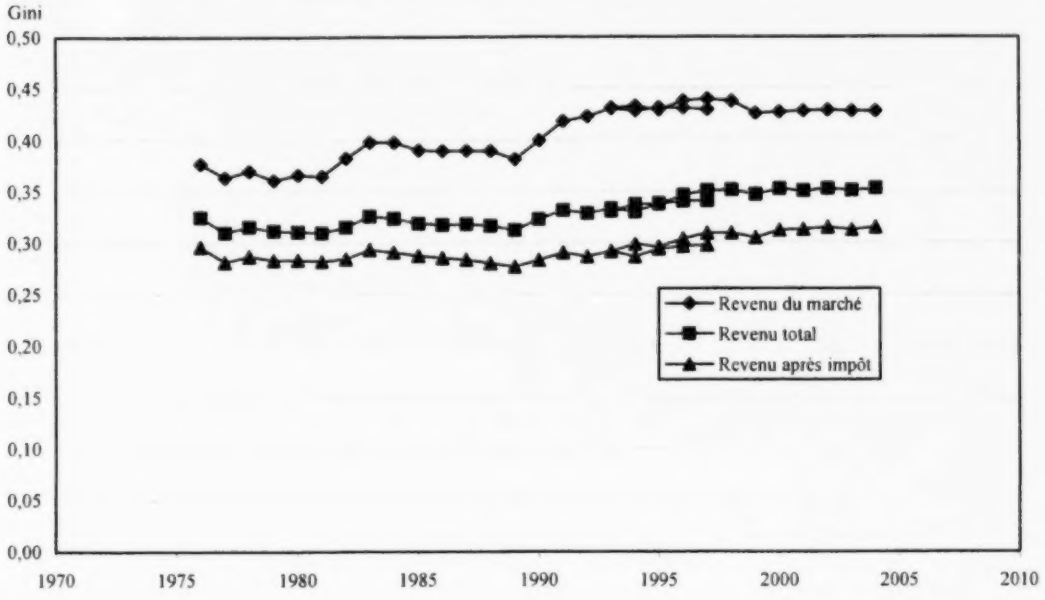
Nota : Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 13-2 Revenu du marché par centile — Personnes de familles dont le chef est d'âge intermédiaire, 1976 à 2004



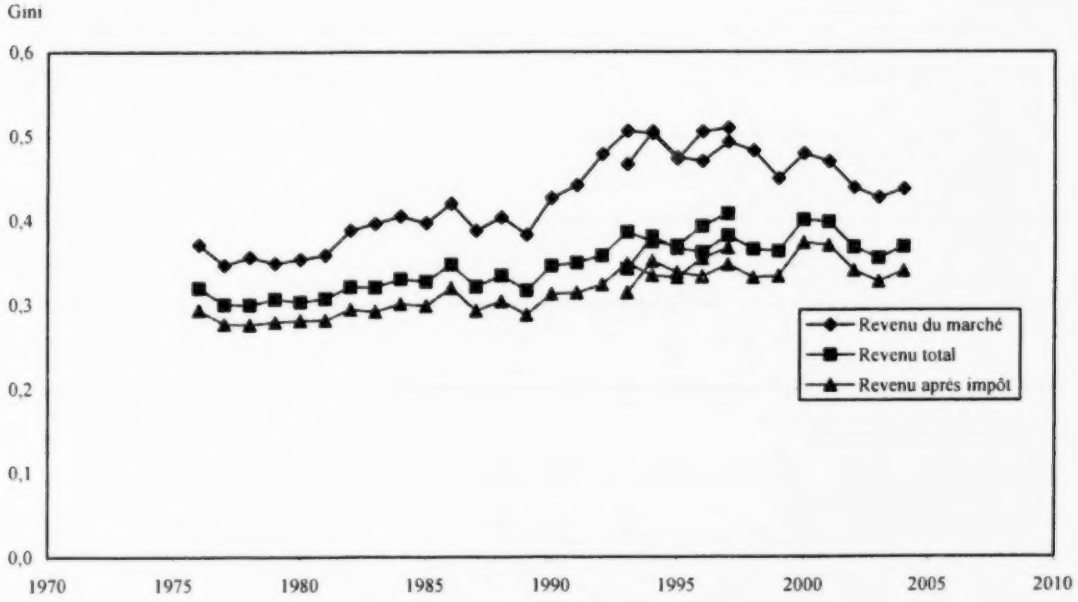
Nota : Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-1a Inégalité du revenu du marché, du revenu total et du revenu après impôt (coefficient de Gini) — Toutes les familles, 1976 à 2004



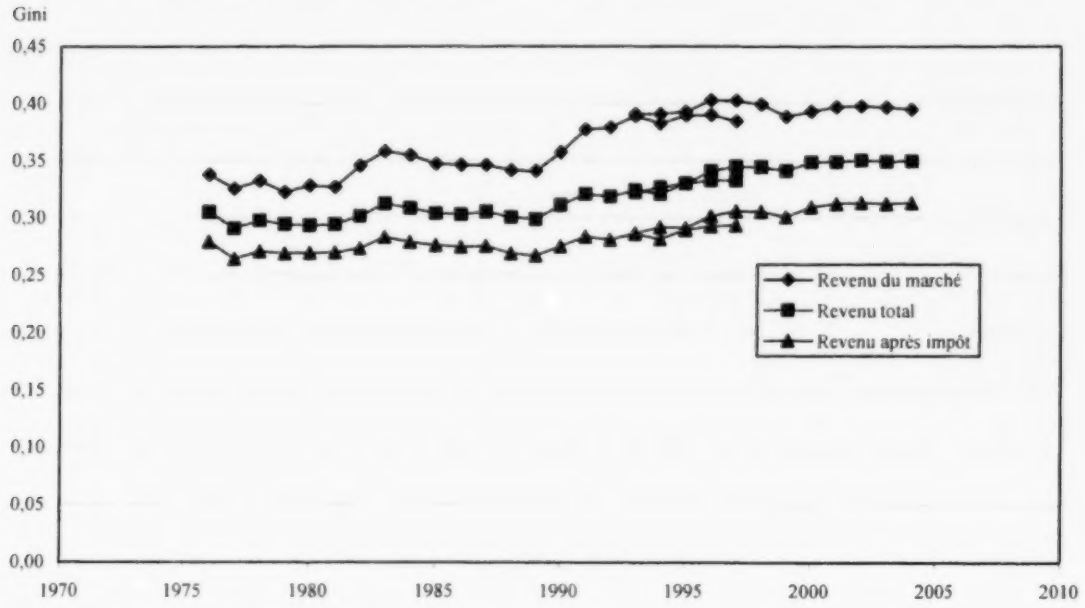
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-1b Inégalité du revenu du marché, du revenu total et du revenu après impôt (coefficient de Gini) — Jeunes chefs de famille (18 à 24 ans), 1976 à 2004



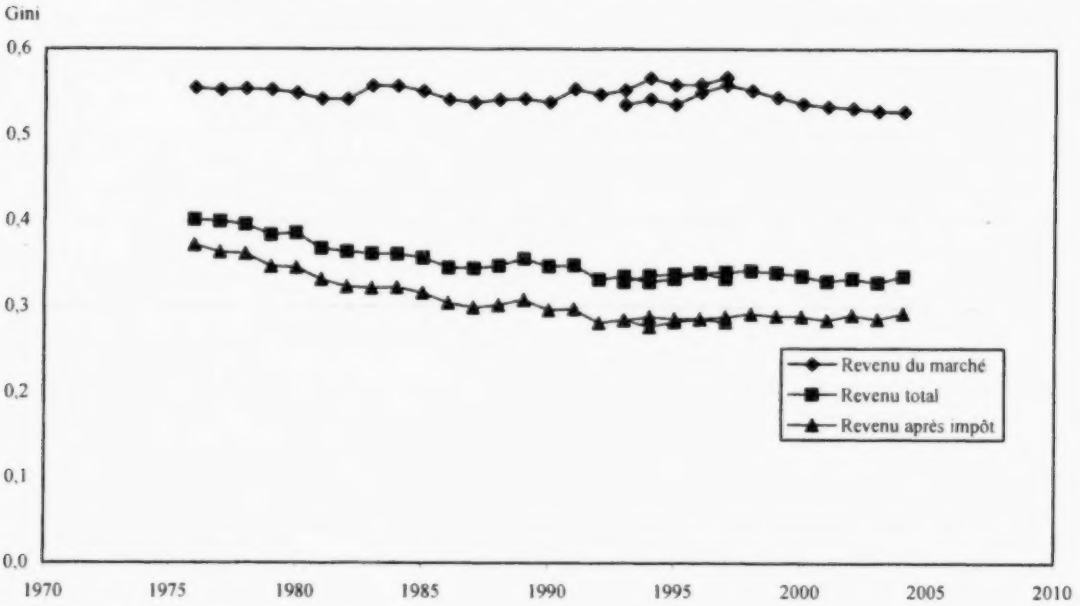
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-1c Inégalité du revenu du marché, du revenu total et du revenu après impôt (coefficient de Gini) — Chefs de famille d'âge intermédiaire (25 à 59 ans), 1976 à 2004



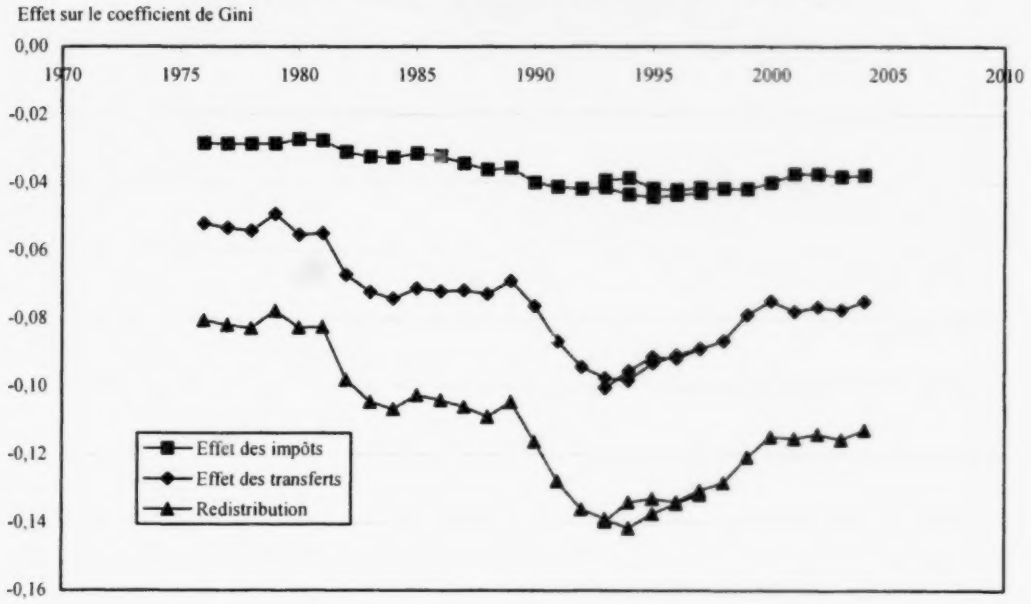
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-1d Inégalité du revenu du marché, du revenu total et du revenu après impôt (coefficient de Gini) — Chefs de famille âgés (60 ans ou plus), 1976 à 2004



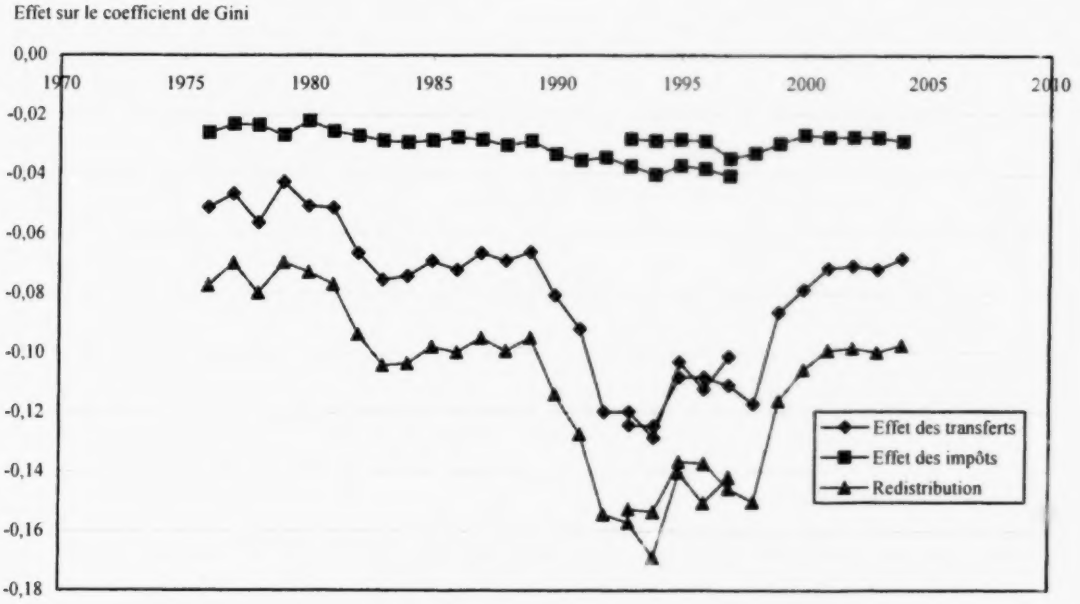
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-2a Effet direct des transferts et des impôts sur l'inégalité (effet sur le coefficient de Gini) — Toutes les familles, 1976 à 2004



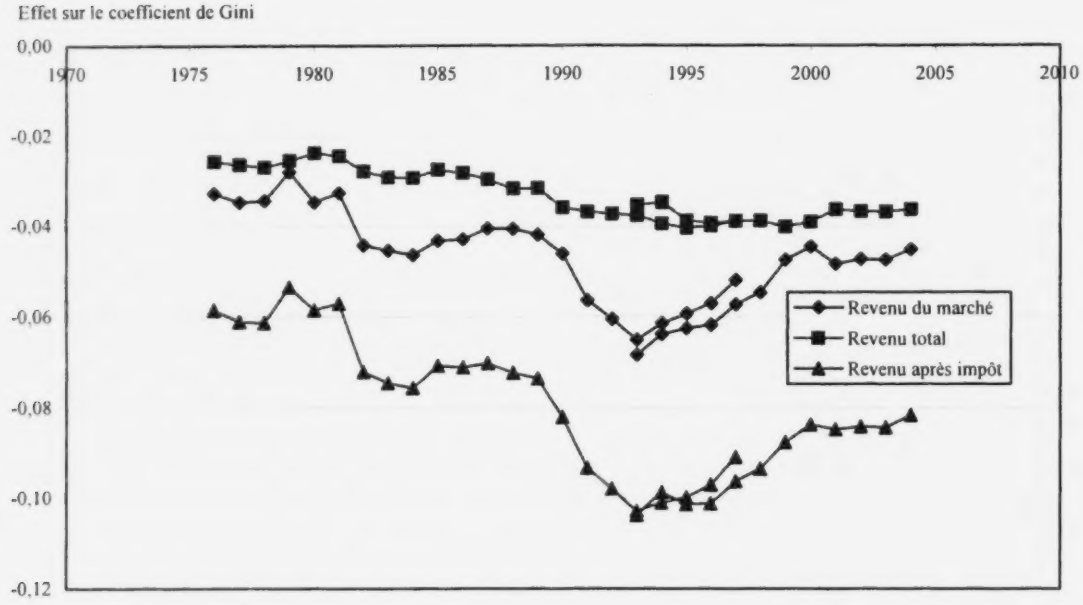
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-2b Effet direct des transferts et des impôts sur l'inégalité (effet sur le coefficient de Gini) — Jeunes chefs de famille (18 à 24 ans), 1976 à 2004



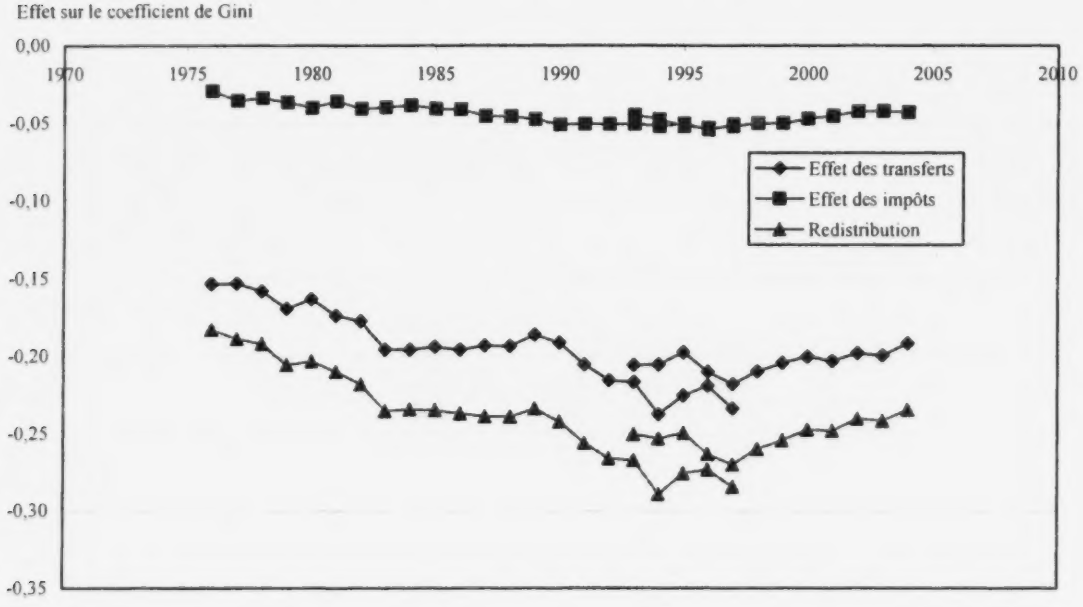
Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-2c Effet direct des transferts et des impôts sur l'inégalité (effet sur le coefficient de Gini) — Chefs de famille d'âge intermédiaire (25 à 59 ans), 1976 à 2004



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 14-2d Effet direct des transferts et des impôts sur l'inégalité (effet sur le coefficient de Gini) — Chefs de famille âgés (60 ans ou plus), 1976 à 2004



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Tableau 1 Indices d'inégalité, de polarisation et de faible revenu pour les niveaux de revenu, les effets directs et la redistribution, 1979, 1989 et 2004

				Polarisation			Faible revenu (FR-MFR)[4]			Faible revenu (FR-MFRf)[5]		
	Gini	EXP[1]	Carré du CV[2]	PP[3], revenu entre 75 % et 150 % du revenu médian	PP, revenu entre 66 % et 225 % du revenu médian	*P*	Fréquence	Écart	Intensité	Fréquence	Écart	Intensité
Niveaux de revenu												
Revenu du												
1979	0,361	0,442	0,480	0,433	0,654	0,302	0,184	0,581	0,200	0,184	0,581	0,200
1989	0,381	0,449	0,535	0,408	0,632	0,326	0,200	0,589	0,220	0,193	0,595	0,214
2004	0,428	0,468	0,745	0,350	0,568	0,383	0,248	0,567	0,258	0,226	0,570	0,238
Revenu total												
1979	0,312	0,423	0,371	0,471	0,693	0,266	0,121	0,326	0,076	0,121	0,326	0,076
1989	0,312	0,423	0,384	0,468	0,693	0,268	0,094	0,291	0,053	0,086	0,290	0,049
2004	0,353	0,438	0,556	0,419	0,645	0,304	0,124	0,318	0,076	0,097	0,318	0,060
Revenu après impôt												
1979	0,283	0,414	0,295	0,512	0,731	0,239	0,129	0,315	0,078	0,129	0,315	0,078
1989	0,277	0,412	0,294	0,521	0,749	0,235	0,103	0,282	0,056	0,093	0,282	0,051
2004	0,315	0,424	0,425	0,473	0,696	0,265	0,133	0,311	0,080	0,102	0,313	0,062
Effets directs												
Transferts												
1979	-0,049	-0,019	-0,109	0,038	0,038	-0,037	-0,062	-0,255	-0,124	-0,062	-0,255	-0,124
1989	-0,069	-0,026	-0,151	0,061	0,062	-0,058	-0,106	-0,297	-0,166	-0,107	-0,305	-0,166
2004	-0,075	-0,030	-0,188	0,070	0,077	-0,079	-0,124	-0,249	-0,181	-0,129	-0,251	-0,178
Recettes fiscales												
1979	-0,029	-0,009	-0,076	0,041	0,038	-0,027	0,008	-0,011	0,002	0,008	-0,011	0,002
1989	-0,036	-0,011	-0,090	0,052	0,055	-0,033	0,008	-0,009	0,003	0,007	-0,008	0,002
2004	-0,038	-0,013	-0,132	0,054	0,051	-0,039	0,009	-0,007	0,003	0,005	-0,005	0,002
Redistribution												
1979	-0,078	-0,028	-0,185	0,079	0,077	-0,063	-0,055	-0,266	-0,122	-0,055	-0,266	-0,122
1989	-0,104	-0,038	-0,241	0,113	0,117	-0,091	-0,098	-0,306	-0,164	-0,100	-0,313	-0,163
2004	-0,113	-0,044	-0,320	0,123	0,128	-0,118	-0,115	-0,257	-0,178	-0,124	-0,257	-0,176

1. Mesure exponentielle.
2. Coefficient de variation.
3. Part de la population.
4. Seuil de faible revenu conventionnel.
5. Seuil de faible revenu fixe.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

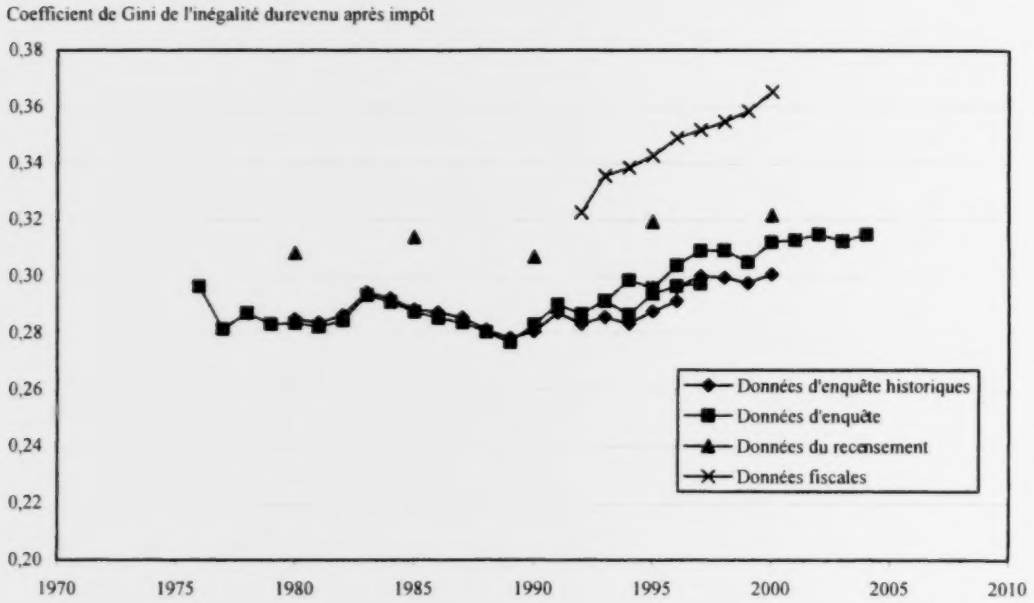
Tableau 2 Coefficients de Gini avec maintien de la distribution et de la redistribution en fonction du revenu du marché et de l'âge à un niveau constant, 1979, 1989 et 2004

Année	Revenu du marché	Revenu total	Revenu après impôt	Redistribution totale
	Réel			
1979	0,361	0,312	0,283	-0,078
1989	0,381	0,312	0,277	-0,104
2004	0,428	0,353	0,315	-0,113
	Maintien de la distribution en fonction de l'âge aux valeurs de 1989			
1979	0,367	0,314	0,285	-0,082
1989	0,381	0,312	0,276	-0,105
2004	0,425	0,354	0,317	-0,108
	Maintien de la distribution en fonction de l'âge et du revenu du marché aux valeurs de 1989			
1979	0,384	0,333	0,302	-0,082
1989	0,381	0,312	0,276	-0,105
2004	0,384	0,313	0,280	-0,104
	Maintien des taux de redistribution en fonction de l'âge aux valeurs de 1989			
1979	0,367	0,288	0,251	-0,116
1989	0,381	0,308	0,268	-0,113
2004	0,426	0,351	0,310	-0,116

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

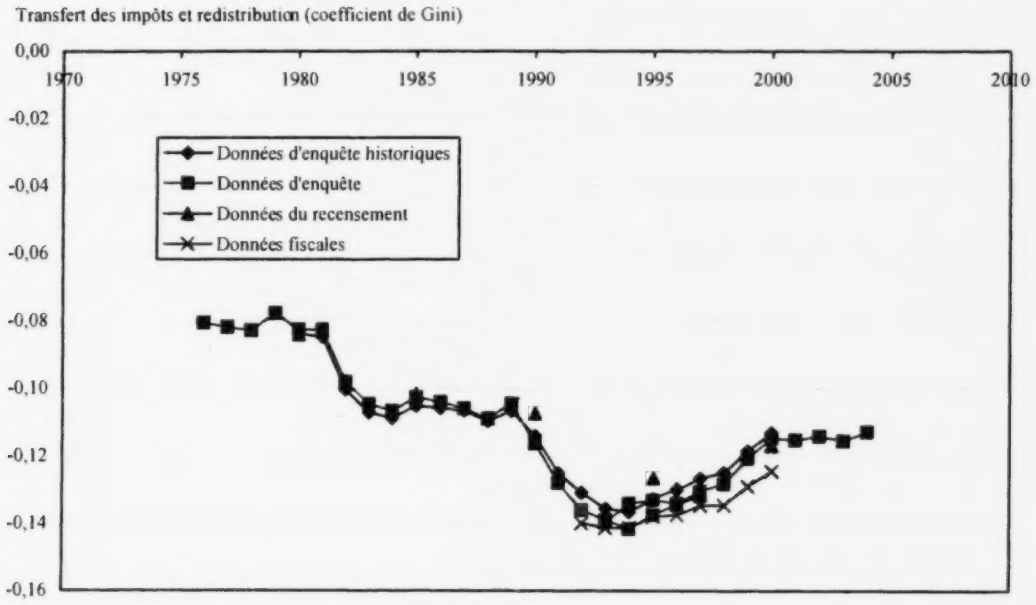
Annexe

Figure A.1-1 Coefficient de Gini de l'inégalité du revenu après impôt, diverses sources, 1976 à 2004



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, Recensement du Canada, et Estimations annuelles relatives aux familles de recensement et aux particuliers (Fichier T1 sur les familles).

Figure A.1-2 Transfert des impôts et redistribution (coefficient de Gini), diverses sources, 1976 à 2004



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, Recensement du Canada, et Estimations annuelles relatives aux familles de recensement et aux particuliers (Fichier T1 sur les familles).

Tableau A.1 Revenu après impôt par centile, revenu moyen après impôt des quintiles et des déciles supérieurs et inférieurs, 1976 à 2004

	Centile					Revenu moyen du...			
	C10	C20	C50	C80	C90	Décile inférieur	Quintile inférieur	Quintile supérieur	Décile supérieur
EFC[1]	En dollars constants de 2004								
1976	11 700	16 400	26 400	39 800	47 800	8 200	11 200	54 600	65 700
1977	11 700	16 800	27 000	40 200	48 700	7 900	11 100	52 200	60 300
1978	12 000	17 000	27 200	40 300	49 100	8 400	11 500	54 400	64 600
1979	12 200	16 800	27 500	40 600	49 200	8 400	11 500	53 600	62 700
1980	12 600	17 500	27 900	41 200	49 800	8 800	12 000	55 200	65 300
1981	12 800	17 300	27 500	41 500	50 000	9 000	12 100	54 800	64 100
1982	12 400	16 900	27 000	40 100	49 200	8 800	11 800	53 900	63 600
1983	11 900	16 100	26 200	39 800	48 400	8 500	11 300	53 700	63 900
1984	12 000	16 500	26 700	39 700	48 700	8 400	11 400	54 000	64 300
1985	12 600	16 800	27 200	40 400	49 100	8 900	11 800	54 700	65 100
1986	12 900	17 100	27 400	40 500	49 700	9 300	12 200	55 100	65 700
1987	13 000	17 200	27 300	40 900	49 800	9 300	12 300	54 900	65 000
1988	13 500	17 700	28 100	42 000	50 800	9 800	12 800	56 000	66 100
1989	14 200	18 400	28 700	42 500	51 700	10 200	13 300	56 800	67 100
1990	13 200	17 600	27 900	41 600	50 300	9 300	12 400	55 600	65 700
1991	12 600	16 900	26 500	40 300	49 200	9 000	11 900	54 900	65 600
1992	12 500	16 800	26 700	40 200	49 600	8 900	11 900	54 300	64 100
1993	12 200	16 300	26 200	39 700	48 700	8 900	11 700	54 000	64 400
1994	12 600	16 700	26 600	40 000	49 200	9 000	11 900	54 000	63 800
1995	12 200	16 500	26 400	39 900	49 000	8 800	11 600	54 700	65 600
1996	12 000	16 400	26 400	40 100	49 400	8 500	11 400	55 000	65 800
1997	11 900	16 300	26 400	40 200	49 800	8 200	11 300	54 900	65 400
EDTR[2]									
1993	12 500	16 600	26 400	40 100	49 100	9 000	11 800	54 800	65 300
1994	11 900	16 100	26 400	40 400	49 000	8 400	11 300	55 000	66 000
1995	12 300	16 600	26 800	40 300	49 400	8 300	11 400	55 200	66 100
1996	11 600	16 000	26 600	40 700	49 600	8 300	11 100	56 000	67 200
1997	11 800	16 100	26 800	41 200	50 800	8 300	11 200	57 700	69 800
1998	12 400	16 700	27 700	42 300	52 400	8 400	11 600	59 600	72 500
1999	12 800	17 300	28 600	43 700	53 600	8 600	11 900	60 700	73 300
2000	13 100	17 700	29 100	44 900	55 400	8 900	12 200	63 700	77 900
2001	13 600	18 400	30 100	46 300	57 300	9 400	12 800	66 400	81 500
2002	13 500	18 200	30 400	47 000	58 200	9 200	12 600	66 800	81 700
2003	13 600	18 200	30 500	46 900	57 800	9 300	12 700	66 200	80 600
2004	13 700	18 400	31 000	47 700	59 500	9 400	12 800	68 000	83 200

1. Enquête sur les finances des consommateurs.
2. Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.
Nota : Les chiffres concernant le revenu sont ajustés par équivalence « membres adultes ».
Sources: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Tableau A.2 Inégalité du revenu après impôt et polarisation, diverses mesures, 1976 à 2004

	Ratio (centile)				Ratio du décile supérieur au décile inférieur	Ratio du quintile supérieur au quintile inférieur	Gini	EXP[1]	Carré du CV[2]
	C90/C10	C80/C20	C90/C50	C50/C10					
EFC[3]									
1976	4,09	2,43	1,81	2,26	8,01	4,88	0,296	0,418	0,376
1977	4,16	2,39	1,80	2,31	7,63	4,70	0,281	0,413	0,273
1978	4,09	2,37	1,81	2,27	7,69	4,73	0,287	0,415	0,325
1979	4,03	2,42	1,79	2,25	7,46	4,66	0,283	0,414	0,295
1980	3,95	2,35	1,78	2,21	7,42	4,60	0,284	0,414	0,310
1981	3,91	2,40	1,82	2,15	7,12	4,53	0,282	0,413	0,297
1982	3,97	2,37	1,82	2,18	7,23	4,57	0,284	0,414	0,307
1983	4,07	2,47	1,85	2,20	7,52	4,75	0,293	0,417	0,338
1984	4,06	2,41	1,82	2,23	7,65	4,74	0,291	0,416	0,330
1985	3,90	2,40	1,81	2,16	7,31	4,64	0,288	0,415	0,333
1986	3,85	2,37	1,81	2,12	7,06	4,52	0,285	0,414	0,320
1987	3,83	2,38	1,82	2,10	6,99	4,46	0,284	0,414	0,304
1988	3,76	2,37	1,81	2,08	6,74	4,38	0,280	0,413	0,294
1989	3,64	2,31	1,80	2,02	6,58	4,27	0,277	0,412	0,294
1990	3,81	2,36	1,80	2,11	7,06	4,48	0,283	0,413	0,302
1991	3,90	2,38	1,86	2,10	7,29	4,61	0,290	0,416	0,332
1992	3,97	2,39	1,86	2,14	7,20	4,56	0,287	0,415	0,318
1993	3,99	2,44	1,86	2,15	7,24	4,62	0,292	0,416	0,337
1994	3,90	2,40	1,85	2,11	7,09	4,54	0,287	0,415	0,315
1995	4,02	2,42	1,86	2,16	7,45	4,72	0,294	0,417	0,347
1996	4,12	2,45	1,87	2,20	7,74	4,82	0,297	0,418	0,349
1997	4,18	2,47	1,89	2,22	7,98	4,86	0,298	0,418	0,342
EDTR[4]									
1993	3,93	2,42	1,86	2,11	7,26	4,64	0,291	0,416	0,327
1994	4,12	2,51	1,86	2,22	7,86	4,87	0,299	0,419	0,349
1995	4,02	2,43	1,84	2,18	7,96	4,84	0,296	0,418	0,353
1996	4,28	2,54	1,86	2,29	8,10	5,05	0,304	0,420	0,378
1997	4,31	2,56	1,90	2,27	8,41	5,15	0,309	0,422	0,405
1998	4,23	2,53	1,89	2,23	8,63	5,14	0,309	0,423	0,410
1999	4,19	2,53	1,87	2,23	8,52	5,10	0,305	0,421	0,387
2000	4,23	2,54	1,90	2,22	8,75	5,22	0,312	0,424	0,424
2001	4,21	2,52	1,90	2,21	8,67	5,19	0,313	0,424	0,437
2002	4,31	2,58	1,91	2,25	8,88	5,30	0,315	0,425	0,438
2003	4,25	2,58	1,90	2,24	8,67	5,21	0,313	0,424	0,421
2004	4,34	2,59	1,92	2,26	8,85	5,31	0,315	0,424	0,425

Tableau A.2 Inégalité du revenu après impôt et polarisation, diverses mesures, 1976 à 2004 (fin)

	Moins de 75 % du revenu médian	Entre 75 % et 150 % du revenu médian	Plus de 150 % du revenu médian	Moins de 66 % du revenu médian	Entre 66 % et 225 % du revenu médian	Plus de 225 % du revenu médian	Polarisation (*P*)
EFC							
1976	0,296	0,501	0,203	0,232	0,727	0,042	0,245
1977	0,289	0,516	0,195	0,224	0,743	0,032	0,240
1978	0,287	0,521	0,192	0,221	0,740	0,039	0,238
1979	0,299	0,512	0,189	0,233	0,731	0,036	0,239
1980	0,291	0,519	0,189	0,221	0,741	0,038	0,236
1981	0,286	0,512	0,202	0,220	0,744	0,036	0,241
1982	0,294	0,512	0,194	0,223	0,737	0,040	0,238
1983	0,303	0,489	0,208	0,234	0,722	0,044	0,250
1984	0,300	0,505	0,195	0,231	0,729	0,040	0,242
1985	0,297	0,508	0,195	0,229	0,731	0,039	0,241
1986	0,298	0,510	0,192	0,228	0,731	0,041	0,239
1987	0,296	0,505	0,199	0,222	0,735	0,043	0,242
1988	0,296	0,508	0,197	0,222	0,737	0,041	0,238
1989	0,286	0,521	0,194	0,214	0,749	0,037	0,235
1990	0,299	0,505	0,197	0,225	0,735	0,040	0,241
1991	0,295	0,498	0,207	0,219	0,734	0,047	0,247
1992	0,294	0,503	0,203	0,224	0,734	0,042	0,245
1993	0,305	0,489	0,206	0,231	0,724	0,046	0,253
1994	0,299	0,498	0,202	0,223	0,734	0,043	0,243
1995	0,303	0,492	0,205	0,227	0,726	0,047	0,250
1996	0,304	0,489	0,207	0,231	0,720	0,049	0,251
1997	0,308	0,483	0,209	0,234	0,718	0,048	0,255
EDTR							
1993	0,298	0,496	0,206	0,223	0,730	0,047	0,249
1994	0,308	0,477	0,215	0,238	0,714	0,048	0,256
1995	0,301	0,497	0,202	0,228	0,728	0,044	0,248
1996	0,317	0,472	0,211	0,244	0,707	0,049	0,260
1997	0,315	0,472	0,213	0,246	0,703	0,051	0,263
1998	0,313	0,475	0,212	0,243	0,705	0,052	0,260
1999	0,308	0,481	0,211	0,238	0,712	0,051	0,257
2000	0,309	0,476	0,215	0,241	0,706	0,053	0,261
2001	0,311	0,473	0,216	0,238	0,708	0,054	0,262
2002	0,315	0,468	0,217	0,246	0,700	0,054	0,262
2003	0,318	0,467	0,215	0,250	0,698	0,051	0,262
2004	0,312	0,473	0,214	0,248	0,696	0,056	0,265

1. Mesure exponentielle.
2. Coefficient de variation.
3. Enquête sur les finances des consommateurs.
4. Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Tableau A.3 Incidence des transferts et des impôts sur l'inégalité du revenu après impôt (Gini), 1976 à 2004

	Revenu du marché (a)	Revenu total (b)	Revenu après impôt (c)	Effet direct des transferts (b) - (c)	Effet direct des impôts après transferts (c) - (b)	Effet total des transferts et des impôts (c) - (a)
EFC[1]						
1976	0,377	0,325	0,296	-0,052	-0,028	-0,081
1977	0,363	0,310	0,281	-0,053	-0,029	-0,082
1978	0,370	0,316	0,287	-0,054	-0,029	-0,083
1979	0,361	0,312	0,283	-0,049	-0,029	-0,078
1980	0,366	0,311	0,284	-0,055	-0,027	-0,083
1981	0,365	0,310	0,282	-0,055	-0,028	-0,083
1982	0,383	0,315	0,284	-0,067	-0,031	-0,098
1983	0,398	0,326	0,293	-0,072	-0,032	-0,105
1984	0,398	0,324	0,291	-0,074	-0,033	-0,107
1985	0,390	0,319	0,288	-0,071	-0,031	-0,103
1986	0,389	0,317	0,285	-0,072	-0,032	-0,104
1987	0,390	0,318	0,284	-0,072	-0,034	-0,106
1988	0,389	0,317	0,280	-0,073	-0,036	-0,109
1989	0,381	0,312	0,277	-0,069	-0,036	-0,104
1990	0,399	0,323	0,283	-0,076	-0,040	-0,116
1991	0,418	0,331	0,290	-0,087	-0,041	-0,128
1992	0,423	0,329	0,287	-0,094	-0,042	-0,136
1993	0,431	0,333	0,292	-0,097	-0,041	-0,139
1994	0,428	0,330	0,287	-0,098	-0,044	-0,142
1995	0,431	0,338	0,294	-0,093	-0,044	-0,137
1996	0,431	0,340	0,297	-0,091	-0,044	-0,134
1997	0,429	0,341	0,298	-0,089	-0,043	-0,132
EDTR[2]						
1993	0,431	0,331	0,291	-0,100	-0,039	-0,140
1994	0,433	0,337	0,299	-0,095	-0,039	-0,134
1995	0,429	0,338	0,296	-0,091	-0,042	-0,133
1996	0,438	0,346	0,304	-0,092	-0,042	-0,134
1997	0,440	0,351	0,309	-0,089	-0,042	-0,131
1998	0,438	0,351	0,309	-0,086	-0,042	-0,128
1999	0,426	0,347	0,305	-0,079	-0,042	-0,121
2000	0,427	0,352	0,312	-0,075	-0,040	-0,115
2001	0,428	0,350	0,313	-0,078	-0,037	-0,115
2002	0,429	0,352	0,315	-0,077	-0,037	-0,114
2003	0,428	0,351	0,313	-0,077	-0,038	-0,115
2004	0,428	0,353	0,315	-0,075	-0,038	-0,113

1. Enquête sur les finances des consommateurs.
2. Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Tableau A.4 Inégalité du revenu du marché et du revenu après impôt selon diverses sources de données, 1976 to 2004

	Inégalité du revenu du marché (coefficient de Gini)				Inégalité du revenu après impôt (coefficient de Gini)				Redistribution (Gini [après impôt] moins Gini [marché])			
	Données d'enquête historiques[1]	Données d'enquête[2]	Données du recensement[3]	Données fiscales[4]	Données d'enquête historiques	Données d'enquête	Données du recensement	Données fiscales	Données d'enquête historiques	Données d'enquête	Données du recensement	Données fiscales
Année												
1976	...	0,3771	...	...	...	0,2965	...	...	...	-0,0806	...	...
1977	...	0,3633	...	...	...	0,2814	...	...	...	-0,0820	...	...
1978	...	0,3699	...	...	...	0,2870	...	...	...	-0,0829	...	...
1979	...	0,3610	...	...	...	0,2832	...	...	...	-0,0777	...	...
1980	0,3687	0,3662	0,3923	...	0,2849	0,2836	0,3083	...	-0,0838	-0,0827	-0,0840	...
1981	0,3684	0,3648	...	...	0,2837	0,2822	...	...	-0,0847	-0,0826	...	...
1982	0,3867	0,3825	...	...	0,2864	0,2845	...	...	-0,1003	-0,0980	...	...
1983	0,4015	0,3980	...	...	0,2944	0,2934	...	...	-0,1071	-0,1045	...	...
1984	0,4010	0,3977	...	...	0,2923	0,2910	...	...	-0,1087	-0,1067	...	...
1985	0,3936	0,3902	0,4157	...	0,2884	0,2875	0,3140	...	-0,1052	-0,1026	-0,1017	...
1986	0,3932	0,3894	...	...	0,2874	0,2854	...	...	-0,1058	-0,1040	...	...
1987	0,3921	0,3897	...	...	0,2856	0,2837	...	...	-0,1065	-0,1059	...	...
1988	0,3907	0,3893	...	...	0,2811	0,2804	...	...	-0,1096	-0,1089	...	...
1989	0,3849	0,3812	...	...	0,2783	0,2767	...	...	-0,1066	-0,1045	...	...
1990	0,3945	0,3992	0,4142	...	0,2806	0,2830	0,3070	...	-0,1139	-0,1162	-0,1072	...
1991	0,4123	0,4180	...	...	0,2873	0,2902	...	...	-0,1250	-0,1278	...	...
1992	0,4140	0,4228	...	0,4627	0,2832	0,2867	...	0,3228	-0,1308	-0,1361	...	-0,1399
1993	0,4213	0,4306	...	0,4770	0,2858	0,2916	...	0,3357	-0,1355	-0,1390	...	-0,1413
1994	0,4200	0,4282	...	0,4798	0,2834	0,2866	...	0,3385	-0,1366	-0,1416	...	-0,1413
1995	0,4204	0,4314	0,4458	0,4807	0,2878	0,2940	0,3194	0,3428	-0,1326	-0,1374	-0,1264	-0,1379
1996	0,4211	0,4311	...	0,4865	0,2914	0,2967	...	0,3490	-0,1297	-0,1344	...	-0,1375
1997	...	0,4294	...	0,4865	...	0,2976	...	0,3518	...	-0,1317	...	-0,1347
1993	...	0,4311	...	0,4770	...	0,2915	...	0,3357	...	-0,1397	...	-0,1413
1994	...	0,4328	...	0,4798	...	0,2988	...	0,3385	...	-0,1340	...	-0,1413
1995	...	0,4290	0,4458	0,4807	...	0,2959	0,3194	0,3428	...	-0,1330	-0,1264	-0,1379
1996	0,4263	0,4380	...	0,4865	0,2962	0,3040	...	0,3490	-0,1301	-0,1340	...	-0,1375
1997	0,4269	0,4397	...	0,4865	0,3003	0,3092	...	0,3518	-0,1266	-0,1305	...	-0,1347
1998	0,4247	0,4376	...	0,4893	0,2998	0,3094	...	0,3548	-0,1249	-0,1282	...	-0,1345
1999	0,4163	0,4259	...	0,4875	0,2978	0,3052	...	0,3585	-0,1185	-0,1207	...	-0,1290
2000	0,4140	0,4270	0,4387	0,4898	0,3009	0,3123	0,3219	0,3653	-0,1131	-0,1147	-0,1168	-0,1245
2001	...	0,4283	...	...	...	0,3131	...	...	...	-0,1152	...	...
2002	...	0,4290	...	...	...	0,3150	...	...	...	-0,1140	...	...
2003	...	0,4282	...	...	...	0,3127	...	...	...	-0,1155	...	...
2004	...	0,4279	...	...	...	0,3151	...	...	...	-0,1128	...	...
Période												
1980 à 1990	0,0258	0,0330	0,0219	...	-0,0043	-0,0005	-0,0013	...	-0,0301	-0,0335	-0,0232	...
1990 à 2000	0,0195	0,0278	0,0245	...	0,0203	0,0293	0,0149	...	0,0008	0,0015	-0,0096	...
1993 à 2000	-0,0073	-0,0035	...	0,0128	0,0151	0,0207	...	0,0296	0,0224	0,0242	...	0,0168

... n'ayant pas lieu de figurer

1. Les données proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu avant la dernière dernière repondération (en 2003). Voir Frenette, Green et Picot (2004), tableau 1.
2. Les données proviennent de l'Enquête sur les finances des consommateurs et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu après la dernière repondération (décrite dans Lathe, 2005). Calcul de l'auteur.
3. Les données proviennent des Recensements du Canada de 1981 à 2001. Voir Frenette, Green et Milligan (2006), tableau 1.
4. Les données proviennent du Fichier T1 sur les familles. Voir Frenette, Green et Picot (2004), tableau 2.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, Recensement du Canada, et Estimations annuelles relatives aux familles de recensement et aux particuliers (Fichier T1 sur les familles).

Bibliographie

Banting, Keith G. 2005. « Do we know where we are going? The new social policy in Canada ». *Canadian Public Policy*. 31, 4 : 421–430.

Battle, Ken, Michael Mendelson et Sherri Torjman. 2005. « The modernization mantra: Toward a new architecture for Canada's adult benefits ». *Canadian Public Policy*. 31, 4 : 431–438.

Beach, Charles M., et George A. Slotsve. 1996. « Are We Becoming Two Societies? Income Polarization and the Myth of the Declining Middle Class in Canada ». Toronto : Institut C.D. Howe.

Bracewell-Milnes, Barry. 1979. « Measurement of tax progressivity: A comment ». *The Economic Journal*. 89, 355 : 648–651.

Finnie, Ross. 1997. « Stasis and change: Trends in earnings levels and inequality, 1982-92 ». *Canadian Business Economics*. 5, 4 : 84–107.

Frank, Robert H. 2005. « Positional externalities cause large and preventable welfare losses ». *American Economic Review*. 95, 2 : 137–141.

Frenette, Marc, David A. Green et Garnett Picot. 2004. *Croissance de l'inégalité du revenu pendant les années 1990 : exploration de trois sources de données*. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2004219 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Frenette, Marc, David A. Green et Kevin Milligan. 2006. *Nouvelle analyse des tendances récentes de l'inégalité du revenu après impôt au Canada au moyen des données de recensement*. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2006274 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Garfinkel, Irwin, Lee Rainwater et Timothy M. Smeeding. 2005. « Welfare State Expenditures and the Redistribution of Well-being: Children, Elders and Others in Comparative Perspective ». Luxembourg Income Study Working Paper No. 387. Luxembourg : Luxembourg Income Study.

Green, David A., et Jonathan R. Kesselman (rév.). 2006. « Dimensions of Inequality in Canada ». Vancouver, C.-B. : UBC Press.

Heisz, Andrew, Andrew Jackson et Garnett Picot. 2001. « Distributional outcomes in Canada in the 1990s ». Dans *The Longest Decade: Canada in the 1990s*. Vol. 1. Keith Banting, Andrew Sharpe et France St-Hilaire (rév.). Ottawa : Centre d'étude des niveaux de vie et Montréal : Institut de recherche en politiques publiques.

Jenkins, Stephen. 1991. « The measurement of income inequality ». Dans *Economic Inequality and Poverty: International Perspectives*. Lars Osberg (rév.). Armonk, N.Y. : ME Sharpe, Inc. 3–38.

Kakwani, Nanak C. 1977. « Measurement of tax progressivity: An international comparison ». *The Economic Journal.* 87, 345 : 71–80.

Kenworthy, Lane, et Jonas Pontusson. 2005. « Rising Inequality and the Politics of Redistribution in Affluent Countries ». Luxembourg Income Study Working Paper No. 400. Luxembourg : Luxembourg Income Study.

Kesselman, Jonathan R., et Ron Cheung. 2006. « Taxation impacts on inequality in Canada: Methodologies and findings ». Dans *Dimensions of Inequality in Canada.* Jonathan R. Kesselman et David A. Green (rév.). Vancouver, C.-B. : UBC Press.

Lathe, Heather. 2005. *Enquête sur la dynamique du travail et du revenu : révision historique de 2003.* Série de documents de recherche – Revenu. N° 75F0002MIF2005009 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Mahler, Vincent A., et David K. Jesuit. 2005. « Fiscal Redistribution in the Developed Countries: New Insights from the Luxembourg Income Study ». *Socio-Economic Review.* 4, 3 : 483–511.

Morissette, René, et Feng Hou. 2006. « Le chômage depuis 1971 ». *L'emploi et le revenu en perspective.* 7, 5 : 12–18 (mai). N° 75-001-XIF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Morissette, René, John Myles et Garnett Picot. 1994. « Earnings inequality and the distribution of working time in Canada ». *Canadian Business Economics.* 2, 3 : 3–16.

Myles, John. 2000. *La maturation du système de revenu de retraite du Canada : niveaux de revenu, inégalité des revenus et faibles revenus chez les gens âgés.* Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2000147 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Conseil national du bien-être social. 2006. *Revenus de bien-être social, 2005.* Vol. n° 125. No de cat. SD25-2/2005F-PDF. Ottawa : Conseil national du bien-être social.

Osberg, Lars, and Kuan Xu. 1997. « International Comparisons of Poverty Intensity: Index Decomposition and Bootstrap Inferences ». Luxembourg Income Study Working Paper No. 165. Luxembourg: Luxembourg Income Study.

Picot, Garnett. 1998. « Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90 ». *L'observateur économique canadien.* Septembre : 3.1–3.18. N° 11-010-XPB au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Picot, Garnett, et John Myles. 2005. *L'inégalité du revenu et le faible revenu au Canada : une perspective internationale.* Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2005240 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Picot, Garnett, René Morissette et John Myles. 2001. *Intensité des faibles revenus au cours des années 90 : le rôle de la croissance économique, des revenus d'emploi et des transferts sociaux.* Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 11F0019MIF2003172 au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Rashid, Abdul. 1998. « L'inégalité du revenu familial, 1970-1995 ». *L'emploi et le revenu en perspective*. 10, 4 : 13–18 (hiver). N° 75-001-XPF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Statistique Canada. 2003. *Programmes de revenu de retraite au Canada : un aperçu statistique (1990-2000)*. Division de la statistique du revenu. Progamme sur les pensions et le patrimoine. No 74-507-XIF au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Wolfson, Michael. 1986. « Stasis amid change—income inequality in Canada, 1965-1983 ». *Review of Income & Wealth*. 32, 4 : 337–369.

Wolfson, Michael. 1997. « Divergent inequalities: Theory and empirical results ». *Review of Income & Wealth*. 43, 4 : 401–421.

Wolfson, Michael, et Brian Murphy. 2000. « Inégalités de revenu en Amérique du Nord : le 49e parallèle a-t-il encore de l'importance? ». *L'observateur économique canadien*. Août : 3.1–3.24. N° 11-010-XPB au catalogue. Ottawa : Statistique Canada.

Wolfson, Michael et Brian Murphy. 1998. « New views on inequality trends in Canada and the United States ». *Monthly Labour Review*. 121, 4 : 3–23.

Zyblock, Myles. 1996. « Why is Family Market Inequality Increasing in Canada? Examining the Effects of Aging, Family Formation, Globalization and Technology ». Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique. Document de travail W-96-11E. Ottawa : Développement des ressources humaines Canada.

DIRECTION DES ÉTUDES ANALYTIQUES
DOCUMENTS DE RECHERCHE

N^O 1 *Réaction comportementale dans le contexte d'une simulation micro-analytique socio-économique* ***par Lars Osberg (Avril 1986)***

N^O 2 *Chômage et formation* ***par Garnett Picot (1987)***

N^O 3 *Des pensions aux personnes au foyer et leur répartition sur la durée du cycle de vie* ***par Michael C. Wolfson (Août 1987)***

N^O 4 *La modélisation des profils d'emploi des Canadiens au cours de leur existence* ***par Garnett Picot (Hiver 1986)***

N^O 5 *Perte d'un emploi et adaptation au marché du travail dans l'économie canadienne* ***par Garnett Picot et Ted Wannell (1987)***

N^O 6 *Système de statistiques relatives à la santé : Proposition d'un nouveau cadre théorique visant l'intégration de données relatives à la santé* ***par Michael C. Wolfson (Mars 1990)***

N^O 7 *Projet-pilote de raccordement micro-macro pour le secteur des ménages au Canada* ***par Hans J. Adler et Michael Wolfson (Août 1987)***

N^O 8 *Notes sur les groupements de sociétés et l'impôt sur le revenu au Canada* ***par Michael C. Wolfson (Octobre 1987)***

N^O 9 *L'expansion de la classe moyenne : Données canadiennes sur le débat sur la déqualification* ***par John Myles (Automne 1987)***

N^O 10 *La montée des conglomérats* ***par Jorge Niosi (1987)***

N^O 11 *Analyse énergétique du commerce extérieur canadien : 1971 et 1976* ***par K.E. Hamilton (1988)***

N^O 12 *Taux nets et bruts de concentration des terres* ***par Ray D. Bollman et Philip Ehrensaft (1988)***

N^O 13 *Tables de mortalité en l'absence d'une cause pour le Canada (1921 à 1981) : Une méthode d'analyse de la transition épidémiologique* ***par Dhruva Nagnur et Michael Nagrodski (Novembre 1987)***

N^O 14 *Distribution de la fréquence d'occurrence des sous-séquences de nucléotides, d'après leur capacité de chevauchement* ***par Jane F. Gentleman et Ronald C. Mullin (1988)***

N^O 15 *L'immigration et le caractère ethnolinguistique du Canada et du Québec* ***par Réjean Lachapelle (1988)***

N^O 16 *Intégration de la ferme au marché extérieur et travail hors ferme des membres des ménages agricoles* ***par Ray D. Bollman et Pamela Smith (1988)***

N^O 17 *Les salaires et les emplois au cours des années 1980 : Évolution des salaires des jeunes et déclin de la classe moyenne* ***par J. Myles, G. Picot et T. Wannell (Juillet 1988)***

N^O 18 *Profil des exploitants agricoles dotés d'un ordinateur* ***par Ray D. Bollman (Septembre 1988)***

N^O 19 *Répartitions des risques de mortalité : Une analyse de tables de mortalité* ***par Geoff Rowe (Juillet 1988)***

N^O 20 *La classification par industrie dans le recensement canadien des manufactures : Vérification automatisée à l'aide des données sur les produits* ***par John S. Crysdale (Janvier 1989)***

N^O 21 *Consommation, revenus et retraite* ***par A.L. Robb et J.B. Burbridge (1989)***

N^O 22 *Le renouvellement des emplois dans le secteur manufacturier au Canada* ***par John R. Baldwin et Paul K. Gorecki (Été 1989)***

N^O 23 *La dynamique des marchés concurrentiels* ***par John R. Baldwin et Paul K. Gorecki (1990)***

- A. *Entrée et sortie d'entreprises dans le secteur manufacturier au Canada*
- B. *Mobilité à l'intérieur des branches d'activité dans le secteur manufacturier au Canada*
- C. *Mesure de l'entrée et de la sortie dans le secteur manufacturier au Canada : Méthodologie*
- D. *Effet de la libre concurrence sur la productivité : Rôle de la rotation des entreprises et des usines*
- E. *Les fusions et le processus concurrentiel*
- F. *n/a*
- G. *Les statistiques de concentration comme prédicteurs du degré de concurrence*
- H. *Le rapport entre la mobilité et la concentration dans le secteur manufacturier au Canada*

N^O 24 *Améliorations apportées au SAS de l'ordinateur central en vue de faciliter l'analyse exploratoire des données* ***par Richard Johnson, Jane F. Gentleman et Monica Tomiak (1989)***

N^O 25 *Aspects de l'évolution du marché du travail au Canada : Mutations intersectorielles et roulement de la main-d'oeuvre* ***par John R. Baldwin et Paul K. Gorecki (1989)***

N^O 26 *L'écart persistant : Étude de la différence dans les gains des hommes et des femmes qui ont récemment reçu un diplôme d'études postsecondaires* ***par Ted Wannell (1989)***

N^O 27 *Estimation des pertes de sol sur les terres agricoles à partir des données du recensement de l'agriculture sur les superficies cultivées* ***par Douglas F. Trant (1989)***

N^O 28 *Les bons et les mauvais emplois et le déclin de la classe moyenne : 1967-1986* ***par Garnett Picot, John Myles et Ted Wannell (1990)***

N^O 29 *Données longitudinales sur la carrière relatives à certaines cohortes de fonctionnaires, 1978-1987* ***par Garnett Picot et Ted Wannell (1990)***

N^O 30 *L'incidence des revenus sur la mortalité sur une période de vingt-cinq ans* ***par Michael Wolfson, Geoff Rowe, Jane F. Gentleman et Monica Tomiak (1990)***

N^O 31 *Réaction des entreprises à l'incertitude des prix : La stabilisation tripartite et l'industrie des bovins dans l'ouest du Canada* ***par Theodore M. Horbulyk (1990)***

N^O 32 *Méthodes de lissage pour microdonnées longitudinales simulées* ***par Jane F. Gentleman, Dale Robertson et Monica Tomiak (1990)***

N^O 33 *Tendances des investissements directs canadiens à l'étranger* ***par Paul K. Gorecki (1990)***

N^O 34 *POHEM - une approche inédite pour l'estimation de l'espérance de vie corrigée en fonction de l'état de santé* ***par Michael C. Wolfson (1991)***

N^O 35 *Emploi et taille des entreprises au Canada : Les petites entreprises offrent-elles des salaires inférieurs?* ***par René Morissette (1991)***

N^O 36 *Distinguer les caractéristiques des acquisitions étrangères en haute technologie dans le secteur manufacturier canadien* ***par John R. Baldwin et Paul K. Gorecki (1991)***

N^O 37 *Efficience des branches d'activité et roulement des établissements dans le secteur canadien de la fabrication* ***par John R. Baldwin (1991)***

N^O 38 *Le vieillissement de la génération du baby boom : Effets sur le secteur public du Canada* ***par Brian B. Murphy et Michael C. Wolfson (1991)***

N^O 39 *Tendances dans la répartition de l'emploi selon la taille des employeurs : Données canadiennes récentes* ***par Ted Wannell (1991)***

N^O 40 *Les petites collectivités du Canada atlantique : Structure industrielle et caractéristiques du marché du travail au début des années 80* ***par Garnett Picot et John Heath (1991)***

N^O 41 *La répartition des impôts et des transferts fédéraux et provinciaux dans le Canada rural* ***par Brian B. Murphy (1991)***

N^O 42 *Les multinationales étrangères et les fusions au Canada* ***par John Baldwin et Richard Caves (1992)***

N^O 43 *Recours répétés à l'assurance-chômage* ***par Miles Corak (1992)***

N^O 44 *POHEM -- Un cadre permettant d'expliquer et de modéliser la santé de populations humaines* ***par Michael C. Wolfson (1992)***

N^O 45 *Analyse de modèle de l'espérance de vie en santé de la population : Une approche fondée sur la microsimulation* ***par Michael C. Wolfson et Kenneth G. Manton (1992)***

N^O 46 *Revenus de carrière et décès : Une analyse longitudinale de la population âgée masculine du Canada* ***par Michael C. Wolfson, Geoff Rowe, Jane Gentleman et Monica Tomiak (1992)***

N^O 47 *Tendances longitudinales dans la durée des recours à l'assurance-chômage au Canada* ***par Miles Corak (1992)***

N^O 48 *La dynamique du mouvement des entreprises et le processus concurrentiel* ***par John Baldwin (1992)***

N^O 49 *Élaboration de données-panel longitudinales à partir de registres des entreprises : Observations du Canada* ***par John Baldwin, Richard Dupuy et William Penner (1992)***

N^O 50 *Le calcul de l'espérance de vie ajustée sur la santé pour une province canadienne à l'aide d'une fonction d'utilité multiattribut : Un premier essai* ***par J.-M. Berthelot, R. Roberge et M. C. Wolfson (1992)***

N^O 51 *Mesure de la robustesse des barrières à l'entrée* ***par J. R. Baldwin et M. Rafiquzzaman (1993)***

N^O 52 *Les multinationales au Canada : Caractéristiques et facteurs déterminants* ***par Paul K. Gorecki (1992)***

N^O 53 *La persistance du chômage : Dans quelle mesure l'attribuer aux prestations d'assurance-chômage de prolongation fondée sur le taux de chômage régional* ***par Miles Corak et Stephen Jones (1993)***

N^O 54 *Variations cycliques de la durée des périodes de chômage* ***par Miles Corak (1992)***

N^O 55 *Licenciements et travailleurs déplacés : Variations cycliques, secteurs les plus touchés et expériences après le licenciement* ***par Garnett Picot et Wendy Pyper (1993)***

N^O 56 *La durée du chômage en période d'expansion et de récession* ***par Miles Corak (1993)***

N^O 57 *Obtenir un emploi en 1989-1990 au Canada* ***par René Morissette (1993)***

N^O 58 *L'appariement de données échantillonnales et administratives en vue d'étudier les déterminants de la santé* ***par P. David, J.-M. Berthelot et C. Mustard (1993)***

N^O 59 *Maintenir la comparabilité dans le temps des classifications par industrie* ***par John S. Crysdale (1993)***

N^O 60 *L'inégalité des gains au Canada : Le point sur la situation* ***par R. Morissette, J. Myles et G. Picot (Juin 1994)***

N^O 61 *Changement structurel dans le secteur canadien de la fabrication (1970-1990)* ***par J. Baldwin et M. Rafiquzzaman (Juillet 1994)***

N^O 62 *Effets dissuasifs de l'assurance-chômage sur le marché du travail canadien : Un survol* ***par M. Corak (Janvier 1994)***

N^O 63 *Expériences récentes des jeunes sur le marché du travail au Canada* ***par Gordon Betcherman et René Morissette (Juillet 1994)***

N^O 64 *Comparaison de la création et de la disparition d'emplois au Canada et aux États-Unis* ***parJohn Baldwin, Timothy Dunne et John Haltiwanger (Juillet 1994)***

N^O 65 *Heures de travail hebdomadaire au Canada : Le point sur la situation* ***par René Morissette et Deborah Sunter (Juin 1994)***

N^O 66 *Mesures d'inégalité divergentes -- Théorie, résultats empiriques et recommandations* ***par Michael C. Wolfson (Mai 1995)***

N^O 67 *XEcon: Un modèle évolutif expérimental de croissance économique* ***par Michael C. Wolfson (Juin 1995)***

N^O 68 *L'écart entre les gains des hommes et ceux des femmes ayant récemment obtenu un diplôme d'études postsecondaires, 984-92* ***par Ted Wannell et Nathalie Caron (Novembre 1994)***

N^O 69 *Regard sur les groupes d'équité en matière d'emploi chez ceux ayant récemment obtenu un diplôme d'études postsecondaires : minorités visibles, peuples autochtones et personnes limitées dans leurs activités quotidiennes* ***par Ted Wannell et Nathalie Caron (Novembre 1994)***

N^O 70 *Les créations d'emplois par les petits producteurs du secteur manufacturier canadien* ***par John Baldwin et Garnett Picot (Novembre 1994)***

N^O 71 *La part des nouveaux emplois créés au Canada par les petites entreprises est-elle disproportionnée? Réévaluation des faits* ***par G. Picot, J. Baldwin et R. Dupuy (Novembre 1994)***

N^O 72 *Adaptation par sélection et adaptation évolutive : Apprentissage et performance après l'entrée* ***par J. Baldwin et M. Rafiquzzaman (Mai 1995)***

N^O 73 *Stratégie des entreprises innovatrices et non innovatrices au Canada* ***par J. Baldwin et J. Johnson (Février 1995)***

N^O 74 *Développement du capital humain et innovation : La formation dans les petites et moyennes entreprises* ***par J. Baldwin et J. Johnson (Mars 1995)***

N^O 75 *Utilisation des technologies et transformation industrielle : Perspectives empiriques* ***par John Baldwin, Brent Diverty et David Sabourin (Août 1995)***

N^O 76 *L'innovation : La clé de la réussite des petites entreprises* ***par John R. Baldwin (Février 1995)***

N^O 77 *Le chaînon manquant -- Données sur l'élément demande des marchés du travail* ***par Lars Osberg (Avril 1995)***

N^O 78 *Restructuration du secteur manufacturier canadien 1970 à 1990 : Renouvellement de l'emploi selon le secteur industriel et la région* ***par J. Baldwin et M. Rafiquzzaman (Juillet 1995)***

N^O 79 *Capital humain et emploi du temps* ***par Frank Jones (Juin 1995)***

N^O 80 *Pourquoi l'inégalité des gains hebdomadaires a-t-elle augmenté au Canada?* ***par René Morissette (Juillet 1995)***

N^O 81 *Statistiques socio-économiques et politique publique : Nouveau rôle pour les modèles de Microsimulation* ***par Michael C. Wolfson (Juillet 1995)***

N^O 82 *Transferts sociaux, variations dans la structure familiale et faible revenu chez les enfants* ***par Garnett Picot et John Myles (Septembre 1995)***

N^O 83 *Mesures alternatives de la durée moyenne du chômage* ***par Miles Corak et Andrew Heisz (Octobre 1995)***

N^O 84 *Guide de l'utilisateur la durée du chômage* ***par Miles Corak et Andrew Heisz (Décembre 1995)***

N^O 85 *Utilisation des technologies de pointe dans les établissements de fabrication* ***par John R. Baldwin et Brent Diverty (Novembre 1995)***

N^O 86 *L'utilisation de la technologie, la formation et les connaissances spécifiques dans les établissements de fabrication* ***par John R. Baldwin, Tara Gray et Joanne Johnson (Décembre 1995)***

N^O 87 *Croissance de la productivité, transfert de parts de marché et restructuration dans le secteur canadien de la fabrication* ***par John R. Baldwin (Novembre 1995)***

N^O 88 *Les petits producteurs ont-ils été le moteur de la croissance du secteur manufacturier canadien au cours des années 1980?* ***par John R. Baldwin (Octobre 1996)***

N^O 89 *Mobilité intergénérationnelle du revenu des hommes au Canada* ***par Miles Corak et Andrew Heisz (Janvier 1996)***

N^O 90 *L'évolution des cotisations sociales au Canada: 1961 – 1993* ***par Zhengxi Lin, Garnett Picot et Charles Beach (Février 1996)***

N^O 91 *Le projet d'appariement du Recensement et des fichiers de soins de santé du Manitoba : Composante des ménages privés* ***par Christian Houle, Jean-Marie Berthelot, Pierre David,Cam Mustard, L. Roos et M.C. Wolfson (Mars 1996)***

N^O 92 *Avantages salariaux d'origine technologique dans les établissements canadiens de fabrication pendant les années 1980* ***par John R. Baldwin, Tara Gray et Joanne Johnson (Janvier 1997)***

N^O 93 *Création d'emplois selon la taille des entreprises : Concentration et persistance des gains et pertes d'emplois dans les entreprises canadiennes* ***par Garnett Picot et Richard Dupuy (Avril 1996)***

N^O 94 *Aspects longitudinaux de l'inégalité des revenus au Canada* ***par René Morissette et Charles Bérubé (Juillet 1996)***

N^O 95 *Évolution de la durée et de la stabilité de l'emploi au Canada* ***par Andrew Heisz (Novembre 1996)***

N^O 96 *Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?* ***par Garnett Picot, Zhengxi Lin (Août 1997)***

N^O 97 *L'effectif et l'afflux de chômeurs* ***par Michael Baker, Miles Corak et Andrew Heisz (Septembre 1996)***

N^O 98 *L'incidence de la technologie et du commerce sur les écarts salariaux entre les travailleurs de la production et la main-d'oeuvre indirecte dans le secteur manufacturier canadien* ***par John R. Baldwin et Mohammed Rafiquzzaman (Mai 1998)***

N^O 99 *Utilisation de POHEM pour l'estimation des coûts médicaux directs associés à la pratique actuelle du traitement du cancer du poumon ainsi que pour l'évaluation économique de nouveaux traitements* **par C. Houle, B.W. Will, J.-M. Berthelot et W.K. Evans (Mai 1997)**

N^O 100 *Une enquête expérimentale canadienne visant à établir le lien entre les pratiques au lieu de travail et la condition des employés : Raisons de sa nécessité et description de son fonctionnement* **par Garnett Picot, Ted Wannell (Mai 1997)**

N^O 101 *L'activité innovatrice dans les établissements canadiens de transformation des aliments : L'importance des pratiques d'ingénierie,* **par John Baldwin et David Sabourin (Novembre 1999)**

N^O 102 *Différences dans les stratégies et le rendement de divers types d'innovateurs* **par John R. Baldwin et Joanne Johnson (Décembre 1997)**

N^O 103 *Les mises à pied permanentes au Canada : Vue d'ensemble et analyse longitudinale* **par Garnett Picot, Zhengxi Lin et Wendy Pyper (Septembre 1997)**

N^O 104 *Travailler plus? Travailler moins? Que préferent les travailleurs canadiens?* **par Marie Drolet et René Morissette (Mai 1997)**

N^O 105 *Croissance de l'utilisation des technologies de pointe dans le secteur canadien de la fabrication durant les années 90* **par John Baldwin, Ed Rama et David Sabourin (Le 14 décembre 1999)**

N^O 106 *Mouvements de la main-d'œuvre et adaptation au marché du travail en Ontario de 1978 à 1993* **par Zhengxi Lin et Wendy Pyper (Octobre 1997)**

N^O 107 *Importance de la recherche et du développement sur l'aptitude à innover des petites et des grandes entreprises manufacturières canadiennes* **par John R. Baldwin (Septembre 1997)**

N^O 108 *Concurrence internationale et performance industrielle : allocation optimale, production optimale et turbulence* **par John R. Baldwin et Richard E. Caves (Octobre 1997)**

N^O 109 *Les dimensions de l'inégalité salariale chez les Autochtones* **par Rachel Bernier (Décembre 1997)**

N^O 110 *Existe-t-il des liens entre la performance économique, les paiements de transfert, l'inégalité et le faible revenu?* **par Myles Zyblock et Zhengxi Lin (Décembre 1997)**

N^O 111 *L'effet de levier financier des entreprises : Une comparaison entre le Canada et les É.-U., 1961-1996* **par Myles Zyblock (Décembre 1997)**

N^O 112 *Explication du relèvement de la prime liée à l'âge* **par Constantine Kapsalis (Juillet, 1998)**

N^O 113 *Mobilité intergénérationnelle des gains et du revenu des hommes au Canada : Étude basée sur les données longitudinales de l'impôt sur le revenu* **par Miles Corak et Andrew Heisz (Septembre, 1998)**

N^O 114 *Canadiens nés à l'étranger et Canadiens de naissance : une comparaison de la mobilité interprovinciale de leur main- d'œuvre* **par Zhengxi Lin (Septembre 1998)**

N^O 115 *Modes de vie et surpeuplement des logements : la situation des immigrants âgés au Canada, 1991* **par K.G. Basavarajappa (Septembre 1998)**

N^O 116 *Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90?,* **par Garnett Picot (Juillet 1998)**

N^O 117 *Les facteurs déterminants des retards en matière d'adoption des technologies de fabrication de pointe* **par John R. Baldwin et Mohammed Rafiquzzaman (Août 1998)**

N^O 118 *La productivité du travail dans les établissements de fabrication au Canada sous contrôle canadien et étranger* ***par John R. Baldwin et Naginder Dhaliwal (Mars 2000)***

N^O 119 *L'adoption de la technologie au Canada et aux États-Unis* ***par John R. Baldwin et David Sabourin (Août 1998)***

N^O 120 *Existe-t-il des secteurs d'activité de haute technologie ou seulement des entreprises de haute technologie? Étude basée sur les nouvelles entreprises axées sur la technologie* ***par John R. Baldwin et Guy Gellatly (Décembre 1998)***

N^O 121 *Un portrait des entrées et des sorties* ***par John Baldwin (Juin 1999)***

N^O 122 *Les déterminants des activités d'innovation dans les entreprises de fabrication canadiennes : le rôle des droits de propriété intellectuelle* ***par John R. Baldwin, David Sabourin et Petr Hanel (Mars 2000)***

N^O 123 *L'innovation et la formation dans les nouvelles entreprises* ***(John Baldwin)***

N^O 124 *Une nouvelle perspective des tendances de l'inégalité des revenus au Canada et aux États-Unis* ***par Michael C. Wolfson et Brian Murphy (Août 1998 et Octobre 1999)***

N^O 125 *L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations* ***par Zhengxi Lin (Septembre 1998)***

N^O 126 *Les ordinateurs, les télécopieurs et les salaires au Canada : Qu'est-ce qui compte vraiment?* ***par René Morissette et Marie Drolet (Octobre 1998)***

N^O 127 *Comprendre le processus d'innovation : l'innovation dans les industries de services dynamiques* ***par Guy Gellatly et Valerie Peters (Décembre 1999)***

N^O 128 *Données canadiennes récentes sur la qualité des emplois selon la taille des entreprises* ***par Marie Drolet et René Morissette (Novembre 1998)***

N^O 129 *Distribution, inégalité et concentration des revenus chez les immigrants âgés au Canada, 1990* ***par K.G. Basavarajappa (Avril 1999)***

N^O 130 *Dynamique et inégalité des revenus chez les hommes au Canada, 1976-1992 : Analyse fondée sur des dossiers fiscaux longitudinaux* ***par Michael Baker et Gary Solon (Février 1999)***

N^O 131 *L'incidence de la scolarité et l'écart salarial grandissant entre les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés* ***par C. Kapsalis, R. Morissette et G. Picot (Mars 1999)***

N^O 132 *Qu'est-ce qui explique les mouvements des enfants vers la situation de faible revenu et hors de celle-ci, les changements de situation sur le marché du travail ou le mariage et le divorce?* ***par G. Picot, M. Zyblock et W. Pyper (Mars 1999)***

N^O 133 *L'accroissement de l'emploi autonome en période de chômage élevé : Analyse empirique des faits récents survenus au Canada* ***par Zhengxi Lin, Janice Yates et Garnett Picot (Mars 1999)***

N^O 134 *Dynamique de la création et de la disparition d'emplois autonomes au Canada* ***par Zhengxi Lin, Garnett Picot et Janice Yates (Mars 1999)***

N^O 135 *Décès et divorce : les conséquences à long terme de la perte parentale chez les adolescents* ***par Miles Corak (Juin 9 1999)***

N^O 136 *Annuler*

N^O 137 *Innovation, formation et réussite* ***par John Baldwin (Octobre 1999)***

N°138 *L'évolution de la protection offerte par les pensions aux travailleurs jeunes et plus âgés au Canada* ***par René Morissette et Marie Drolet (Décembre 1999)***

N°139 *La concurrence des importations et la puissance sur le marché : le cas du Canada* ***par Aileen J. Thompson (avril 2000)***

N°140 *Taux de féminité des professions et salaires : pourquoi le Canada diffère-t-il des États-Unis?* ***par Michael Baker et Nicole Fortin (Juillet, 2000)***

N°141 *Passage des études au travail chez les diplômés des universités canadiennes : durée de recherche d'un premier emploi, 1982-1990,* ***Julian Betts, Christopher Ferrall et Ross Finnie (Décembre 2000)***

N°142 *Qui sont les migrants? Analyse de la migration interprovinciale au Canada fondée sur un modèle logit par panel,* ***par Ross Finnie (Août 2000)***

N°143 *Différences de profils entre innovateurs et non-innovateurs : Les petits établissements du secteur des services aux entreprises* ***par Guy Gellatly (Décembre 1999)***

N°144 *Transferts sociaux, gains et intensité des faibles revenus dans les familles canadiennes avec des enfants, 1981 à 1996: Mise en évidence des progrès récents de la mesure des faibles revenus* ***par John Myles et Garnett Picot (Mars 2000)***

N°145 *Dans quelle mesure le chômage au Canada est-il structurel ?* ***par Lars Osberg et Zhengxi Lin (Octobre 2000)***

N°146 *Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils exposés au faible revenu ?* ***par René Morissette et Marie Drolet (Mars 2000)***

N°147 *La maturation du système de revenu de retraite du Canada : Niveaux de revenu, inégalité des revenus et faibles revenus chez les gens âgés* ***par John Myles (Le 6 mars 2000)***

N°148 *Le marché du travail des années 1990* ***par Garnett Picot et Andrew Heisz (Avril 2000)***

N°149 *Réexamen des charges sociales au Canada : structure, paramètres législatifs et tendances récentes* ***par Zhengxi Lin (Août 2001)***

N°150 *Analyse empirique des tendances sur le plan de la diversification des sociétés au Canada* ***par John R. Baldwin, Desmond Beckstead, Guy Gellatly et Alice Peters (Juin 2000)***

N°151 *Les multinationales et le processus d'innovation au Canada* ***par John R. Baldwin et Petr Hanel (Juin 2000)***

N°152 *Les jeunes ruraux : Rester, quitter, revenir* ***par Richard Dupuy, Francine Mayer et René Morissette (Le 5 septembre, 2000)***

N°153 *Taux d'emploi et participation à la vie active des Canadiennes vivant en milieu rural,* ***par Euan Phimister, Esperanza Vera-Toscano, Alfons Weersink (Janvier 2001)***

N°154 *La formation comme stratégie en matière de ressources humaines : La réaction aux pénuries de personnel et au changement technologique,* ***par John R. Baldwin et Valerie Peters (Avril, 2001)***

N°155 *Durée d'occupation des emplois, mobilité des travailleurs et marché du travail des jeunes dans les années 1990* ***par G. Picot, A. Heisz et A. Nakamura (Mars 2001)***

N°156 *Incidence du commerce international sur les salaires des Canadiens,* ***par Omar Zakhilwal (Janvier 2000)***

N°157 *L'écart persistant : Nouvelle évidence empirique concernant l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Canada,* ***par Marie Drolet (Janvier 2001)***

N°158 *À la recherche des contraintes intergénérationnelles d'emprunt chez les hommes canadiens : tests de régression par quantile et de régression des moindres carrés pour les contraintes impératives d'emprunt,* ***par Nathan D. Grawe (Janvier 2001)***

N°159 *Influences intergénérationnelles sur la perçpetion de prestations d'assurance-chômage au Canada et en Suède,* ***par Miles Corak, Bjorn Gustafsson et Torun Österberg (Janvier 2001)***

N°160 *Inégalités entre les quartiers des villes canadiennes,* ***par J. Myles, G. Picot et W. Pyper (le 13 décembre 2000)***

N°161 Annulé

N°162 *Évolution de la stabilité d'emploi au Canada : tendances et comparaisons avec les résultats américains,* ***par Andrew Heisz et Mark Walsh (16 octobre 2002)***

N°163 *L'incidence de la mobilité interprovinciale sur les gains des particuliers : estimations de modèles par panel pour le Canada,* ***par Ross Finnie (Octobre 2001)***

N°164 *Résultats sur le marché du travail des diplômés récents des universités canadiennes : analyse longitudinale intercohortes,* ***par Ross Finnie (mars 2002)***

N°165 *Innovation et connectivité : La nature des liaisons entre les marchés et les réseaux d'innovation dans les industries manufacturières au Canada,* ***par John Baldwin et Alice Peters (Mai 2001)***

N°166 *Évaluation de la déclaration des prestations d'a.-e. et d'a.s. dans le cadre de l'EDTR,* ***par Constantine Kapsalis (Août 2001)***

N°167 Annulé

N°168 *Améliorer la salubrité des aliments et la productivité : Utilisation de la technologie dans le secteur de la transformation des aliments au Canada,* ***John R. Baldwin et David Sabourin (Mai 2002)***

N°169 *Dynamique du secteur canadien de la fabrication dans les régions métropolitaines et rurales,* ***John R. Baldwin et Mark Brown avec l'aide de Tara Vinodrai (Novembre 2001)***

N°170 *Perspectives des bacheliers de la Colombie-Britannique sur le plan des revenus,* ***Andrew Heisz (Mai 2001)***

N°171 *Les enfants se portent-ils bien? Mobilité intergénérationnelle et bien-être de l'enfant au Canada,* ***Miles Corak (Octobre, 2001)***

N°172 *Intensité des faibles revenus au cours des années 90 : Le rôle de la croissance économique, des revenus d'emploi et des transferts sociaux* ***G. Picot, R. Morissette, J. Myles (24 janvier 2003)***

N°173 *Entraves à l'adoption des technologies de pointe pour les fabricants canadiens,* ***John Baldwin et Zhengxi Lin (Août 2001)***

N°174 *Impact de l'adoption des technologies de l'information et des communications de pointe sur la performance des entreprises du secteur de la fabrication au Canada,* ***John R. Baldwin et David Sabourin (Octobre 2001)***

N°175 *Pénuries de main-d'oeuvre qualifiée et adoption des technologies de pointe,* ***David Sabourin (Septembre 2001)***

N°176 *Quelles entreprises ont des taux de vacance élevés au Canada ?* ***René Morissette, Xueline Zhang (le 25 octobre 2001)***

N°177 *Un conte de trois villes : La dynamique du secteur de la fabrication à Toronto, à Montréal et à Vancouver de 1976 à 1997,* ***Tara Vinodrai (Novembre 2001)***

N°178 *Le rendement scolaire des enfants d'immigrants au Canada, 1994-98,* ***Christopher Worswick (Le 14 novembre, 2001)***

N°179 *Changements observés au niveau de la diversification des entreprises du secteur canadien de la fabrication (de 1973 à 1997) : Vers la spécialisation,* ***John R. Baldwin, Desmond Beckstead et Richard Caves (Février 2002)***

N°180 *Différences de productivité entre les provinces,* ***John R. Baldwin, Jean-Pierre Maynard, David Sabourin et Danielle Zietsma (Décembre 2001)***

N°181 *Qui a raison des parents ou des enfants? Évaluation de l'accord des parents et des enfants dans l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes,* ***Lori Curtis, Martin Dooley et Shelley Phipps*** *(23 octobre 2002)*

N°182 *Effets des critères de sélection et des possibilités économiques sur les caractéristiques des immigrants,* ***par Abdurrahman Aydemir*** *(23octobre 2002)*

N°183 *Monter sa propre entreprise : le travail indépendant chez les diplômés des collèges et universités canadiens,* ***Ross Finnie, Christine Laporte, Maud-Catherine Rivard (Mars 2002)***

N°184 *Résultats sur le plan de la répartition au Canada dans les années 90,* ***Andrew Heisz, Andrew Jackson, Garnett Picot (Février 2002)***

N°185 *Les quartiers influencent-ils la réussite à long terme sur le marché du travail? Comparaison des adultes qui ont grandi dans des ensembles de logements publics différents,* ***Philip Oreopoulos (Juin 2002)***

N°186 *Mariage, maternité et rémunération : Le choix du moment importe-t-il?* ***Marie Drolet (Le 1 mai 2002)***

N°187 *L'évolution de l'inégalité de la richesse au Canada, 1984-1999,* ***René Morissette, Xuelin Zhang et Marie Drolet (Février 2002)***

N° 188 *Expérience en gestion et diversité dans une organisation qui vieillit : Une analyse de microsimulation,* ***Ted Wannell et Martin Gravel (Août 2002)***

N° 189 *L'importance de l'entrée dans le secteur canadien de la fabrication, document accompagné d'une annexe sur les questions de mesure,* ***John R. Baldwin, Desmond Beckstead et Andrée Girard (mai 2002)***

N° 190 *Financement de l'innovation dans les nouvelles petites entreprises : Nouveaux éléments probants provenant du Canada,* ***John R. Baldwin, Valérie Gaudreault et Guy Gellatly (mai 2002)***

N° 191 *Trop loin pour continuer? Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université,* ***Marc Frenette (24 juin 2002)***

N° 192 *La vie après l'aide sociale : Le bien-être économique des personnes qui ont cessé de toucher de l'aide sociale au Canada dans les années 90,* ***Marc Frenette, Garnett Picot*** *(26 mars 2003)*

N° 193 *Roulement des usines et croissance de la productivité dans le secteur canadien de la fabrication,* ***John Baldwin, Wulong Gu (02 avril 2003)***

N° 194 *Progression de la rémunération des travailleurs peu qualifiés au Canada d'après L'EDTR (1993-1998)* ***Xuelin Zhang (06 décembrei 2002)***

N° 195 *La détérioration des gains de immigrants s'étend-elle aux immigrants qui travaillent de façon autonome?* ***John R. Baldwin, Desmond Beckstead et Andrée Girard (mai 2002)***

N° 196 Minorités, capacités cognitives et revenus des Canadiens, ***Ross Finnie et Ronald Meng (24 janvier 2003)***

N°197 Le niveau de richesse des familles d'immigrants au Canada, ***Xuelin Zhang (17 novembre 2003)***

N° 198 La hausse du taux de faible revenu chez les immigrants au Canada, ***Garnett Picot et Feng Hou (19 juin 2003)***

N° 199 Nouvelles pratiques de travail et taux de démissions : problèmes méthodologiques et données empiriques pour le Canada, ***par René Morissette et Julio Miguel Rosa (le 17 mars 2003)***

N° 200 Les effets de cohorte sur les gains annuels selon le domaine d'études des diplômés universitaires de la Colombie-Britannique, ***par Andrew Heisz (26 septembre 2003)***

N°201 Accès au college et à l'université: Est-ce-que la distance importe?, ***par Marc Frenette (Juin 2003)***

N° 202 Comprendre l'échec : Mortalité organisationnelle et approche fondée sur les ressources, ***S.Thornhill et R.Amit (08 août 2003)***

N° 203 Les effets des cycles économiques sur l'assimilation des immigrants sur le marché du travail ***par Abdurrahman Aydemir (31 juillet 2003)***

N° 204 Enclaves de minorities visibles dans les quartiers et resultants sur le marché du travail des immigrants, ***par Garnett Picot et Feng Hou (9 juillet 2003)***

N° 205 L'évolution des obstacles aux échanges et les entreprises canadiennes : survie et disparition après l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, ***par Jen Baggs (28 avril 2004)***

N° 206 Établissement réussi et ségrégation résidentielle parmi les minorités visibles de Toronto, ***par John Myles et Feng Hou (30 juillet 2003)***

N° 207 Biais lié au cycle de vie dans l'estimation de la persistance intergénérationnelle des gains d'emploi, ***par Nathan Grawe (05 août 2003).***

N° 208 Les anticipations concernant l'investissement sont-elles rationnelles? ***par Chetan Dave (17 décembre 2004)***

N° 209 Les heures de travail au Canada et aux Etats-Unis, ***Andrew Heisz et Sébastien LaRochelle-Côté (septembre 2003)***

N° 210 Revenu Familial et Participation aux Études Postsecondaires, ***Miles Corak, Garth Lipps et John Zhao (le 1 octobre 2003)***

N° 211-214 -- Annulé

N° 215 Convergeront-ils un jour? Les Gains de travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des deux dernières décennies, ***Marc Frenette et René Morissette (le 8 octobre 2003)***

N° 216 Durée de la résidence dans les quartiers à faible revenue, ***Marc Frenette, Garnett Picot et Roger Sceviour (janvier 2004)***

N° 217 Le ratio de levier financier des entreprises dans le secteur canadien de la fabrication : conséquences pour l'emploi et les inventaires, ***Andrew Heisz et Sébastien LaRochelle-Côté (février 2004)***

N° 218 Les taux de mises à pied permanentes ont-ils augmenté au Canada? ***René Morissette (25 mars 2004)***

N° 219 Croissance de l'inégalité du revenu pendant la reprise économique des années 1990 : Exploration de trois sources de données, ***Marc Frenette, David Green et Garnett Picot (9 juillet 2004)***

N° 219 REVISÉ : Croissance de l'inégalité du revenu pendant les années 1990 : Exploration de trois sources de données, ***Marc Frenette, David Green et Garnett Picot (16 décembre 2004)***

N° 220 Déterminants de la réussite ou de l'échec des établissements canadiens sur les marchés étrangers, selon une analyse de survie, ***Jean Bosco Sabuhoro et Yvan Gervais (5 mai 2004)***

N° 221 Immigration récente et formation de quartiers de minorités visibles dans les grandes villes canadiennes, ***Feng Hou (2 juillet 2004)***

N° 222 Dégradation du bien-être économique des immigrants et des causes possibles, ***Garnett Picot, (15 juillet 2004)***

N° 223 Projets et attentes des Canadiens non retraités de 45 à 59 ans en matière de retraite, ***Grant Schellenberg, (29 juin 2004)***

N° 224 Utilisation du transport en commun chez les immigrants, ***Andrew Heisz, Grant Schellenberg (13 mai 2004)***

N° 225 Explication de la détérioration des gains au niveau d'entrée des cohortes d'immigrants au Canada : 1966-2000 ***par Abdurrahman Aydemir et Mikal Skuterud (17 mai 2004)***

N° 226 Antécédents familiaux et accès aux études postsecondaires : Que s'est-il passé pendant les années 1990? ***par Ross Finnie, Christine Laporte et Eric Lascelles (18 août 2004)***

N° 227 Analyse longitudinale de l'évolution des gains au Canada, ***par Charles M. Beach et Ross Finnie (20 août 2004)***

N° 228 Inégalités au niveau des quartiers, privation relative et état de santé autoévalué, ***par Feng Hou et John Myles (27 septembre 2004)***

N° 229 Mouvements d'entrée et de sortie de la population dans les villes du Canada qui servent de portes d'entrée aux immigrants : étude comparative de Toronto, Montréal et Vancouver, ***par Ross Finnie et Larry S Bourne (13 septembre 2004)***

N° 230 Gains des couples très scolarisés et peu scolarisés, 1980-2000, ***par René Morissette et Anick Johnson (13 octobre 2004)***

N° 231 La dynamique de l'aide sociale au Canada : le rôle des attributs individuels et des variables économiques et politiques, ***Ross Finnie, Ian Irvine et Roger Sceviour (octobre 2004)***

N° 232 Tendances des salaires relatifs des personnes très scolarisées dans une économie du savoir, ***par René Morissette, Yuri Ostrovsky et Garnett Picot (29 septembre 2004)***

N° 233 Domaines d'études postsecondaires et résultats sur le marché du travail canadien des immigrants et des non-immigrants, ***par Arthur Sweetman et Stephan McBride (28 octobre 2004)***

N° 234 Qualité de l'éducation des immigrants dans leur pays d'origine et résultats sur le marché du travail canadien, ***par Arthur Sweetman (15 décembre 2004)***

N° 235 L'évolution de l'écart des gains entre les sexes chez les diplômés des universités canadiennes, ***par Ross Finnie et Ted Wannell (30 novembre 2004)***

N° 236 Importance des signaux de compétence pour l'obtention d'un emploi et de l'avancement, ***par Andrew Heisz et Philip Oreopoulos (5 janvier 2006)***

N° 237 Qui poursuit des études supérieures? L'incidence directe et indirecte des antécédents familiaux sur l'accès aux études postsecondaires, ***par Ross Finnie, Eric Lascelles et Arthur Sweetman (18 janvier 2005)***

N° 238 *Diminution de l'avantage des immigrants en matière de propriété : analyse de cycle de vie de la baisse de fortunes et de l'évolution de l'accession à la propriété chez les immigrants de Montréal, Toronto et Vancouver, 1981-2001* ***par Michael Haan (3 février 2005)***

N° 239 *Les bons emplois disparaissent-ils au Canada ?* ***par René Morissette et Anick Johnson (26 janvier 2005)***

N° 240 *L'inégalité du revenu et le faible revenu au Canada : une perspective internationale,* ***par Garnett Picot et John Myles (10 février 2005)***

N° 241 *Quartiers ethniques et croissance des gains des immigrants de sexe masculin de 1981 à 1996,* ***par Casey Warman (25 février 2005)***

N° 242 *Faire la transition : les répercussions du passage de l'école primaire à l'école secondaire sur le rendement scolaire et l'adaptation psychologique des adolescents,* ***par Garth Lipps (1 mars 2005)***

N° 243 *Participation aux études postsecondaires au Canada : le rôle du revenu et du niveau de scolarité des parents a-t-il évolué au cours des années 1990?* ***par Marie Drolet (15 février 2005)***

N° 244 *L'accès aux études postsecondaires est-il plus équitable au Canada ou aux États Unis?* ***par Marc Frenette (15 mars 2005)***

N° 245 *Recours à l'assistance sociale au Canada : tendances nationales et provinciales en matière d'incidence, d'entrée et de sortie,* ***par Ross Finnie, Ian Irvine et Roger Sceviour (30 mai 2005)***

N° 246 ***Sommaire de :****Recours à l'assistance sociale au Canada : tendances nationales et provinciales en matière d'incidence, d'entrée et de sortie,* ***par Ross Finnie, Ian Irvine et Roger Sceviour (30 mai 2005) – Internet seulement***

N°247 *Effet intergénérationnel de la sélection et de l'assimilation des immigrants sur les résultats en matière de santé des enfants* ***par Nina Ahmed (15 avril 2005)***

N° 248 *Le travail peu rémunéré et les familles économiquement vulnérables depuis 20 ans,* ***par René Morissette et Garnett Picot (25 avril 2005)***

N° 249 ***Sommaire de :*** *Le travail peu rémunéré et les familles économiquement vulnérables depuis 20 ans,* ***par René Morissette et Garnett Picot (25 avril, 2005) – Internet seulement***

N° 250 *Comment expliquer l'augmentation de la recherche d'emploi en cours d'emploi,* ***par Mikal Skuterud (29 avril 2005)***

N° 251 *Législation canadienne de l'école obligatoire et incidence sur les années de scolarité et le futur revenu du travail,* ***par Philip Oreopoulos (19 mai, 2005)***

N° 252 *Les immigrants achètent-ils pour s'intégrer? : Le rôle du regroupement ethnique dans la propension à devenir propriétaire chez douze groupes d'immigrants à Toronto, 1996 à 2001,* ***par Michael Haan (26 mai, 2005)***

N° 253 ***Sommaire de :*** *Les immigrants achètent-ils pour s'intégrer? : Le rôle du regroupement ethnique dans la propension à devenir propriétaire chez douze groupes d'immigrants à Toronto, 1996 à 2001,* ***par Michael Haan (26 mai, 2005) – Internet seulement***

N° 254 *Destinations initiales et redistribution des principaux groupes d'immigrants au Canada : changements au cours des deux dernières décennies,* ***par Feng Hou (29 juin 2005)***

N° 255 ***Sommaire de :****Destinations initiales et redistribution des principaux groupes d'immigrants au Canada : changements au cours des deux dernières décennies,* ***par Feng Hou (29 juin 2005) – Internet seulement***

N° 256 *Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier,* ***par Jen Baggs et James A.Brander (22 juin 2005)***

N° 257 **Sommaire de :** *Libéralisation des échanges, rentabilité et levier financier,* ***par Jen Baggs et James A.Brander (22 juin, 2005) – Internet seulement***

N° 258 *Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à 1994,* ***par Sébastien LaRochelle-Côté (22 juin 2005)***

N° 259 **Sommaire de :** *Réductions tarifaires et emploi dans le secteur de la fabrication au Canada, 1988 à 1994,* ***par Sébastien LaRochelle-Côté (22 juin, 2005) – Internet seulement***

N° 260 *Entreprises, industries et assurance-chômage : une analyse des données sur les employeurs et les employés recueillies au Canada,* ***par Miles Corak and Wen-Hao Chen (30 juin 2005)***

N° 261 *En famille : modèle simultané du style parental et de la conduite de l'enfant,* ***par Peter Burton, Shelley Phipps and Lori Curtis (2 août 2005)***

N° 262 *Dégradation du bien-être économique des immigrants et des causes possibles : Mise à jour 2005,* ***par Garnett Picot et Arthur Sweetman (27 juin 2005) – révision de l'étude n°. 222 relâchée en juillet 2004***

N° 263 *L'incidence des frais de scolarité sur l'accès à l'université : résultats de la vaste déréglementation des frais de scolarité des programmes professionnels* ***par Marc Frenette (27 septembre 2005)***

N° 264 **Sommaire de** *: L'incidence des frais de scolarité sur l'accès à l'université : résultats de la vaste déréglementation des frais de scolarité des programmes professionnels* ***par Marc Frenette (27 septembre 2005) – Internet seulement***

N° 265 *L'instabilitié des gains familiaux et du revenu familial au Canada, 1986 à 1991 et 1996 à 2001,* ***par René Morissette et Yuri Ostrovsky (2 novembre 2005)***

N° 266 **Sommaire de** *: L'instabilitié des gains familiaux et du revenu familial au Canada, 1986 à 1991 et 1996 à 2001,* ***par René Morissette et Yuri Ostrovsky (2 novembre 2005) – Internet seulement***

N° 267 *Mobilité intergénérationnelle des gains chez les enfants des immigrants au Canada* ***par Abdurraham Aydemir, Wen-Hao Chen et Miles Corak (25 octobre 2005)***

N° 268 *L'effet des conditions macroéconomiques sur l'instabilité et l'inégalité à long terme des gains des travailleurs au Canada,* ***par Charles M. Beach, Ross Finnie et David Gray (7 février 2006)***

N° 269 **Sommaire de** *: L'effet des conditions macroéconomiques sur l'instabilité et l'inégalité à long terme des gains des travailleurs au Canada,* ***par Charles M. Beach, Ross Finnie et David Gray (7 février 2006) – Internet seulement***

N° 270 *Différences entre les distributions du rendement scolaire au secondaire : le rôle de la taille de la classe et du temps d'enseignement,* ***par Miles Corak et Darren Lauzon (22 novembre 2005)***

N° 271 *Règles relatives à la retraite obligatoire et décisions de retraite des professeurs d'université au Canada,* ***par Christopher Worswick (05 décembre 2005)***

N° 272 *Amour et argent : mobilité intergénérationnelle et appariement conjugal d'après le revenu des parents,* ***par Jo Blanden (08 décembre 2005)***

No 273 *Retour et reprise de migration chez les hommes en âge de travailler,* ***par Abdurrahman Aydemir et Chris Robinson (1 mars 2006)***

N° 274 *Nouvelle analyse des tendances récentes de l'inégalité du revenu après impôt au Canada au moyen des données de recensement,* ***par Marc Frenette, David Green et Kevin Milligan (27 février 2006).***

N° 275 *Importance de la littératie fonctionnelle : Compétences en lecture et en mathématiques et résultats sur le marché du travail des décrocheurs du secondair,* ***par Ross Finnie et Ronald Meng (27 mars 2006)***

N° 276 *La poursuite des études à l'âge adulte et ses répercussions sur les gains au Canada,* ***par Xuelin Zhang et Boris Palameta (24 mars 2006)***

N° 277 ***Sommaire de :*** *La poursuite des études à l'âge adulte et ses répercussions sur les gains au Canada,* ***par Xuelin Zhang et Boris Palameta (24 mars 2006) – Internet seulement***

N° 278 *Instabilité des heures de travail au Canada,* ***par Andrew Heisz et Sébastien LaRochelle-Côté (29 mars 2006)***

N° 279 ***Sommaire de :*** *Instabilité des heures de travail au Canada,* ***par Andrew Heisz et Sébastien LaRochelle-Côté (29 mars 2006) – Internet seulement***

N° 280 *Effets incitatifs associés à l'aide sociale : approche de discontinuité de la régression,* ***par Thomas Lemieux et Kevin Milligan (14 juin 2006)***

N° 281 *Le revenu et les résultats des enfants,* ***par Shelley Phipps et Lynn Lethbridge (11 mai 2006)***

N° 282 *Pourquoi l'emploi et les gains ont-ils augmenté chez les mères seules durant les années 1980 et 1990?* ***par John Myles, Feng Hou, Garnett Picot et Karen Myers (07 juin 2006)***

No 283 *Est-ce que les universités profitent à la population locale de jeunes? Résultats provenant de la fréquentation des universités et des collèges, et des gains des diplômés suivant la création d'une nouvelle université,* ***par Marc Frenette (25 janvier 2007)***

N° 284 *Ensembles de données nationales : Sources d'information sur la garde des enfants au Canada,* ***par Dafna E. Kohen, Barry Forer et Clyde Hertzman (19 juin 2006)***

N° 285 *À venir*

N° 286 *La protection en matière de pensions et l'épargne-retraite des familles canadiennes, 1986 à 2003,* ***par René Morissette et Yuri Ostrovsky (26 septembre 2006)***

N° 287 *Concurrence sur le marché des produits et coûts de délégation,* ***par Jen Baggs et Jean-Etienne de Bettignies (4 décembre 2006)***

N° 288 *Mobilité internationale : données sur les taux de sortie et de retour des Canadiens, 1982 à 2003,* ***par Ross Finnie (17 novembre 2006)***

N° 289 *Mobilité internationale : analyse longitudinale des effets sur les gains individuels,* ***par Ross Finnie (18 janvier 2007)***

N° 290 *À venir*

N° 291 *Les pertes de gains des travailleurs déplacés : données canadiennes extraites d'une importante base de données sur les fermetures d'entreprises et les licenciements collectifs,* ***par René Morissette; Xuelin Zhang and Marc Frenette (16 janvier 2007)***

N° 292 *L'incidence des caractéristiques d'une université sur les résultats professionnels après le diplôme : témoignages de trois cohortes canadiennes récemment diplômées,* ***par Julian betts, Christoper Ferrall et Ross Finnie (26 février 2007)***

N° 293 *Comprendre les différences régionales dans les heures de travail,* ***par Andrew Heisz et Sébastien LaRochelle-Côté (22 janvier 2007)***

N° 294 *Le faible revenu chronique et la dynamique du faible revenu chez les nouveaux immigrants,* ***par Garnett Picot, Feng Hou et Simon Coulombe (30 janvier 2007)***

N° 295 *Pourquoi les jeunes provenant de familles à plus faible revenu sont-ils moins susceptibles de fréquenter l'université? Analyse fondée sur les aptitudes aux études, l'influence des parents et les contraintes financières,* ***par Marc Frenette (8 février 2007)***

N° 296 *Différences entre les sexes relativement aux départs volontaires et à l'absentéisme au Canada,* ***par Xuelin Zhang (23 février 2007)***

N° 297 *L'instabilité du revenu des parents seuls, des célibataires et des familles biparentales au Canada, 1984 à 2004* ***par René Morissette et Yuri Ostrovsky (29 mars 2007)***

N° 298 *Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004,* ***par Andrew Heisz (11 mai 2007)***